

## Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (\*)

30 MARS 1999

### PROJET DE LOI

sur les jeux de hasard, les établissements de  
jeux de hasard et la protection des joueurs

### PROPOSITION DE LOI

visant à créer un cadre légal pour  
l'exploitation et la pratique  
des jeux de hasard

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES  
FINANCES ET DU BUDGET (1)

PAR M. Lucien SUYKENS

(1) Composition de la commission :

Président : M. Didden.

A. — **Membres titulaires :**

C.V.P. MM. Didden, Leterme,  
Pieters (D.), Mme Van  
Haesendonck.  
P.S. MM. Demotte, Dufour,  
Morau.  
V.L.D. MM. Daems, De Grauwé,  
Desimpel.  
S.P. MM. Schoeters, Suykens.  
P.R.L.- Mme Cornet, M. Reynders.  
F.D.F.  
P.S.C. M. Arens.  
Vl. M. Huysestruyt.  
Blok  
Agalev/M. Tavernier.  
Ecolo

B. — **Membres suppléants :**

M. Ansoms, Mme D'Hondt (G.),  
MM. De Crem, Eyskens, Vanpoucke.  
MM. Canon, Delizée, Henry,  
Meureau.  
MM. Huts, Lano, Van Aperen, van  
den Abeelen.  
MM. Mahassine, Schellens, Van  
Gheluwe.  
MM. de Donnéa, Maingain, Michel.  
MM. Fournaux, Gehlen.  
Mme Colen, M. Van den Eynde.  
MM. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — **Membre sans voix délibérative :**

V.U. M. Olaerts.

*Voir :*

- 1795 - 98 / 99 :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.  
— N° 2 à 7 : Amendements.

*Voir aussi :*

— N° 9 : Texte adopté par la commission.

- 661 - 95 / 96 :

— N° 1 : Proposition de loi de M. Wailliez.

(\*) Cinquième session de la 49<sup>e</sup> législature.

## Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (\*)

30 MAART 1999

### WETSONTWERP

op de kansspelen, de kansspelinrichtingen  
en de bescherming van de spelers

### WETSVOORSTEL

houdende invoering van een wettelijke  
regeling voor het exploiteren en  
beoefenen van kansspelen

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
FINANCIËN EN DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR HEER Lucien SUYKENS

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Didden.

A. — **Vaste leden :**

C.V.P. HH. Didden, Leterme,  
Pieters (D.), Mevr. Van  
Haesendonck.  
P.S. HH. Demotte, Dufour, Mo-  
riau.  
V.L.D. HH. Daems, De Grauwé,  
Desimpel.  
S.P. HH. Schoeters, Suykens.  
P.R.L.- Mevr. Cornet, H. Reynders.  
F.D.F.  
P.S.C. H. Arens.  
Vl. H. Huysestruyt.  
Blok  
Agalev/H. Tavernier.  
Ecolo

B. — **Plaatsvervangers :**

H. Ansoms, Mevr. D'Hondt (G.),  
HH. De Crem, Eyskens, Vanpoucke.  
HH. Canon, Delizée, Henry,  
Meureau.  
HH. Huts, Lano, Van Aperen, van  
den Abeelen.  
HH. Mahassine, Schellens, Van  
Gheluwe.  
HH. de Donnéa, Maingain, Michel.  
HH. Fournaux, Gehlen.  
Mevr. Colen, H. Van den Eynde.  
HH. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — **Niet-stemgerechtigd lid :**

V.U. H. Olaerts.

*Zie :*

- 1795 - 98 / 99 :

— N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

— N° 2 tot 7 : Amendementen.

*Zie ook :*

— N° 9 : Tekst aangenomen door de commissie.

- 661 - 95 / 96 :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Wailliez.

(\*) Vijfde zitting van de 49<sup>e</sup> zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné le présent projet de loi au cours de ses réunions des 5 et 26 janvier et 17 mars 1999.

### I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA JUSTICE

« 1. Les jeux de hasard sont indissociablement liés à l'*homo ludens* et ont été à toutes les époques une source de plaisir, mais aussi de misère.

Le jeu est en effet le fruit et l'objet d'une passion. Cela explique pourquoi les partisans et les adversaires de la réglementation relative au jeu se divisent si nettement et pourquoi cette matière déchaîne souvent les passions.

Lorsqu'au début de ce siècle, l'exploitation des jeux de hasard a menacé de se transformer en un véritable fléau social, le législateur a décidé, en adaptant la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu, d'interdire de manière générale et inconditionnelle de tirer profit des jeux de hasard.

Les exceptions légales qui se sont avérées indispensables à l'époque, notamment pour les loteries, les pronostics et les jeux dits « d'adresse », ne correspondent cependant plus depuis longtemps à la réalité organique de notre société.

On exploite en Belgique huit casinos, quatre en Wallonie et quatre en Flandre, et ce depuis plus de cinquante ans.

L'existence même de ces établissements constitue, à l'heure actuelle, une violation de la loi sur le jeu, mais les parquets généraux les tolèrent pour des « raisons fiscales et historiques », pour autant que les exploitants se plient à certaines conditions rigoureuses.

Cette situation n'est pas tenable dans la mesure où l'on tolère pour d'aucuns des faits punissables qui font l'objet d'une interdiction et de poursuites dans le chef d'autres personnes.

La Région de Bruxelles-Capitale et certains candidats exploitants ont demandé à plusieurs reprises que l'on tolère l'ouverture de casinos supplémentaires.

Il s'est également avéré indispensable d'élaborer une politique du jeu qui reste en phase avec l'évolution en matière de législation sur les jeux de hasard dans le cadre international et avec les évolutions technologiques les plus récentes sur le marché des jeux de hasard, essentiellement dominé par l'électronique.

Il s'imposait donc de façonner un cadre légal, afin de créer une situation vivable à l'instar de ce qui s'est fait à l'étranger.

2. Le présent projet de loi sur les jeux est le résultat d'une longue procédure préparatoire.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 5 en 26 januari en 17 maart 1999.

### I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

« 1. Het kansspel is onlosmakelijk verbonden met de « *homo ludens* » en is doorheen de geschiedenis steeds een bron van vermaak, maar ook van ellende geweest.

Spel heeft immers te maken met passie. Vandaar dat de regelgeving rond het spel ook zo'n uitgesproken voor- en tegenstanders kent en deze materie dikwijls emotioneel wordt benaderd.

Toen omstreeks de eeuwwisseling de exploitatie van kansspelen dreigde uit te groeien tot een echte sociale plaag, koos de wetgever, bij wet van 24 oktober 1902 op het spel, voor een algemeen en onvoorwaardelijk verbod op het trekken van voordeel uit kansspelen.

De wettelijke uitzonderingen die toen reeds noodzakelijk bleken, onder meer voor loterijen, pronostieken en de zogenaamde « behendigheidsspelen », stemmen evenwel sedert lang niet meer overeen met de organisch gegroeide maatschappelijke realiteit.

In België worden sedert meer dan vijftig jaar acht casino's geëxploiteerd, vier in Wallonië en vier in Vlaanderen.

Dergelijke exploitaties zijn tot op de dag van vandaag een overtreding van de wet op het spel, maar worden om « fiscale en historische redenen » gedoogd door de parketten-generaal, voor zover de exploitanten bepaalde strenge voorwaarden respecteren.

Deze situatie is niet houdbaar in de mate dat voor de enen strafbare feiten worden getolereerd die in hoofde van anderen worden verboden en vervolgd.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en bepaalde kandidaat-exploitanten drongen aan op het tolereren van bijkomende casino's.

Ook bleek het noodzakelijk een spelbeleid uit te bouwen dat gelijke tred houdt met de evolutie inzake kansspelwetgeving in internationale context en met de jongste technologische ontwikkelingen op de voorname elektronische kansspelmarkt.

Een wettelijke regeling van een maatschappelijk leefbare situatie die ook in het buitenland bestaat, drong zich dus op.

2. Dit wetsontwerp op het spel is de vrucht van een lange voorbereidende procedure.

Non seulement l'administration de la Justice a travaillé d'arrache-pied à l'élaboration du texte présenté, mais le prédécesseur du ministre a également multiplié les contacts préparatoires avec des membres du secteur concerné, des bourgmestres, ainsi qu'avec diverses commissions qui ont suivi cette question de près par le passé.

Le ministre rappelle que la mise à jour de la législation en matière de casinos figurait déjà dans la note de politique générale-justice datée de 1995. En examinant le dossier des casinos, il est apparu d'emblée que la problématique des jeux de hasard et de leur exploitation ne pouvait se limiter à ces seuls établissements. Il a dès lors été proposé de traiter cette problématique de manière plus large et d'y englober également le secteur des appareils de jeu.

En 1996, la Région de Bruxelles-Capitale a dans un premier temps elle-même mis cette problématique à l'ordre du jour du comité de concertation parce qu'elle voulait jouer un rôle dans le monde des casinos.

Le ministre de la Justice a été invité à élaborer un projet de loi en la matière.

Dès que le gouvernement eut approuvé le texte, celui-ci fut transmis au comité de concertation qui y a également souscrit.

Les régions et les communautés ont également été consultées par le biais de cette instance à propos de l'élaboration du présent projet et elles y ont dès lors été associées.

Le texte a finalement été soumis à la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat.

La procédure parlementaire s'est déroulée en tenant compte du fait que la commission avait depuis longtemps déjà entamé la discussion de la proposition de loi relative au jeu, déposée par le sénateur Johan Weyts.

Par estime pour le travail parlementaire déjà effectué et afin d'éviter une discussion parallèle au Parlement, le gouvernement décida de ne pas déposer le texte de l'accord intervenu sous la forme d'un projet de loi, mais plutôt d'amender la proposition de loi à l'examen en commission du Sénat.

3. Le texte actuel du projet de loi est un texte réaliste et achevé, grâce notamment aux sous-amendements pertinents présentés par les sénateurs sur la base notamment des avis précieux des commissions de la Justice et des Affaires sociales du Sénat.

Le ministre estime que l'on a trouvé un équilibre réaliste entre la pratique du jeu et la nécessité de limiter le danger qu'elle représente sur le plan social.

Zo is de ter besprekking voorliggende tekst niet alleen te danken aan de onverdroten arbeid van de diensten van Justitie, maar eveneens aan de voorganger van de minister, die talrijke voorbereidende contacten heeft gehad met mensen uit de betrokken sector, alsook met burgemeesters en allerhande commissies die deze aangelegenheid in het verleden van nabij hebben gevolgd.

De minister herinnert eraan dat de bijwerking van de wetgeving op de casino's al in de algemene beleidsnota-Justitie van 1995 was opgenomen. Toen het vraagstuk van de casino's werd behandeld, bleek al spoedig dat de regeling inzake de kansspelen en de exploitatie ervan niet tot de casino's beperkt mocht blijven. Daarom werd voorgesteld deze aangelegenheid in een bredere context te plaatsen en tegelijk ook de sector van de speelautomaten onder de loep te nemen.

In 1996 heeft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dit vraagstuk in een eerste fase zelf op de agenda van het overlegcomité geplaatst. Ook het gewest wou immers een rol spelen in de wereld van de casino's.

Aan de minister van Justitie werd gevraagd een wetsontwerp terzake op te stellen.

Zodra de regering de tekst had aangenomen, werd die overgezonden aan het overlegcomité, dat er eveneens zijn goedkeuring aan heeft gehecht.

Via diezelfde instantie werden ook de gewesten en de gemeenschappen over dat wetsontwerp geraadplegd; op hun beurt werden zij bijgevolg bij de uitwerking ervan betrokken.

Uiteindelijk werd de tekst aan de Senaatscommissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden voorgelegd.

Bij de parlementaire procedure werd rekening gehouden met het feit dat de commissie al sinds lang met de besprekking van het door senator Johan Weyts ingediende wetsvoorstel op het spel bezig was.

Uit eerbied voor het reeds verrichte parlementaire werk en teneinde een parallelle besprekking in het parlement te voorkomen, heeft de regering beslist de tekst van het bereikte akkoord niet in de vorm van een wetsontwerp in te dienen, maar in de vorm van amendementen op het in de senaatscommissie ter besprekking voorliggende wetsvoorstel.

3. De huidige tekst van het wetsontwerp is een realistische en voldragen tekst, niet in het minst door de doordachte subamending door de ledensenatoren van de commissie onder meer op basis van de werkbare adviezen van de senaatscommissies Justitie en Sociale Aangelegenheden.

Er werd een realistisch evenwicht gevonden tussen de praktijk van het spel en de beperking van het sociale gevaar daarvan.

Sans prétendre être exhaustif, il souligne que les lignes de force et les éléments suivants du texte devraient offrir certaines garanties à cet égard :

a. La règle générale est l'interdiction d'exploiter un ou plusieurs jeux de hasard ou établissements de jeux de hasard.

Une exception n'est prévue que pour les jeux et les établissements autorisés par la loi moyennant une licence écrite préalable.

b. Les établissements de jeux de hasard sont répartis en trois classes, à savoir les établissements de jeux de hasard de classe I ou casinos, les établissements de jeux de hasard de classe II ou salles de jeux automatiques et les établissements de jeux de hasard de classe III ou débits de boissons.

Ils se différencient par :

- la nature et le nombre des jeux de hasards qu'ils peuvent exploiter;

- le montant maximum de l'enjeu, de la perte et du gain dans le chef des joueurs par jeu de hasard et par possibilité de jeu;

- la nature des activités connexes autorisées dans les établissements respectifs, à savoir des activités du secteur horeca et des activités socioculturelles dans les casinos, la vente de boissons dans les débits de boissons et aucune activité dans les salles de jeux automatiques;

- la licence requise, à savoir la licence de classe A pour les casinos, la licence de classe B pour les salles de jeux automatiques et la licence de classe C pour les débits de boissons.

c. Chaque classe de licences est soumise à un certain nombre de conditions rigoureuses.

Le nombre de *casinos*, qui parmi tous les établissements de jeux de hasard ont les implications financières les plus importantes, est limité à neuf sur l'ensemble du territoire belge.

Un casino ne peut être exploité que sur le territoire des communes de Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke, Middelkerke, Namur, Ostende, Spa ainsi que sur le territoire d'une des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Un seul casino peut être exploité par commune, pour lequel chaque commune conclut une convention de concession avec le candidat exploitant. Les conventions de concession existant au moment de l'entrée en vigueur de la loi restent valables pour une période de 20 ans maximum.

En cas de fermeture d'un casino, l'exploitation peut être transférée vers une autre commune de la même région.

La licence accordée pour l'exploitation de casinos est soumise à un certain nombre de conditions strictes concernant notamment la moralité, la solvabilité et les moyens financiers de l'exploitant ainsi que l'existence d'une séparation nette entre la salle de jeu et les autres espaces.

Le projet de loi limite à deux cents le nombre de *salles de jeux automatiques*. La licence est également soumise à des conditions strictes. Le nombre de sal-

Zonder aanspraak te maken op volledigheid zijn onder meer volgende krachtlijnen en elementen van de voorliggende tekst daarvoor een waarborg :

a. Algemeen principe is het verbod om één of meer kansspelen of kansspelinrichtingen te exploiteren.

Uitzondering wordt slechts gemaakt voor die spelers en inrichtingen die zijn toegelaten door de wetgeving en dit mits voorafgaandelijke en schriftelijke vergunning.

b. De kansspelinrichtingen worden ingedeeld in drie klassen, namelijk spelinrichtingen klasse I of casino's, spelinrichtingen klasse II of speelautomatenhallen en spelinrichtingen klasse III of drankgelegenheden.

Zij onderscheiden zich van elkaar door :

- het aantal en de aard van de kansspelen die zij mogen exploiteren;

- de maximumbedragen van inzet, verlies en winst in hoofde van de spelers per kansspel en per speelkans;

- de aard van de in de respectieve inrichtingen toegelaten nevenactiviteiten, namelijk in casino's horeca- en socioculturele activiteiten; in drankgelegenheden verkoop van dranken; in speelautomatenhallen geen;

- de vereiste vergunning, te weten klasse A voor casino's, klasse B voor speelautomatenhallen, en klasse C voor drankgelegenheden.

c. Aan elke vergunningsklasse is een aantal strenge voorwaarden verbonden.

De *casino's*, van alle kansspelinrichtingen die met de grootste financiële implicaties, zijn beperkt tot negen over het gehele Belgische grondgebied.

Een casino kan slechts worden geëxploiteerd op het grondgebied van de gemeenten Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke, Middelkerke, Namen, Oostende, Spa en één van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Per gemeente kan slechts een casino worden geëxploiteerd waartoe de gemeente een concessieovereenkomst zal sluiten met de kandidaat-exploitant. De op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet bestaande concessieovereenkomsten blijven bestaan voor een periode van maximum 20 jaar.

Bij sluiting van een casino kan de exploitatie worden verplaatst naar een andere gemeente van hetzelfde gewest.

De vergunning voor *casino's* is onderworpen aan een aantal strikte voorwaarden inzake onder meer de moraliteit, de financiële betrouwbaarheid en draagkracht van de uitbater en het bestaan van een strikte scheiding tussen de speelzaal en andere ruimten.

De *speelautomatenhallen* zijn door het wetsontwerp beperkt tot tweehonderd. De vergunning hier voor is evenzeer aan strenge voorwaarden onderwor-

les de jeux automatiques prévu dans le projet correspond approximativement à la situation actuelle.

Une licence est également prévue pour les *débits de boissons*, dans lesquels sont exploités deux jeux de hasard au maximum. Ici encore, l'obtention de la licence est soumise à des conditions ayant trait à la moralité de l'exploitant et à son inscription au registre de commerce.

La licence de classe E pour la vente, la location, la location-financement, la fourniture, la mise à disposition, l'importation, l'exportation, la production, les services d'entretien, de réparation et d'équipements des jeux de hasard ainsi que de leur exploitation dans les établissements de classe III, est, elle aussi, soumise à des conditions ayant trait à la solvabilité et aux moyens financiers de l'exploitant ainsi qu'à sa moralité.

d. Il est institué, sous la dénomination de « *commission des jeux de hasard* », un organisme indépendant d'avis, de décision et de contrôle, composé de onze représentants des ministres de la Justice, des Finances, des Affaires économiques, de l'Intérieur et de la Santé publique.

Cette commission contrôle le respect de la loi et des conditions d'exploitation et conseille les ministres concernés en ce qui concerne l'exécution de la loi. Elle octroie également des licences d'exploitation, peut donner au besoin des avertissements et suspendre ou retirer intégralement ou partiellement les licences d'exploitation. Elle peut interdire provisoirement ou définitivement l'exploitation d'un ou plusieurs jeux de hasard. Elle est placée sous la direction d'un magistrat bilingue.

e. La loi en projet instaure explicitement une série de *mesures de protection des joueurs et des parieurs* : l'interdiction de jouer et d'accéder à la salle de jeux pour les personnes de moins de 21 ans ou pour les mineurs, ainsi que pour certaines catégories de personnes socialement vulnérables, l'obligation, pour les joueurs, de s'identifier, l'interdiction d'attirer des joueurs et l'interdiction de consentir un crédit aux joueurs.

f. Le projet de loi prévoit par ailleurs explicitement que la commission des jeux de hasard est l'autorité de contrôle et de tutelle visée aux articles 21 et 22 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de *blanchiment de capitaux*.

g. Des peines sont prévues pour les personnes qui ne respectent pas la loi, exploitent des établissements de jeux sans licence ou font de la publicité interdite. Ces peines peuvent être doublées en cas de récidive ou lorsque l'infraction a été commise à l'égard d'une personne de moins de 18 ans. Les peines prévues par la loi en projet sont beaucoup plus lourdes que celles prévues par l'ancienne loi du 24 octobre 1902.

h. Une adaptation du cadre légal pour les jeux de hasard était devenue nécessaire en raison de l'inadé-

pen. Het aantal voorziene speelautomatenhallen komt bij benadering overeen met de huidige toestand.

De *drankgelegenheden*, waar ten hoogste twee kansspelen mogen worden uitgebaat, zijn eveneens vergunningsplichtig. Ook deze inrichtingen zijn aan voorwaarden inzake moraliteit van de uitbater en zijn inschrijving in het handelsregister gebonden.

De vergunning klasse E voor verkoop, verhuur, leasing, levering, terbeschikkingstelling, invoer, uitvoer, productie, alsook voor diensten inzake onderhoud, herstelling en uitrusting van kansspelen, alsmede de exploitatie ervan in de kansspelinrichtingen klasse III, is eveneens onderworpen aan voorwaarden inzake financiële betrouwbaarheid, draagkracht en moraliteit van de uitbater.

d. Er wordt een onafhankelijke administratieve advies-, beslissings- en controleoverheid opgericht met de benaming « *kansspelcommissie* », bestaande uit 11 vertegenwoordigers van de ministers van Justitie, Financiën, Economische Zaken, Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid.

De commissie controleert de naleving van de wet en de vergunningsvoorwaarden en adviseert de betrokken ministers inzake de uitvoering van de wet. Zij reikt tevens de vergunningen uit, kan zonodig waarschuwingen geven en de vergunningen geheel of gedeeltelijk schorsen of intrekken. Zij kan een voorlopig of definitief verbod van exploitatie van één of meer kansspelen opleggen. Zij staat onder leiding van een tweetalig magistraat.

e. Verschillende *maatregelen ter bescherming van spelers en gokkers* worden explicet in de wet opgenomen gaande van een speel- en toegangsverbod tot de speelzaal voor personen onder de 21 jaar of minderjarigen en bepaalde categorieën van sociaal kwetsbare personen, verplichte identificatie van de spelers, verbod van lokken van spelers tot een verbod van kredietverlening aan spelers.

f. In de wettekst wordt verder uitdrukkelijk bepaald dat de kansspelcommissie de controle- en toezichthoudende overheid is bedoeld in de artikelen 21 en 22 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het *witwassen van geld*.

g. Er wordt in *strafbepalingen* voorzien voor personen die de wet niet naleven, exploiteren zonder vergunning of verboden publiciteit maken. Strafverdubbeling is mogelijk in geval van herhaling of bij wanbedrijven ten opzichte van personen beneden 18 jaar. De bij deze wet bepaalde straffen gaan veel verder dan die van de oude wet van 24 oktober 1902.

h. Een aanpassing van het wettelijk kader inzake de kansspelen was onontbeerlijk geworden, doordat

quation de la législation à l'esprit du temps et son retard notoire par rapport à l'évolution technologique en la matière.

Nous vivons dans une société dans laquelle le jeu, essentiellement les jeux de masse contrôlés par l'État, qui prélève sa dîme, occupe une place importante et dont la technologie a évolué à pas de géant.

Pour les appareils de jeu, la liste annexée à l'arrêté royal de 1975, date d'il y a 23 ans et oblige l'utilisateur à vérifier dans chaque cas d'espèce la nature du jeu.

La combinaison de cette carence réglementaire et de l'attitude du secteur du jeu, qui, conscient des limites de la police en la matière, pratique une politique offensive de *gentlemen's agreement*, est à la source de situations équivoques sur le terrain.

Les exemples de dysfonctionnement pourraient être relevés sans fin, et la démonstration que tout concourt à développer l'ambiguïté et donc l'insécurité juridique, peut se poursuivre.

Cette réalité incontestable amène à penser qu'il faut tirer une ligne sur le passé et que fort de ses enseignements, le pays doit se doter d'une législation cohérente et effective en matière des jeux de hasard, qui tienne compte de l'ampleur du phénomène et de ses dangers.

Le ministre rappelle, pour conclure, que durant des décennies, la réglementation relative aux jeux de hasard a fait l'objet de nombreux projets et propositions de loi qui n'ont jamais abouti.

Aujourd'hui, le vent a clairement tourné.

Cette évolution n'est toutefois pas le fruit du hasard, mais résulte dans une large mesure du zèle et de la volonté de dialogue avec lesquels le Sénat a accompli ses travaux.

Le ministre est persuadé que le même esprit guidera les travaux de la commission et permettra d'aboutir rapidement. ».

## II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

### A) Intervention des membres

*M. Van Belle* rappelle que le groupe VLD s'est abstenu lors du vote de ce projet au Sénat. Le projet reste marqué par la tolérance qui a entouré pendant près d'un siècle la pratique des jeux de hasard, avec l'approbation tacite du parquet général.

Le projet fige l'existence actuelle de huit casinos et permet la création d'un neuvième casino à Bruxelles; les bourgmestres des communes qui abritent les casinos existants craignent la concurrence d'un casino établi à Bruxelles et demandent dès lors d'une part, l'extension des activités autorisées dans les casinos aux jeux automatiques et d'autre part, l'interdiction des jeux de casino dans les luna-parks. L'intervenant

de la wetgeving op dit punt door de tijdgeest is achterhaald en ver achterstaat bij de technologische ontwikkelingen terzake.

In onze huidige maatschappij neemt het spel en vooral het spel voor het publiek dat in handen is van de Staat die daarop belastingen heft, een belangrijke plaats in. De technologische kant ervan is met reuzenschreden vooruitgegaan.

De lijst van de speelapparaten bij het koninklijk besluit van 1975 is 23 jaar oud. Daarom moet de gebruiker telkens opnieuw de aard van het spel onderzoeken.

In de praktijk ontstaat er zo een dubbelzinnige situatie door het samengaan van een reglementaire lacune en de houding van de sector van de kansspelen die maar al te best weet dat de politie op dit stuk over beperkte middelen beschikt en die een offensief beleid van *gentlemen's agreement* voert.

Gevallen van disfunctie zijn er te over en er zijn steeds meer bewijzen te vinden dat alles leidt tot meer dubbelzinnigheid en dus rechtsonzekerheid.

Deze vaststaande feiten nopen ons ertoe een streep te halen door het verleden en er lering uit te trekken zodat het land kan zorgen voor een samenhangende en werkzame wetgeving die rekening houdt met de omvang van het verschijnsel en met de gevaren ervan.

Als slot brengt de minister nog in herinnering dat decennialang in verband met de regelgeving rond kansspelen talrijke wetsontwerpen en -voorststellen werden uitgewerkt zonder dat deze ooit tot een nieuwe wet hebben geleid.

Vandaag liggen de kaarten duidelijk anders.

Dit heeft echter niets te maken met het toeval, maar wel veel met de ijver en de bereidheid tot dialoog waarmee de Senaat zijn werkzaamheden heeft vervuld.

De minister is er zeker van dat met de kamerleden in eenzelfde verstandhouding zal kunnen worden gewerkt om snel tot een resultaat te komen. ».

## II. — ALGEMENE BESPREKING

### A) Uiteenzettingen van de leden

*De heer Van Belle* brengt in herinnering dat toen dit ontwerp in de Senaat ter stemming werd gebracht, de VLD-fractie zich heeft onthouden. Het ontwerp doet niets af aan de tolerantie die haast een eeuw lang rond de kansspelen heeft bestaan, met de stilzwijgende toestemming van het parket-generaal.

Het ontwerp bevriest de huidige toestand van acht bestaande casino's en maakt de vestiging van een negende casino in Brussel mogelijk; de burgemeesters van de gemeenten die de bestaande casino's huisvesten, vrezen de concurrentie van een in Brussel gelegen casino en vragen bijgevolg enerzijds dat de in casino's toegestane activiteiten worden uitgebreid met het ter beschikking stellen van speelauto-

demande au ministre dans quelle mesure il peut se rallier au point de vue défendu par ces huit bourgmestres.

Mais quelle que soit la réponse du ministre à cette question, le projet contrevient aux dispositions européennes en matière de liberté d'établissement et viole dès lors aussi le principe constitutionnel d'égalité. La loi en projet ne risque-t-elle donc pas de faire l'objet de recours devant la Cour d'arbitrage ? Cette considération incite encore davantage l'intervenant à comprendre le point de vue des bourgmestres des huit communes abritant un casino, d'autant plus que ceux-ci sont également confrontés à la concurrence des casinos établis sur le territoire des pays environnants.

Le projet à l'examen se présente en outre comme une loi cadre, qui laisse au gouvernement le soin de régler des points essentiels en la matière : l'intervenant s'en étonne et demande au ministre comment il justifie cette large délégation au Roi.

Le membre demande également le point de vue du ministre sur la pratique de jeux de hasard sur Internet, dont il souligne la facilité d'accès, notamment pour les mineurs d'âge.

Il relève le paradoxe de l'exclusion d'importants acteurs dans le domaine des jeux de hasards du champ d'application de la loi en projet, tels que par exemple la Loterie nationale, alors que d'inoffensives attractions de foire y sont reprises.

L'intervenant rappelle enfin les amendements du sénateur Vergote en ce qui concerne les joueurs pathologiques et les mesures préventives à prendre à leur égard.

*M. Desimpel* s'inquiète de l'éventuelle création d'un casino à Anvers, préjudiciable pour les casinos côtiers, voire également pour celui de Bruxelles, et d'un casino en région germanophone, préjudiciable pour le casino de Spa.

Il est d'avis que les dispositions relatives à cette matière doivent tenir compte du contexte européen.

*M. Daems* estime que la problématique que le projet tente de réglementer correspond à un phénomène social important au sujet duquel il convient de légiférer. Il regrette toutefois la logique poursuivie dans le projet, qui lui paraît se borner à substituer le gel de la situation actuelle à la tolérance pratiquée jusqu'à présent. Le projet reflète en effet une certaine aversion pour le jeu, tout en en réglementant la pratique dans le but de générer des bénéfices au profit du Trésor. Il faut toutefois choisir.

Dès lors que l'on reconnaît à chacun le droit d'agir librement dans certaines limites, le seul problème de principe que pose la pratique du jeu concerne les

maten en anderzijds dat een verbod wordt uitgevaardigd op casinospelen in lunaparken. De spreker vraagt aan de minister in hoeverre hij zich bij het door die acht burgemeesters verdedigde standpunt kan aansluiten.

Wat echter ook het antwoord van de minister op die vraag zij, het ontwerp overtreedt de Europese bepalingen inzake vestigingsvrijheid en schendt bijgevolg ook het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel. Dreigen tegen de ontworpen wet dan ook geen voorrangen te worden ingesteld bij het Arbitragehof ? Die overweging zet de spreker er nog meer toe aan begrip op te brengen voor het standpunt van de burgemeesters van de acht gemeenten die een casino huisvesten, te meer daar die laatste ook zijn blootgesteld aan de concurrentie van de casino's die op het grondgebied van de omliggende landen zijn gelegen.

Het ter bespreking voorliggende ontwerp heeft boven dien de vorm van een kaderwet, die de regeling van punten die in die aangelegenheid van wezenlijk belang zijn aan de regering overlaat. De spreker is daar verbaasd over en vraagt aan de minister hoe hij die ruime bevoegdheidsdelegatie aan de Koning verantwoordt.

Het lid vraagt ook de mening van de minister over de praktijk van kansspelen op het Internet. Hij onderstreept dat dit laatste gemakkelijk toegankelijk is, met name voor minderjarigen.

Hij vestigt de aandacht op de paradox die erin bestaat dat belangrijke actoren op het vlak van kansspelen, zoals bijvoorbeeld de Nationale Loterij, van het toepassingsgebied van de wet zijn uitgesloten, terwijl onschadelijke kermisattracties erin zijn opgenomen.

De spreker brengt ten slotte de amendementen van senator Vergote in herinnering met betrekking tot de gokverslaafden en de voorzorgsmaatregelen die te hunnen aanzien moeten worden genomen.

*De heer Desimpel* is ongerust over de eventuele vestiging van een casino in Antwerpen, wat schadelijk zou zijn voor de casino's aan de kust en zelfs voor dat van Brussel, alsmede over de vestiging van een casino in het Duitstalige landsdeel, wat schadelijk zou zijn voor het casino van Spa.

Hij is de mening toegedaan dat de bepalingen die daarop betrekking hebben rekening moeten houden met de Europese context.

*De heer Daems* meent dat de problematiek die het ontwerp probeert te reglementeren een belangrijk sociaal fenomeen vormt, waarvoor wetgeving nodig is. Hij betreurt evenwel de logica van het ontwerp, dat er zich volgens hem toe beperkt de tolerantie die tot nu toe gold te vervangen door een bevriezing van de huidige situatie. Het ontwerp geeft immers blijk van een zekere afkeer van het spel, terwijl het dat niettemin reglementeert, met het oog op de opbrengsten voor de Schatkist. Men moet echter een keuze maken.

Aangezien men erkent dat iedereen het recht heeft binnen bepaalde perken vrij te handelen, doet het spel op principieel vlak maar één probleem rijzen,

joueurs pathologiques, dans la mesure où leur manie est susceptible d'entraîner des dommages pour des tiers, fût-ce pour leurs familles. La dimension sociale de ce problème est d'autant plus évidente si l'on songe à l'éventualité où les dettes de jeu d'un joueur pathologique l'empêcheraient de s'acquitter d'autres obligations financières et le pousseraient dans la spirale du surendettement. Ne pourrait-on par exemple imaginer que les dispositions de la loi sur le règlement collectif des dettes, qui vient d'entrer en vigueur, lui soient appliquées ? Ce serait un comble si un joueur pathologique pouvait être libéré partiellement du remboursement de certaines dettes, comme cette loi le permet. Qu'en pense le ministre ?

La problématique des joueurs pathologiques n'apparaît cependant pas dans le projet, qui ne prévoit pas davantage de mesures à cet égard; le membre songe notamment à la création d'un fonds de prévention ou à une « interdiction de casino ».

Étant donné que seule la problématique des joueurs pathologiques nécessite une réglementation, l'intervenant estime que la définition du jeu de hasard est inadéquate.

Au lieu de confirmer le monopole dont les casinos disposent de fait aujourd'hui, ne convient-il pas de laisser jouer les règles de la libre entreprise et de procéder par voie d'adjudication au plus offrant, sortie d'un système de taxation décent calqué sur celui de la Loterie nationale ?

Le projet ne rencontre aucun des problèmes sous-jacents à la pratique du jeu de hasard.

*M. Eerdekkens* souhaite que la commission consacre un temps suffisant à l'examen de ce projet et rappelle le temps considérable que le Sénat y a consacré.

Si la problématique des joueurs pathologiques est en effet importante, il se préoccupe pour sa part davantage de l'aspect financier de la problématique et songe à cet égard aux trafics financiers et pratiques mafieuses que cette activité rend possibles. Cette préoccupation le conduit à proposer l'audition du ministre des Finances ainsi que d'un haut fonctionnaire de l'Inspection spéciale des impôts; étant donné qu'à la lecture du projet, on se rend compte que les établissements de classe 2 font l'objet d'un contrôle moins strict que les établissements de classe 1, on peut en effet craindre la mise en place d'un système d'évasion fiscale dans ces établissements.

Le Sénat a par ailleurs examiné de manière approfondie la problématique de la criminalité organisée et l'intervenant propose donc de faire également appel à l'information qui y a ainsi pu être collectée en organisant l'audition du président de la commission compétente. M. Eerdekkens souhaite à cet égard que le collège des procureurs généraux soit également

namelijk de gokverslaafden. Hun verslaving kan immers anderen, bijvoorbeeld hun familie, schade berokkenen. De sociale dimensie van dat probleem is des te duidelijker als men denkt aan het risico dat de speelschulden van een gokverslaafde hem in de onmogelijkheid brengen aan andere financiële verplichtingen te voldoen en hem in een schuldenpiraal doen terecht komen. Zou het bijvoorbeeld niet denkbaar zijn de bepalingen van de wet betreffende de collectieve schuldenregeling, die pas in werking is getreden, op hem toe te passen ? Het toppunt zou zijn dat een gokverslaafde gedeeltelijk zou kunnen worden vrijgesteld van de terugbetaling van bepaalde schulden, zoals de wet toestaat. Wat denkt de minister daarvan ?

De problematiek van de gokverslaafden wordt evenwel onbesproken gelaten in het wetsontwerp en dit laatste voorziet terzake in geen enkele maatregel; het lid denkt met name aan de oprichting van een preventiefonds of een « verbod casino's te betreden ».

Aangezien alleen de problematiek van de pathologisch verslaafde gokkers regelgeving noodzakelijk maakt, is de spreker van mening dat de definitie van het kansspel niet deugdelijk is.

Ware het, in plaats van het monopolie te bevestigen waarover de casino's thans *de facto* beschikken, niet beter de regels van de vrije onderneming te laten spelen en te werken met gunningen aan de hoogste bieder, met daaraan gekoppeld een systeem van belastingheffing geënt op dat van de Nationale Loterij ?

Het ontwerp komt hoegenaamd niet tegemoet aan de onderliggende problemen die bij kansspelen rijzen.

*De heer Eerdekkens* wenst dat de commissie voldoende tijd zou uittrekken voor de besprekking van dit ontwerp en wijst in dat verband op de aanzienlijke tijd die de Senaat daaraan heeft besteed.

De problematiek van de gokverslaafde is weliswaar belangrijk, maar persoonlijk baart het financiële aspect van de problematiek hem meer zorgen; daarbij denkt hij aan het illegaal versluizen van geld en aan de maffiose praktijken die voormelde activiteit mogelijk maken. Vanuit die bezorgdheid stelt hij voor een hoorzitting te houden met de minister van Financiën alsmede met een hoge ambtenaar van de Bijzondere Belastinginspectie; aangezien men zich, als men het ontwerp erop naleest, rekenschap geeft van het feit dat de onder klasse 2 gerangschikte gelegenheden minder streng worden gecontroleerd dan die onder klasse 1, is de vrees gewettigd dat in die gelegenheden een systeem wordt opgezet om de belastingen te ontduiken.

De Senaat heeft voorts de problematiek van de georganiseerde misdaad grondig onderzocht en de spreker stelt bijgevolg voor tevens te putten uit de informatie die aldus werd ingewonnen door een hoorzitting met de voorzitter van de bevoegde senaatscommissie te beleggen. De heer Eerdekkens wenst in dat verband dat ook het college van procureurs-gene-

entendu en ce qui concerne les pratiques mafieuses que l'univers du jeu est susceptible d'engendrer.

L'intervenant se préoccupe en outre de la distribution des machines à sous, qui ferait l'objet d'un partage accordant à certains un véritable monopole de fait, alors que cet aspect n'est ni réglementé, ni envisagé dans le projet de loi à l'examen.

Le projet tel qu'il se présente suscite des doutes, que l'intervenant demande lever grâce aux auditions qu'il propose.

*M. Daems* souhaite que le projet puisse aboutir au cours de la présente législature et demande que la commission organise ses activités en tenant compte de cette préoccupation.

*M. Schoeters* se réjouit que l'une des zones grises que connaît notre pays fasse enfin l'objet d'une loi; il souhaite lui aussi que le projet puisse aboutir au cours de la présente législature. C'est pourquoi il invite ses collègues à ne pas étendre la problématique à des aspects dont la réglementation requiert encore des investigations fondamentales.

Le groupe SP se préoccupe davantage des luna-parks que des casinos; la réglementation et le contrôle des activités de ces derniers lui paraît en effet suffisante. Par contre, les activités des luna-parks touchent une frange beaucoup plus importante de la population et risquent de générer davantage de comportements pathologiques, alors que la réglementation de ces activités est largement déléguée au Roi.

Les jeux automatiques dans les débits de boisson également inquiètent moins l'intervenant, dans la mesure où le type de comportement pathologique qui peut y apparaître est de nature très différente et plus inoffensive.

L'orateur ne partage, en première analyse, pas davantage la crainte exprimée par *M. Eerdekkens* quant aux circuits de blanchiment d'argent dans l'univers du jeu, étant donné la stricte réglementation et les contrôles rigoureux qui sont prévus.

*Mme Van Haesendonck* estime discerner dans le projet transmis par le Sénat simultanément le souci de réglementer et celui de ne pas perturber le système toléré depuis si longtemps. Le souci exprimé par certains au sujet de la concurrence avec les casinos existants que le projet pourrait susciter, inquiète dès lors l'intervenante.

Elle souhaite que la protection des joueurs, que le projet se propose d'assurer, et en particulier la problématique des joueurs pathologiques, soit l'objet de l'attention de la commission.

*M. Leterme* insiste pour que le projet de loi soit examiné de manière approfondie tout en permettant aux travaux d'aboutir avant la fin de la législature.

Constatant que de nombreuses dispositions du projet visent de fait à réguler le marché, notamment

raal wordt gehoord over de maffiose praktijken waar toe de wereld van de kansspelen aanleiding kan geven.

De spreker heeft voorts een aantal vragen bij de verdeling van de speelautomaten : daarbij zou een opdeling van de markt spelen, waarbij sommigen *de facto* over een echt monopolie zouden beschikken, terwijl het wetsontwerp dat ter bespreking voorligt dat aspect reglementeert noch in ogenschouw neemt.

Het voorliggende ontwerp doet een aantal twijfels rijzen die de spreker, aan de hand van de hoorzittingen die hij voorstelt, graag zou wegwerken.

*De heer Daems* vraagt dat het ontwerp nog tijdens deze zittingsperiode zou worden afgerond en dat de commissie, bij de regeling van haar werkzaamheden, met dat streefdoel rekening houdt.

*De heer Schoeters* verheugt zich over het feit dat er voor de grijze zones die ons land kent eindelijk een wettelijke regeling komt; ook hij wenst dat het ontwerp nog tijdens deze zittingsperiode kan worden goedgekeurd. Daarom verzoekt hij zijn collega's de problematiek niet uit te breiden tot aspecten waarvan de regelgeving verder fundamenteel onderzoek vereist.

Voor de SP-fractie zijn de lunaparken een groter punt van zorg dan de casino's : de regelgeving over en de controle op de casino's lijken haar immers afdoende. Bij de activiteiten van de lunaparken daarentegen is een veel groter deel van de bevolking betrokken; een en ander dreigt dan ook meer aanleiding tot pathologische gedragingen te geven, terwijl de regelgeving rond die activiteiten in ruime mate aan de Koning werd gedelegeerd.

Ook de speelautomaten in drankgelegenheden baren de spreker minder zorgen, aangezien het type pathologisch gedrag dat zich in dat raam kan voordoen zeer verschillend van aard is en tot weinig geweld aanleiding geeft.

Gelet op de stringente regelgeving terzake en op de strenge controles waarin wordt voorzien, deelt de spreker in een eerste analyse evenmin de vrees van de heer Eerdekkens als zouden in de wereld van de kansspelen circuits worden opgezet om geld wit te wassen.

*Mevrouw Van Haesendonck* meent in het door de Senaat overgezonden ontwerp het streven te ontwaren om een regelgeving uit te werken en terzelfder tijd het zolang gedoogde systeem niet te verstoren. Bijgevolg vindt de spreekster het verontrustend dat sommigen zich zorgen maken over de concurrentie met de bestaande casino's.

Zij wenst dat de aandacht van de commissie uitgaat naar de bescherming van de spelers, die het ontwerp wil waarborgen, en inzonderheid naar de problematiek van de gokverslaafden.

*De heer Leterme* dringt erop aan dat het wetsontwerp grondig wordt onderzocht en dat dit niet mag verhinderen dat de werkzaamheden voor het einde van de zittingstermijn zouden worden afgerond.

Uitgaande van de vaststelling dat tal van bepalingen van het ontwerp de markt en met name die van

des appareils de jeux, il souhaite davantage d'informations sur la situation actuelle de ce marché.

*M. Huyssentruyt* considère qu'il convient de légiférer en la matière mais recommande la prudence.

Il estime que le projet vise à autoriser ce qui a été toléré jusqu'à présent. Il met en évidence différentes formes de comportements pathologiques en matière de jeu qui ne sont pas abordées dans le projet à l'examen.

*M. Dufour* rappelle le nombre de victimes que des appareils de jeux apparemment inoffensifs peuvent faire et s'oppose dès lors à quelque extension de la pratique des jeux de hasard que ce soit. Il s'insurge dès lors contre le nombre de salles de jeux que le projet se propose d'autoriser ainsi que contre la multiplication des appareils de jeu dans les débits de boisson.

Alors que l'on multiplie les interdictions en matière de circulation routière et en matière de publicité sur le tabac, il ne peut tolérer que l'on libéralise la pratique des jeux de hasard.

*M. De Grauwe* rappelle l'équilibre à trouver entre d'une part la nécessité de réglementer certaines activités et d'autre part les pratiques illégales qu'un excès de réglementation génère.

*Le président, M. Didden*, rappelle les nombreuses séances d'audition que le Sénat a organisées dans le cadre de l'examen du présent projet. Il propose l'audition du ministre des Finances et éventuellement celle du procureur général chargé de ces matières.

## B. Réponses du ministre de la Justice

*Le ministre* confirme le large examen et les nombreuses auditions que la commission du Sénat a consacrés aux divers aspects de la proposition de loi initiale. Il précise également que les travaux préparatoires du projet ont pu compter sur la collaboration du parquet général de Liège.

La problématique des joueurs pathologiques a elle aussi retenu l'attention des sénateurs et a fait l'objet de plusieurs dispositions de protection des joueurs, parmi lesquelles notamment l'interdiction d'accès pour certaines catégories de joueurs socialement fragiles, l'identification obligatoire, l'interdiction de râcler des joueurs et l'interdiction de crédit. À cet égard, la réglementation est rendue plus stricte qu'elle ne l'était jusqu'à présent. Il rappelle que la création éventuelle d'un fonds de prévention relève de la compétence des communautés.

Par ailleurs, les contours de la problématique des joueurs pathologiques en Belgique sont relativement imprécis; l'on admet généralement qu'environ 100 000 personnes sont concernées, dont quelque 20 000, principalement des hommes âgés de 18 à 35 ans, présentent un comportement réellement pa-

de speelautomaten willen reguleren, wenst hij meer informatie over de huidige toestand van die markt.

*De heer Huyssentruyt* is van mening dat, hoewel wettelijke regels gewenst zijn, op dat vlak voorzichtigheid geboden is.

Hij meent dat het ontwerp wil toestaan wat tot nog toe gedoogd werd. Hij wijst tevens op de diverse vormen van pathologische gedragingen van de spelers waar het voorliggende ontwerp aan voorbijgaat.

*De heer Dufour* herinnert eraan dat schijnbaar ongevaarlijke speelautomaten veel slachtoffers kunnen maken en hij verzet zich dan ook tegen enigerlei uitbreiding van de praktijk van de kansspelen. Hij is het derhalve grondig oneens met het aantal speelzalen dat het ontwerp wil toestaan en met de wildgroei van de speelautomaten in de drankgelegenheden.

Hij kan niet dulden dat men aan de ene kant steeds meer verbodsbeperkingen inzake het wegverkeer en de tabaksreclame oplegt en aan de andere kant de praktijk van de kansspelen liberaliseert.

*De heer De Grauwe* herinnert eraan dat men dient te zoeken naar evenwicht tussen de noodzaak om enerzijds bepaalde activiteiten te reglementeren en anderzijds de illegale praktijken die het gevolg zijn van een teveel aan reglementeringen.

*Voorzitter Didden* wijst op het groot aantal hoorzittingen die door de Senaat in het raam van de behandeling van het ontwerp belegd werden. Hij stelt voor dat ook de minister van Financiën en eveneens de met die aangelegenheden belaste procureur-generaal zouden worden gehoord.

## B. Antwoorden van de minister van Justitie

De minister bevestigt dat de senaatscommissie aan de diverse aspecten van het oorspronkelijke wetsvoorstel een uitgebreid onderzoek en talrijke hoorzittingen heeft gewijd. Hij maakt er tevens op attent dat het parket-generaal van Luik aan de werkzaamheden ter voorbereiding van het ontwerp heeft meegeworkt.

Ook aan de problematiek van de gokverslaafden werd door de senatoren aandacht besteed; die kwestie wordt te berde gebracht in verscheidene bepalingen met het oog op de bescherming van de spelers, waaronder met name het aan de sociaal kwetsbaren opgelegde verbod van toegang tot de spelen, verplichte identificatie, verbod om spelers te ronselen en krediet toe te staan. De desbetreffende regelgeving wordt veel strenger dan tot nog toe het geval was. De minister herinnert er ook aan dat de eventuele oprichting van een preventiefonds tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort.

De contouren van de problematiek van de pathologische spelers in België zijn ten andere vrij onduidelijk; algemeen wordt aangenomen dat het om circa 100 000 personen gaat, van wie ongeveer 20 000, vooral mannen tussen 18 en 35 jaar, een echt pathologisch gedragspatroon vertonen. De minister geeft

thologique. Le ministre rappelle les principaux facteurs favorisant la dépendance au jeu, mentionnés dans le rapport de la commission de la Justice du Sénat, fait par M. A. Bourgeois (Doc. Sénat n° 419/7-1997/1998, p. 5). Plusieurs dispositions du présent projet répondent à ces différents facteurs.

L'article 1965 du Code civil précise explicitement qu'aucune dette de jeu ne peut faire l'objet d'une réquisition.

L'article 4 du projet interdit par ailleurs l'exploitation de jeux de hasard, hormis les exceptions prévues par la loi. En définissant le jeu de hasard comme tout jeu où le hasard intervient, dans quelque mesure que ce soit, le projet y donne une interprétation beaucoup plus large que celle de la Cour de cassation, qui prévalait jusqu'à présent.

En ce qui concerne la liberté d'établissement, l'option retenue vise à permettre l'établissement de neuf casinos; ce nombre a fait l'objet d'un consensus et ne sera pas modifié : les huit casinos existants pourront donc poursuivre leurs activités et un seul casino supplémentaire pourra s'établir dans la Région de Bruxelles-Capitale. Par ailleurs « l'arrêt Schindler » de la Cour européenne de Justice (1994) établit que les dispositions du Traité instituant la CEE relatives à la libre circulation de services, ne sont pas contredites par des législations restrictives qui visent la protection sociale des joueurs et la prévention de la fraude. C'est pourquoi le gouvernement, compte tenu du chiffre de la population en Belgique, est en droit de limiter à neuf le nombre des casinos, eu égard au risque social que signifierait un nombre plus élevé.

En ce qui concerne les craintes de certains quant à la concurrence que ces neuf casinos sont susceptibles de se faire, l'expérience de l'étranger démontre qu'un accroissement du nombre de casinos entraîne un accroissement du nombre de joueurs. Par ailleurs, l'autorisation d'installer des appareils de jeu automatiques dans les casinos a été prévue pour répondre à la crainte des casinos existants que la création d'un casino supplémentaire n'entraîne une diminution du nombre de leurs clients; le projet délègue en outre au Roi la possibilité d'autoriser dans l'avenir, à la lumière de l'expérience dans les pays voisins, l'installation d'appareils de jeux de hasard avec mécanisme de paiement automatique (entre autres les « jackpots » et les « slotmachines »). Par ailleurs, le projet vise à geler autant que possible la liste actuelle des appareils automatiques autorisés.

Les jeux de hasard diffusés sur Internet ne font en effet l'objet d'aucune disposition dans le cadre du présent projet. Une initiative législative plus large, incluant notamment aussi la pornographie enfantine, le racisme, etc. sur Internet, est actuellement à l'étude.

Quant aux remarques concernant l'absence de dispositions relatives à la Loterie nationale, le ministre rappelle que celle-ci fait l'objet d'une législation spé-

een overzicht van de belangrijkste verslavingsbevorderende factoren binnen het kanospel, zoals die zijn opgesomd in het verslag dat namens de commissie voor de Justitie van de Senaat werd uitgebracht door de heer Bourgeois (Stuk Senaat n° 419/7-1997/1998, blz. 5). Verscheidene bepalingen van het voorliggende ontwerp beantwoorden aan die diverse factoren.

Artikel 1965 van het Burgerlijk Wetboek stelt uitdrukkelijk dat de wet geen rechtsvordering toestaat voor een speelschuld.

Overigens is het luidens artikel 4 van het ontwerp verboden kannspelen te exploiteren tenzij die overeenkomstig de wet zijn toegestaan. Door het kanospel te definiëren als elk spel waarbij het toeval in welke mate ook een factor is, geeft het ontwerp een ruimere interpretatie dan die van het Hof van Cassatie, welke tot nog toe primeerde.

Inzake de vrijheid van vestiging wil het ontwerp de vestiging van 9 casino's toestaan; dat aantal, waarover een consensus werd bereikt, zal niet worden gewijzigd : de 8 bestaande casino's mogen dus verder geëxploiteerd worden en met name in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mag er nog één bijkomen. Overigens wordt in het « arrest-Schindler » van het Europees Hof van Justitie (1994) gesteld dat de bepalingen van het Verdrag tot instelling van de EEG met betrekking tot het vrije verkeer van diensten niet worden tegengesproken door restrictieve wetgevingen die de sociale bescherming van de spelers en het voorkomen van fraude op het oog hebben. Om die reden heeft de regering, gelet op het Belgisch bevolkingscijfer en gezien het feit dat een groter aantal casino's uit een maatschappelijk oogpunt riskant zou zijn, het recht om hun aantal te beperken tot 9.

Ter attentie van sommigen die beducht zijn voor de concurrentie welke die 9 casino's elkaar kunnen aandoen, zij opgemerkt dat de in het buitenland opgedane ervaring uitwijst dat als het aantal casino's toeneemt er ook meer spelers komen. Het geven van toestemming tot plaatsing van speelautomaten in de casino's moet ten andere de exploitanten van bestaande inrichtingen geruststellen, onder wie er zijn die vrezen dat de oprichting van een bijkomend casino voor hen minder klanten betekent; bovendien biedt het ontwerp de Koning de mogelijkheid in de toekomst in het licht van de ervaring die in de buurlanden werd opgedaan, de plaatsing van speelapparaten met automatisch betalingsmechanisme (onder meer « jackpots » en « slotmachines ») Daarnaast wil het ontwerp de huidige lijst van toegelaten speelautomaten zoveel mogelijk bevriezen.

Het ontwerp bevat immers geen enkele bepaling met betrekking tot het aanbod van kannspelen op het Internet. Een ruimer wetgevend initiatief dat met name kinderporno, racisme enz. omvat, is momenteel in studie.

Inzake de opmerkingen over het ontbreken van bepalingen betreffende de Nationale Loterij herinnert de minister eraan dat op dat vlak reeds een

cifique et rigoureuse, qui rend toute disposition complémentaire dans le cadre du présent projet superflue.

Diverses critiques ayant été formulées quant à la large délégation que le projet se propose d'accorder au Roi, le ministre précise que le présent projet n'est pas un projet de loi-cadre. Il est vrai toutefois que le projet détermine les principes auxquels les arrêtés d'exécution devront donner forme. Par ailleurs, l'évolution technique extrêmement rapide que connaît le marché des appareils de jeu rend le recours à des arrêtés inévitable.

Le ministre considère enfin que le projet à l'examen réalise un bon équilibre entre la réalité sociologique du jeu de hasard d'une part, et la nécessité de prévoir un certain nombre de mécanismes de protection des joueurs d'autre part.

\*  
\* \* \*

À la demande de M. Van Belle, le ministre de la Justice a soumis le texte du présent projet de loi à Mme Anne Thily, procureur général, chargée de ces matières.

*Le président, M. Didden,* donne lecture de la réponse adressée par Mme Thily au ministre de la Justice en date du 19 janvier 1999 :

Réf. : D.91/2/GR/FV

Monsieur le ministre,

*Concerne* : projet de loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

*Vos réf.* : CAB/99/7.1/LD/Bvdh

Mon office n'a pas d'observation particulière à formuler concernant le texte actuel du projet de loi, qui est très largement identique au projet antérieur.

Une remarque cependant me paraît devoir être faite, dans un souci de cohérence. L'article 54, § 1<sup>er</sup>, prévoit que « la pratique des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe III est interdite aux *mineurs* ». Par contre, l'article 64.1, déterminant les sanctions pénales vise « toute personne qui aura permis ... la pratique de jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe III à des personnes de *moins de 21 ans* ».

N'y aurait-il pas lieu de coordonner les deux textes ?

Je vous prie d'agrérer, Monsieur le ministre, l'expression de ma plus haute considération.

*Le procureur général,*

Anne Thily

strenge specifieke wetgeving bestaat die iedere aanvullende bepaling in het raam van het voorliggend ontwerp overbodig maakt.

Ten aanzien van de van diverse zijden geuite kritiek op de ruime bevoegdheden die het ontwerp wil opdragen aan de Koning, verduidelijkt de minister dat het ontwerp geen ontwerp-kaderwet is. Het legt echter wel de beginselen vast waaraan de uitvoeringsbesluiten vorm zullen moeten geven. De uiterst snelle ontwikkeling van de markt van de speelautomaten maakt het nemen van besluiten trouwens onvermijdelijk.

Ter afronding geeft de minister als zijn mening te kennen dat het ter tafel liggende ontwerp een goed evenwicht tot stand brengt tussen de sociologische realiteit van het kansspel en de noodzakelijkheid van een aantal mechanismen ter bescherming van de spelers.

\*  
\* \* \*

Op verzoek van de heer Van Belle heeft de minister van Justitie de tekst van het ter bespreking voorliggende wetsontwerp voorgelegd aan mevrouw Anne Thily, die als procureur-generaal voor deze aangelegenheden bevoegd is.

*Voorzitter Didden* leest het antwoord voor dat mevrouw Thily op 19 januari 1999 tot de minister van Justitie heeft gericht (vertaling) :

Kenmerk : D.91/2/GR/FV

Geachte heer minister,

*Betreft* : Wetsontwerp op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

*Uw kenmerk* : CAB/99/7.1/LD/Bvdh

Mijn diensten hebben geen specifieke opmerkingen aangaande de thans voorliggende tekst van het wetsontwerp, die in grote lijnen identiek is aan de tekst van het vorige ontwerp.

Ter wille van de coherentie acht ik het evenwel mijn plicht u op een tegenstrijdigheid te wijzen. Artikel 54, § 1, bepaalt namelijk dat « de deelneming aan kansspelen in kansspelinrichtingen klasse III [...] verboden [is] voor *minderjarigen* ». In artikel 64.1, inzake de strafrechtelijke sancties staat daarentegen het volgende te lezen : « eenieder die personen *jonger dan 21 jaar* [...] de mogelijkheid heeft geboden deel te nemen aan een kansspel in een spelinrichting klasse III ».

Ware het niet aangewezen beide teksten met elkaar in overeenstemming te brengen ?

Met de meeste hoogachting,

*De procureur-generaal,*

Anne Thily

### III. — DISCUSSION DES ARTICLES

#### Article 1<sup>er</sup>

Cet article ne donne lieu à aucun commentaire et est adopté à l'unanimité.

#### Art. 2

*Le gouvernement présente un amendement (n° 17, Doc. n° 1795/5) tendant à insérer un point 4° représentant la définition des termes « salle de jeux ».*

*Le représentant du ministre de la Justice* indique que diverses mesures de protection ont été prévues dans le projet de loi amendé par le Sénat, plus particulièrement en ce qui concerne l'accès aux établissements de jeux de hasard.

Il convient en effet de faire une nette distinction entre l'établissement de jeux de hasard (dans un casino par exemple, certaines salles sont aussi utilisées pour des activités socio-culturelles), d'une part, et la salle de jeux proprement dite, c'est-à-dire l'endroit où les jeux de hasard sont exploités, d'autre part. C'est pourquoi il importe de donner des définitions claires de ces deux concepts.

*M. Eerdekkens* fait remarquer que des difficultés pratiques peuvent se poser lorsque la salle de jeux, qui est interdite aux mineurs, est commune à d'autres parties du bâtiment et est, par exemple, accessible par les toilettes.

*Le représentant du ministre de la Justice* renvoie à la définition des établissements de jeux de hasard de classe I ou casinos, telle qu'elle figure à l'article 28 du projet de loi. Les casinos sont « des établissements dans lesquels sont exploités les jeux de hasard, automatiques ou non, autorisés par le Roi et dans lesquels sont organisées parallèlement des activités socio-culturelles, telles que des représentations, des congrès et des activités du secteur horeca ». Le but n'est certainement pas d'interdire la présence de mineurs pendant ces activités.

En revanche, l'article 32.5 du projet de loi attire l'attention sur le fait que « l'espace réservé à l'exploitation des jeux de hasard (doit être séparé) entièrement et rigoureusement des espaces ayant une autre affectation à l'intérieur du casino ainsi que des espaces extérieurs au casino qui sont accessibles au public, en ce sens qu'il ne peut être possible d'avoir, de l'extérieur de la salle de jeux, une vue sur les jeux de hasard (...) ». Cet article garantit donc une séparation complète entre la salle de jeux et les autres locaux du casino. Les toilettes doivent également se trouver dans un autre espace.

*M. Eerdekkens* en conclut que la salle de jeux ne peut être accessible au public que par une seule entrée se situant dans le hall du casino, commun à l'ensemble des activités.

### III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

#### Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het artikel wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 2

Met haar *amendement n° 17* (Stuk n° 1795/5) beoogt *de regering* een punt 4° in te voegen dat de definitie van het woord « speelzaal » bevat.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* deelt mee dat in het door de Senaat geamendeerde wetsontwerp diverse beschermingsmaatregelen werden opgenomen, meer bepaald inzake de beperking van de toegang tot de kansspelinrichtingen.

Er dient immers een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tussen, enerzijds, de kansspelinrichting (in een casino bijvoorbeeld worden sommige zalen ook voor socio-culturele activiteiten gebruikt) en, anderzijds, de speelzaal zelf, dit is de plaats in de kansspelinrichting waar de kansspelen worden geëxploiteerd. Daarom moeten er duidelijke definities van deze twee concepten worden gegeven.

*De heer Eerdekkens* wijst erop dat praktische problemen kunnen rijzen wanneer de speelzaal, waarvan de toegang ontzegd is aan de minderjarigen, gemeenschappelijk is met andere delen van het gebouw en bijvoorbeeld via de toiletten toegankelijk is.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* verwijst naar de definitie van de kansspelinrichtingen klasse I of casino's, zoals bepaald in artikel 28 van het wetsontwerp. Casino's zijn inrichtingen waarin naast de exploitatie van de door de Koning toegestane al dan niet automatische kansspelen ook « (...) socio-culturele activiteiten zoals voorstellingen, tentoonstellingen, congressen en horeca-activiteiten worden georganiseerd ». Het is zeker niet de bedoeling de aanwezigheid van minderjarigen tijdens voornoemde activiteiten te verbieden.

Daartegenover wordt er in artikel 32.5 van het wetsontwerp op gewezen dat « de ruimte waar de kansspelen worden geëxploiteerd, op zodanige wijze volledig en strikt (moet worden gescheiden) van de ruimten in het casino die een andere bestemming hebben, alsook van de voor het publiek toegankelijke ruimten buiten het casino, dat de kansspelen van buiten de speelzaal niet kunnen worden gezien (...) ». Dit artikel garandeert dus een volledige scheiding van de speelzaal van de andere ruimten in het casino. Ook de toiletten moeten zich in een andere ruimte bevinden.

*De heer Eerdekkens* leidt daaruit af dat de speelzaal voor het publiek slechts toegankelijk mag zijn via één ingang die zich bevindt in de hal van het casino die gemeenschappelijk is voor alle activiteiten.

*Le représentant du ministre de la Justice* confirme cette interprétation.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 17 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 2, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

### Art. 3

*M. Leterme* demande si les définitions utilisées dans le projet de loi à l'examen permettront aux luna-parks de conserver les *pushers*, des jeux qui se rencontrent surtout à la côte et qui ne peuvent faire gagner que de petits jouets (tels que des pistolets à eau).

*Le représentant du ministre de la Justice* souligne qu'en vertu de l'article 3.3. du projet de loi, « les jeux exploités dans des parcs d'attractions ou par des industriels forains à l'occasion de kermesses, de foires commerciales ou autres et en des occasions analogues, ne nécessitant qu'un enjeu très limité et qui ne peuvent procurer, au joueur ou au parieur, qu'un avantage matériel de faible valeur » ne sont pas considérés comme des jeux de hasard.

En d'autres termes, cet article vise à faire en sorte que la législation ne s'applique pas aux jeux de hasard qui se jouent souvent en famille — tels que les *pushers* et les grues ou les pêches aux canards lors de kermesses —, eu égard aux risques relativement faibles qui y sont liés.

*M. Olaerts* fait observer qu'à une certaine époque, on avait installé dans les luna-parks des roulettes utilisant non pas des chiffres, mais des lettres. Depuis, certaines de ces roulettes ont été saisies ou mises sous scellés. La loi en projet s'appliquera-t-elle à ces jeux ?

*Le représentant du ministre de la Justice* se réfère à l'arrêté royal du 13 janvier 1975 portant la liste des appareils de jeu dont l'exploitation est autorisée. Dans l'annexe du présent arrêté, qui énumère les jeux autorisés, figure notamment la « Whittacker roulette », définie comme un appareil analogue à la « roulette ». Ces jeux sont généralement présentés comme des jeux d'adresse par leurs exploitants.

Pour éviter toute confusion en la matière, l'article 2, 1°, du projet de loi définit dorénavant le jeux de hasard comme « tout jeu ou pari pour lequel un enjeu de nature quelconque est engagé, ayant pour conséquence soit la perte de l'enjeu par au moins un des joueurs ou des parieurs, soit le gain de quelque nature qu'il soit, au profit d'au moins un des joueurs, parieurs ou organisateurs du jeu ou du pari et pour lequel *le hasard est un élément, même accessoire*,

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* bevestigt die interpretatie.

\*  
\* \* \*

Amendement nr 17 van de regering wordt eenpaarig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt aangenomen met dezelfde stemuitslag.

### Art. 3

*De heer Leterme* vraagt of de door dit wetsontwerp gehanteerde definities de mogelijkheid behouden om de zogenaamde « *pushers* », die vooral aan de kust worden bedreven en waarbij men slechts klein speelgoed (bijvoorbeeld waterpistolen) kan winnen, in lunaparken opgesteld te laten.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat conform artikel 3.3 van het wetsontwerp « spelen, uitgebaat door pretparken of door kermisexploitanten naar aanleiding van kermissen, handelsbeurzen of andere beurzen onder soortgelijke omstandigheden, die slechts een zeer beperkte inzet vereisen en aan de speler of gokker slechts een materieel voordeel van geringe waarde kunnen opleveren » niet als kansspelen moeten worden beschouwd.

Met andere woorden : dit artikel heeft de bedoeling kansspelen, die vaak familiaal worden beoefend — zoals « *pushers* » en grijpkranen of eendjesspelen op kermissen — buiten de wetgeving te houden, gezien de relatief lage risico's die daarmee zijn verbonden.

*De heer Olaerts* stelt vast dat er op zeker ogenblik rouletten in aanmaak waren en in lunaparken werden geplaatst, die niet werden bediend met cijfers, maar met letters. Intussen werden deze in sommige speelzalen aangeslagen of verzegeld. Vallen zulke spelen onder de toepassing van onderhavig wetsontwerp ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* verwijst naar het koninklijk besluit van 13 januari 1975 houdende de lijst van de speelapparaten waarvan de uitbating toegelaten is. In de bijlage bij dat koninklijk besluit, waarin de toegestane spelen worden opgesomd, in onder meer de « *Whittacker roulette* » opgenomen, die wordt omschreven als een Toestel analoog aan « *Roulette* ». Doorgaans worden die spelen door de exploitant voorgesteld als behendheidsspelen.

Om terzake elke verwarring te voorkomen, wordt in artikel 2, 1°, van het wetsontwerp een kansspel gedefinieerd als « elk spel of weddenschap, waarbij een ingebrachte inzet van om het even welke aard, hetzij het verlies van deze inzet voor minstens één der spelers of wedders, hetzij een winst van om het even welke aard voor minstens één der spelers, wedders of inrichters van het spel of de weddenschap tot gevolg heeft en waarbij *het toeval een zelfs bijkomstig*

*pour le déroulement du jeu, la détermination du vainqueur ou la fixation du gain* ». La roulette doit donc bien être considérée comme un jeu de hasard tel que défini par le présent projet de loi.

\*  
\*   \*

L'article 3 est adopté à l'unanimité.

#### Art. 4

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

#### Art. 5

*M. Eerdekkens* présente *un amendement* (n° 35, Doc. n° 1795/5) tendant à supprimer cet article. Exprimer que la nullité des contrats conclus en vue de l'exploitation des jeux de hasard et des établissements de jeux de hasard ne peut être invoquée sur le seul motif que ces jeux de hasard ou ces établissements de jeux de hasard seraient illicites, constitue, selon l'intervenant, une restriction inacceptable au pouvoir d'appréciation des tribunaux. Quelle est la motivation d'une telle restriction ?

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer que le projet ne modifie pas le droit civil à cet égard. Jusqu'à présent, on a considéré que les jeux et les paris avaient en soi une cause illicite. Il s'agit donc d'un contrat de jeu, d'une obligation sans cause. Un jeu est en effet totalement inutile sur le plan économique et, dans la mesure où l'on peut se livrer à des spéculations, socialement dangereux. Le jeu peut uniquement servir à la détente.

La législation fait cependant une exception pour les jeux socialement utiles, à savoir, les jeux associés à la pratique d'un sport et les jeux d'adresse. Dans ces cas, le montant de l'enjeu ne peut être exorbitant.

Dans le droit pénal, l'on suit un autre raisonnement : dans la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu, on a en effet toujours mis l'accent sur le danger social que représente le jeu.

Le projet de loi à l'examen s'inscrit toutefois dans un contexte tout à fait nouveau : il ne peut plus être question de mener une politique de tolérance vis-à-vis des casinos et d'autres établissements de jeux de hasard. Le projet légalise ceux-ci, mais afin d'éviter toute difficulté en ce qui concerne les contrats, il précise que le juge civil ne peut se fonder exclusivement sur la cause illicite pour annuler un contrat (par exemple, le contrat de concession conclu entre une commune et les exploitants d'un casino). Cette disposition permet de lever en partie l'insécurité juridique.

*element is in het spelverloop, de aanduiding van de winnaar of de bepaling van de winstgrootte* ». De roulette moet dus wel degelijk worden beschouwd als een kansspel in de zin van het onderhavige wetsontwerp.

\*  
\*   \*

Artikel 3 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 4

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het artikel wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 5

*De heer Eerdekkens* dient *amendement* n° 35 (Stuk n° 1795/5) in, dat ertoe strekt dat artikel weg te laten. Als verantwoording voert hij aan dat stellen dat de nietigheid van de overeenkomsten die zijn gesloten met het oog op de exploitatie van de kansspelen en de kansspelinrichtingen niet kan worden opgeworpen alleen op grond van het feit dat die kansspelen en de kansspelinrichtingen ongeoorloofd zouden zijn, een onaanvaardbare beperking vormt van de beoordelingsbevoegdheid van de rechtbanken. Wat is de reden van een dergelijke beperking ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* wijst erop dat het burgerlijk recht in dit opzicht niet wordt gewijzigd. Tot vandaag werd er gesteld dat spel en weddenschap op zich een ongeoorloofde oorzaak hebben. Het gaat dus om een spelcontract, om een verbintenis zonder oorzaak. Een spel is immers economisch totaal onnuttig en, in de mate dat er kan worden gespeculeerd, sociaal gevaarlijk. Spel mag enkel dienen voor ontspanning.

In de wetgeving werd echter een uitzondering gemaakt voor sociaal nuttige spelen, namelijk de spelen die betrekking hebben op sportbeoefening en behendigheid. In die gevallen mag het bedrag van de inzet niet buitensporig zijn.

In het strafrecht wordt uitgegaan van een andere redenering : men heeft in de wet van 24 oktober 1902 op het spel immers steeds de nadruk gelegd op het sociale gevaar van het spel.

Het onderhavige wetsontwerp situeert zich echter in een totaal nieuw kader waarbij er geen sprake meer kan zijn van een gedoogbeleid ten overstaan van de casino's en andere kansspelinrichtingen. Deze worden gelegaliseerd maar om alle moeilijkheden inzake contracten uit te sluiten, wordt gesteld dat de burgerlijke rechter zich niet uitsluitend op de ongeoorloofde oorzaak kan baseren om een contract (zoals bijvoorbeeld de concessieovereenkomst die door een gemeente en de uitbaters van een casino wordt gesloten) nietig te verklaren. Daardoor valt

dique, non seulement pour les contrats de concession, mais également pour toutes les entreprises qui fournissent des services ou des produits à des casinos et à des salles de jeux automatiques.

*M. Eerdekkens* conteste la pertinence de cette argumentation. Le présent projet de loi légalise un certain nombre de pratiques jusqu'ici illicites mais tolérées par le pouvoir exécutif et judiciaire. D'autres pratiques continueront à être considérées comme illégales. Vu le vide juridique actuel, la présente disposition peut effectivement se justifier pour les procès en cours. Toutefois, l'intervenant ne voit pas pourquoi un juge ne pourrait pas à l'avenir prononcer la nullité d'un contrat sur le seul motif que certains jeux de hasard ou établissements de jeux de hasard seraient illicites conformément à la nouvelle loi et à ses arrêtés d'exécution.

*Le représentant du ministre de la Justice* répond que la loi en projet est en fait une loi pénale spéciale. Le gouvernement tenait à ne pas toucher à l'article 1965 du Code civil, article très important pour la protection du joueur et qui dispose que la loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari. Cela signifie concrètement que, par exemple, si le joueur perd, le propriétaire d'un jeu de hasard automatique ne peut pas intenter d'action en justice afin de recouvrir le montant de la dette générée par la perte.

La jurisprudence civile a également étendu l'application de ce principe, plus particulièrement en ce qui concerne les contrats portant sur la fourniture de jeux ou la prestation de services aux exploitants de jeux automatiques.

Dans le cadre de la légalisation actuelle, il va de soi qu'il faut donner aux exploitants de jeux la possibilité contractuelle d'exploiter leurs jeux. Les contrats de concession et autres concernant, par exemple, la livraison d'appareils, ainsi que les contrats de travail et autres, doivent avoir un fondement légal. C'est la raison pour laquelle l'article 5 du projet de loi à l'examen prévoit que le seul fait que ces jeux de hasard ou établissements de jeux de hasard seraient illicites (sur la base de ce projet de loi) ne peut entraîner la nullité au regard du droit civil (pour cause illicite) des contrats éventuels. Cet article devrait mettre fin à l'insécurité juridique actuelle.

*M. Eerdekkens* demande s'il ne faudrait pas compléter le texte de loi de manière à préciser la nature des contrats visés par la présente disposition.

*Le représentant du ministre de la Justice* objecte que cette liste ne pourrait être qu'exemplative. Il renvoie à la réponse donnée par le gouvernement lors de la discussion de cet article au Sénat (Doc. Sénat, n° 1-419/1, pp. 70-71).

ook deels de rechtsonzekerheid weg, niet alleen voor concessieovereenkomsten, maar voor alle bedrijven die bijvoorbeeld diensten of producten leveren aan casino's en speelautomatenhallen.

*De heer Eerdekkens* betwist de grondheid van die argumentatie. Dit wetsontwerp legaliseert een aantal praktijken die tot nu toe onwettig waren maar die door de uitvoerende en de rechterlijke macht werden gedoogd. Andere praktijken zullen nog steeds als onwettig worden beschouwd. Gelet op het huidige rechtsvacuum kan de voorliggende bepaling inderdaad gerechtvaardigd zijn voor de lopende processen. De spreker ziet echter niet in waarom een rechter voortaan de nietigheid van een overeenkomst niet zou kunnen uitspreken op grond van het feit dat bepaalde kansspelen en kansspelinrichtingen overeenkomstig de nieuwe wet en de uitvoeringsbesluiten ervan ongeoorloofd zouden zijn.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* antwoordt dat het wetsontwerp in feite een bijzondere strafwet zal worden. De regering wenste explicet niet te raken aan artikel 1965 van het Burgerlijk Wetboek, dat zeer belangrijk is voor de bescherming van de speler en waarin wordt gesteld dat de wet geen rechtsvordering toestaat voor een speelschuld of voor de betaling van een weddenschap. Dit betekent concreet dat bijvoorbeeld de eigenaar van een bepaalde speelautomaat ingeval van verlies voor de speler, in rechte de schuld niet kan oproepen.

De burgerlijke rechtsspraak heeft dat principe ook breder uitgesmeerd, meer bepaald ten aanzien van de contracten die betrekking hebben op de toelevering van spelen of de diensten bewezen aan de uitbaters van spelautomaten.

In het kader van de huidige legalisering dient uiteraard aan de speluitbaters de contractuele mogelijkheid te worden geboden om hun spelen uit te baten. De concessie- en andere overeenkomsten betreffende, bijvoorbeeld, de levering van toestellen, alsook de arbeidscontracten en dergelijke moeten dus een wettelijke basis hebben. Daarom wordt in artikel 5 van het wetsontwerp gesteld dat het feit dat deze kansspelen of kansspelinrichtingen ongeoorloofd zouden zijn (op grond van dit wetsontwerp) geen aanleiding mag geven tot het nietig verklaren op basis van het burgerlijk recht (wegens ongeoorloofde oorzaak) van eventuele contracten. Dit artikel moet een einde maken aan de huidige rechtsonzekerheid.

*De heer Eerdekkens* vraagt of de wettekst niet zou moeten worden aangevuld teneinde duidelijk te maken welk soort van overeenkomsten bedoeld zijn in de voorliggende bepaling.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* werpt tegen dat die lijst slechts voorbeelden zou kunnen bevatten. Hij verwijst naar het antwoord van de regering tijdens de besprekking van dat artikel in de Senaat (Stuk Senaat, n° 1-419/1, blz. 70-71).

Au cours de la réunion du 17 mars 1999, *M. Eerdekens* annonce le retrait de son amendement n° 35.

\*  
\* \* \*

L'article 5 est adopté à l'unanimité.

#### Art. 6

*M. Eerdekens* présente un amendement (n° 36, Doc. n° 1795/5) tendant à exclure les établissements de jeux de hasard de classe III ou débits de boissons du champ d'application du présent projet de loi.

L'intervenant rappelle les nombreux drames sociaux causés par la présence de « bandits manchots » (« jackpots ») dans les cafés avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 novembre 1974 sur les jeux, qui a mis fin à ces pratiques.

Or, l'article 73 du présent projet de loi abroge les dispositions de la loi du 24 octobre 1902, telle que modifiée par les lois des 19 avril 1963 et 22 novembre 1974, tandis que l'article 6 réintroduit dans la loi les débits de boissons ou établissements de jeux de hasard de classe III. Lorsque l'on connaît le nombre élevé de tels établissements (cafés, bars ou autres) en Belgique, un tel retour en arrière signifie qu'il pourrait demain y avoir plus de 60 000 bandits manchots ou jeux équivalents en dehors des établissements de classe I ou II, ce qui est socialement tout à fait inadmissible.

Les billards électriques actuellement autorisés dans les cafés (bingos et autres) ne posent pas de problèmes majeurs en termes de risque de pertes pour le joueur. Il en va tout autrement pour les jackpots, véritable fléau social.

*M. Schoeters* fait siennes les observations formulées par l'orateur précédent quant aux véritables drames sociaux dont sont victimes certains joueurs et leurs familles. Toutefois, il estime que la solution proposée, à savoir la suppression des établissements de jeux de hasard de classe III du champ d'application du présent projet de loi, n'est pas la solution adéquate. Il fait remarquer que la loi du 22 novembre 1974 n'a pas empêché certains exploitants de débits de boissons d'y installer des appareils de jeu automatiques sur lesquels des sommes considérables (plusieurs dizaines de milliers de francs, soit l'équivalent d'un salaire mensuel) peuvent être misées et perdues en quelques heures.

*M. Eerdekens* estime que le présent projet de loi doit prévoir des sanctions claires (y compris la fermeture de l'établissement) pour les exploitants de cafés qui contreviennent aux dispositions légales existantes (cf. la loi du 22 novembre 1974).

*M. Van Belle* constate qu'il existe à l'heure actuelle quelque 12 000 billards électriques du type bingo

Tijdens de vergadering van 17 maart 1999 kondigt de heer Eerdekens aan dat hij zijn amendement n° 35 intrekt.

\*  
\* \* \*

Artikel 5 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 6

*De heer Eerdekens* dient amendement n° 36 (Stuk n° 1795/5) in, dat tot doel heeft de kansspelinrichtingen klasse III of drankgelegenheden uit te sluiten van de werkingssfeer van het voorliggende wetsontwerp.

De spreker wijst op de talrijke sociale drama's als gevolg van de aanwezigheid van « eenarmige bandieten » (« jackpots ») in de cafés vóór aan die praktijken een einde werd gemaakt door de wet van 22 november 1974 tot wijziging van artikel 1 van de wet van 24 oktober 1902 op het spel.

De bepalingen van de wet van 24 oktober 1902, zoals zij werd gewijzigd bij de wetten van 19 april 1963 en 22 november 1974, worden echter opgeheven door artikel 73 van het onderhavige wetsontwerp, terwijl artikel 6 de drankgelegenheden of kansspelinrichtingen klasse III opnieuw in de wet invoegt. Gelet op het groot aantal dergelijke inrichtingen (cafés, bars of andere) in België betekent een dergelijke achteruitgang dat er morgen buiten de inrichtingen klasse I of II meer dan 60 000 eenarmige bandieten of gelijkwaardige spelen zouden kunnen staan, wat sociaal volkomen onaanvaardbaar is.

De flipperkasten die thans in de cafés mogen worden geplaatst (bingo's en andere) doen geen grote problemen rijzen op het stuk van de verliezen voor de speler. Zulks is echter geenszins het geval voor de jackpots, die een echte sociale plaag zijn.

*De heer Schoeters* is het eens met de opmerkingen van de vorige spreker in verband met de echte sociale drama's waarvan sommige spelers en hun gezinsleden het slachtoffer zijn. Hij is echter van mening dat de voorgestelde oplossing, te weten de kansspelinrichtingen klasse III of drankgelegenheden uitsluiten van de werkingssfeer van het voorliggende wetsontwerp, niet de goede is. Hij wijst erop dat de wet van 22 november 1974 niet heeft belet dat sommige exploitanten van drankgelegenheden speelautomaten hebben geplaatst waarop in een tijdsSpanne van enkele uren aanzienlijke bedragen (tientallen duizenden franken, dat wil zeggen een maandloon) kunnen worden ingezet en verloren.

*De heer Eerdekens* is van mening dat dit wetsontwerp in duidelijke straffen (met inbegrip van de sluiting van de drankgelegenheid) moet voorzien voor café-uitbaters die de bestaande wetsbepalingen (zie de wet van 22 november 1974) niet naleven.

*De heer Van Belle* constateert dat in ons land momenteel zo'n 12 000 elektrische biljarttoestellen

installés dans environ 8 000 cafés en Belgique. Étant donné qu'il n'entre pas dans les intentions du gouvernement de supprimer toutes les formes de jeux dans les cafés, l'intervenant estime que le projet de loi devrait contenir une liste exhaustive des jeux de hasard autorisés par la loi, et ce par classe d'établissements.

*M. Fournaux* tient à s'exprimer au nom des bourgmestres des huit villes où est actuellement installé un casino. Selon eux, le projet de loi a pour but d'aider à l'officialisation de l'ouverture d'un neuvième casino à Bruxelles. Si aucune autre mesure n'est prise en vue de compenser les pertes que subiront les casinos existants, ce projet conduira immanquablement à la faillite de certains d'entre eux. C'est pourquoi l'orateur réclame l'autorisation des jeux automatiques dans les casinos, comme c'est déjà le cas en France, aux Pays-Bas et en Allemagne. Cette mesure permettrait de répondre aux craintes exprimées par M. Eerdekkens en concentrant les jeux de hasard dans les deux catégories d'établissements faisant l'objet de mesures de surveillance plus strictes, à savoir les casinos (classe I) et les salles de jeux automatiques (luna-parks) (classe II).

Prétant vérité aux nombreux préjugés formulés à l'égard des casinos, le gouvernement refuse de légaliser l'installation de jeux automatiques dans ces établissements (cette question pourrait éventuellement être réglée plus tard par arrêté royal). Par contre, il tolère la présence de ces mêmes appareils de jeu dans les arrière-salles de bistrots, où de nombreux joueurs peuvent ainsi facilement perdre des sommes d'argent très importantes. *M. Fournaux* ne peut tolérer cette inégalité de traitement. Il propose donc que les établissements de classe III ne relèvent pas du champ d'application de la loi en projet.

*Le représentant du ministre de la Justice* souligne que, tant en Belgique qu'à l'étranger, le nombre de joueurs est généralement proportionnel au nombre d'établissements de jeux. Plus il y a d'établissements, plus il y a de joueurs.

Selon l'orateur, il est impossible d'évaluer *a priori* quel sera l'impact, sur les autres casinos, de l'ouverture d'un casino à Bruxelles.

Le présent projet de loi devrait permettre de mettre fin à la distorsion de concurrence entre casinos et luna-parks. Leurs exploitants prennent prétexte de la difficulté d'opérer une distinction claire entre jeux de hasard et jeux d'adresse sur la base de l'actuelle réglementation, pour exploiter certains types de jeux de hasard dans leur établissement.

Quant aux établissements de jeux de hasard de classe III ou débits de boissons, le gouvernement a clairement opté pour un renforcement des contrôles, notamment sur le plan informatique par le biais d'un enregistrement *on-line* des mises introduites dans l'appareil de jeu et des gains distribués.

van het bingotype in ongeveer 8 000 cafés opgesteld staan. Aangezien het niet in de bedoeling van de regering ligt alle vormen van spel in de cafés te verbieden, is de spreker van mening dat het wetsontwerp een exhaustive lijst moet bevatten van alle bij wet toegestane kansspelen (opgesplitst per klasse van etablissement).

*De heer Fournaux* wil graag zijn stem laten horen namens de burgemeesters van de acht steden waarin momenteel een casino aanwezig is. Huns inziens heeft het wetsontwerp tot doel ertoe bij te dragen dat de opening van een negende casino in Brussel officieel wordt bekragtigd. Wordt geen enkele maatregel genomen ter compensatie van de verliezen die de bestaande casino's zullen lijden, dan zal dit voorstel onherroepelijk tot het faillissement van een aantal casino's leiden. Daarom vraagt de spreker dat voor automatische kansspelen in de casino's een toestemming vereist zou zijn, zoals momenteel in Frankrijk, Nederland en Duitsland het geval is. Die maatregel zou een antwoord bieden op de vrees van de heer Eerdekkens door de kansspelen te concentreren in de twee categorieën inrichtingen waarop strengere controlemaatregelen van toepassing zijn, met name de casino's (klasse I) en de speelautomatenhallen (luna-parken) (klasse II).

Aangezien de regering tal van vooroordelen ten opzichte van de casino's voor waarheid aanneemt, weigert ze het opstellen van kansspelautomaten in die inrichtingen te legaliseren (deze aangelegenheid kon eventueel later bij koninklijk besluit worden geregeld). Anderzijds gedoogt zij de aanwezigheid van diezelfde toestellen in de achterkamers van bistro's, waar tal van spelers op die manier gemakkelijk zeer aanzienlijke geldsommen kunnen verliezen. De heer Fournaux kan die ongelijke behandeling onmogelijk goedkeuren. Hij stelt dus voor dat de inrichtingen klasse III niet onder de toepassingssfeer van dit wetsontwerp zouden vallen.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* onderstreept dat zowel in België als in het buitenland het aantal spelers doorgaans rechtstreeks in verhouding tot het aantal spelinrichtingen staat : hoe meer inrichtingen, hoe meer spelers.

Volgens de spreker is het onmogelijk vooraf in te schatten welke weerslag de opening van een casino in Brussel op de andere casino's zal hebben.

Dit wetsontwerp zou een einde moeten maken aan de concurrentievervalsing die thans tussen casino's en lunaparken speelt. De exploitanten van die parken verschuilen zich achter het voorwendsel dat op grond van de vigerende regelgeving moeilijk een duidelijk onderscheid tussen kansspelen en behendheidsspelen kan worden gemaakt om sommige soorten kansspelen in hun gelegenheid te exploiteren.

In verband met kansspelinrichtingen van klasse III of voor drankgelegenheden heeft de regering een duidelijke keuze voor scherpere controles gemaakt, door onder meer via de informatica *on-line* de in het kansspeltoestel ingeworpen bedragen alsmede de verdeelde winsten te registreren.

Il n'est pas rare de constater dans les cafés la présence d'un ou plusieurs terminaux d'ordinateur en lieu et place des jeux automatiques traditionnels.

En vertu de l'article 25 en projet, l'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe III doit obtenir une licence de classe C, pour une période de cinq ans renouvelable, aux conditions visées aux articles 41 et 42 du projet de loi. Compte tenu du fait que les tenanciers de cafés ne sont qu'exceptionnellement propriétaires des jeux de hasard, l'article 25 prévoit l'obligation, pour les tiers, véritables exploitants des jeux, d'obtenir une licence de classe E pour une période de dix ans renouvelable.

Le gouvernement maintient l'application de l'arrêté royal du 13 janvier 1975 portant la liste des appareils de jeu dont l'exploitation est autorisée.

Le nombre d'appareils de jeu autorisés dans les débits de boissons est cependant réduit de trois à deux par l'article 39 du présent projet de loi.

Comme indiqué dans la justification de l'amendement n° 39 du gouvernement, déposé au Sénat, « il appartiendra au Roi de décider plus tard si des appareils de jeu de hasard avec mécanisme de paiement automatique, entre autres les jackpots, les jeux de poker vidéo, les machines à sous, pourront être admis », étant donné qu'il s'agit de jeux qui sont susceptibles d'entraîner de véritables drames sociaux (Doc. Sénat, n° 1-419/4, p. 31). Le gouvernement demeure très prudent en la matière même s'il est conscient de la distorsion de concurrence existant entre les casinos belges et leurs concurrents en Allemagne, en France et aux Pays-Bas.

En conclusion, l'intervenant plaide pour le maintien de l'article 6 du projet dans sa version actuelle.

*M. Tavernier* demande si les dispositions du projet de loi renforcent réellement les mesures de contrôle dans les établissements de jeux de hasard de classe III. À cet égard, la question se pose de savoir si la situation décrite par les orateurs précédents est le résultat d'une législation trop permissive ou d'une application trop laxiste des mesures de contrôle existantes.

*M. Van Belle* est d'avis que les contrôles effectués aujourd'hui sont insuffisants, voire inexistant. Si non, comment expliquer la présence dans les débits de boissons de nombreux appareils de jeu dont l'exploitation est interdite ? Quelles sont les mesures concrètes prises par le présent projet de loi en la matière ?

*Le représentant du ministre de la Justice* indique qu'il entre précisément dans les intentions du gouvernement d'instaurer des mesures de contrôle effectives là où elles font défaut aujourd'hui.

Concernant l'actuelle discussion relative à la nature des jeux qui associent tant des caractéristiques de jeux de hasard que des caractéristiques de jeux d'adresse, l'intervenant rappelle l'opération de contrôle « *Indian Summer* », menée fin 1998 dans quelque 180 luna-parks et au cours de laquelle une centaine d'appareils de jeu ont été saisis. Lors de telles

Niet zelden komt het voor dat men in de cafés, ter vervanging van de traditionele speelautomaten, een of meer computerterminals aantreft.

Conform artikel 25 van het ontwerp moet de exploitant van een kansspelinrichting klasse III een vergunning van klasse C verkrijgen, die kan worden vernieuwd onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 41 en 42 van het wetsontwerp. Aangezien de caféhouders eerder uitzonderlijk eigenaar van de kansspelen zijn, voorziet artikel 25 in de verplichting, voor de derden, als daadwerkelijke spelexploitanten, voor een tienjaarlijkse hernieuwbare periode, een vergunning van klasse E te verkrijgen.

De regering handhaaft de toepassing van het koninklijk besluit van 13 januari 1975 houdende de lijst van de speelapparaten waarvan de uitbating toegelaten is.

Het aantal speelautomaten dat in drankgelegenheden is toegestaan, wordt door artikel 39 van dit wetsontwerp evenwel van drie naar twee teruggebracht.

De verantwoording van het door de regering in de Senaat ingediende amendement n° 39, stelt daaromtrent het volgende : « Het komt aan de Koning toe later te bepalen of speelapparaten met automatisch betalingsmechanisme, onder meer jackpots, videopokerspelen en slotmachines kunnen worden toegelaten ». Het gaat daarbij immers over spelen die tot ware sociale drama's kunnen leiden (Gedr. Stuk, Senaat, n° 1-419/4, blz. 31). De regering blijft terzake zeer omzichtig, ook al beseft ze terdege dat tussen de Belgische casino's en hun concurrenten in Duitsland en Frankrijk een concurrentieverschil bestaat.

Tot besluit pleit de spreker voor het behoud van artikel 6 van het ontwerp zoals het thans is gesteld.

*De heer Tavernier* vraagt of de bepalingen van het wetsontwerp de maatregelen inzake de controle op de kansspelinrichtingen klasse III werkelijk verscherpen. In dat verband rijst de vraag of de door de vorige sprekers beschreven toestand het resultaat is van een al te permissieve wetgeving, dan wel van een al te lakse toepassing van de bestaande controlemaatregelen.

*De heer Van Belle* is van mening dat de thans uitgevoerde controles ontoereikend of zelfs onbestaande zijn. Hoe valt het anders te verklaren dat in drankgelegenheden tal van speelautomaten opgesteld staan die niet mogen worden geëxploiteerd ? Welke concrete maatregelen worden terzake in het wetsontwerp genomen ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* wijst erop dat het precies in de bedoeling van de regering ligt effectief controlemaatregelen in te voeren op plaatsen waar die thans ontbreken.

Vervolgens is er de thans lopende discussie over de aard van de spelen die zowel kenmerken van kansspelen als van behendigheidsspelen met elkaar combineren. In verband daarmee memoreert de spreker aan de controle-operatie *Indian Summer*, die einde 1998 in zowat 180 lunaparken werd uitgevoerd en waarbij een honderdtal speelautomaten in beslag

opérations, il n'est pas rare que les exploitants des appareils saisis s'adressent au tribunal pour réclamer une expertise afin de déterminer la nature des jeux saisis. Comme les résultats de l'expertise ne permettent pas toujours de déterminer de manière concluante dans quelle catégorie un jeu doit être classé, ils introduisent ensuite une demande d'indemnisation destinée à couvrir le manque à gagner résultant de la saisie.

Une telle confusion est dorénavant exclue par l'article 2 en projet qui définit clairement ce qu'il y a lieu d'entendre par « jeux de hasard ». En outre, le projet de loi prévoit, pour chaque classe d'établissements de jeux de hasard, que le Roi fixe les règles de fonctionnement des jeux, ainsi que les modalités de surveillance et de contrôle, notamment par l'utilisation d'un système informatique approprié (articles 33.4 et 5, 38.4 et 5, 43.4 et 5, et 53.4 et 5).

La commission des jeux de hasard pourra donc effectuer un contrôle *on-line* grâce à une « boîte noire » placée dans chacun des appareils de jeu permettant d'enregistrer l'ensemble des opérations.

*M. Eerdekkens* ne partage pas les préoccupations de *M. Fournaux*.

À ses yeux, il est fondamental que le présent projet de loi consacre de manière claire et précise le principe de l'interdiction des jeux de hasard dans les débits de boissons, à une ou deux exceptions près précisées dans le texte de loi (billards électriques de type bingo).

Le projet de loi doit également imposer une obligation de résultat aux bourgmestres, aux représentants de l'ordre et aux magistrats chargés du contrôle. Enfin, il y a lieu de renforcer les sanctions à l'égard des exploitants et de prévoir la fermeture pure et simple des établissements où sont installés des appareils de jeu non autorisés par la loi.

Moyennant de telles dispositions, l'orateur considère qu'il n'est plus nécessaire de confier le contrôle des établissements de classe III à la commission des jeux de hasard, qui risquerait d'être surchargée de travail. Ces établissements changent en effet très souvent d'exploitant et que les faillites sont nombreuses. La surveillance des 9 casinos et 200 lunaparks autorisés requiert déjà un travail particulièrement important. La commission ne dispose d'ailleurs pas des moyens nécessaires pour assurer les nombreux déplacements en vue d'assurer le contrôle des débits de boissons sur l'ensemble du territoire belge.

*M. Fournaux* fait remarquer que les casinos sont soumis à des mesures de contrôle strictes. Un inspecteur du fisc est présent en permanence dans chacun des établissements. Le bourgmestre a en outre l'obligation de veiller à ce que l'identité et l'âge des clients soient contrôlés. Par contre, certaines salles de jeux

werden genomen. Bij soortgelijke operaties is het niet ongewoon dat de exploitanten van de in beslag genomen toestellen zich tot de rechtbank wenden om een deskundigenonderzoek te vorderen teneinde de aard van de in beslag genomen spelen te bepalen. Aangezien de resultaten van het deskundigenonderzoek niet steeds volledig uitsluitsel kunnen geven over de categorie waaronder een spel moet worden gerangschikt, dienen zij nadien een verzoek tot schadevergoeding in, om het door de inbeslagname gedurfde inkomensverlies te vergoeden.

Artikel 2 van het ontwerp sluit een soortgelijke verwarring voortaan uit. Het omschrijft immers duidelijk wat onder « kansspelen » moet worden verstaan. Bovendien bepaalt het wetsontwerp dat de Koning voor iedere klasse kansspelinrichting de werkingsregels van de kansspelen, alsmede de nadere regels van toezicht en controle, onder meer via het gebruik van een passend informaticasysteem (artikelen 33.4 en 5, 38.4 en 5, 43.4 en 5, en 53.4 en 5) vastlegt.

Dankzij een in alle speelautomaten ingebouwde « zwarte doos », zal de kanspelcommissie bijgevolg een *on-line*-controle kunnen uitoefenen, waardoor het mogelijk zal zijn alle verrichtingen te registreren.

*De heer Eerdekkens* deelt de zorg van de heer *Fournaux* niet.

Zijns inziens is het fundamenteel dat dit wetsontwerp het principe van het verbod op kansspelen in drankgelegenheden klaar en duidelijk in de wet verankert, op een of twee bij wet bepaalde uitzonderingen na (elektrische biljarts van het bingotype).

Het wetsontwerp moet ook een resultaatsverbindenis opleggen aan de burgemeesters, de instanties die de orde handhaven en de magistraten die met de controle zijn belast. Ten slotte dienen de straffen voor de exploitanten te worden verzwaard en dient te worden voorzien in de sluiting zonder meer van de inrichtingen waar speelautomaten zijn geïnstalleerd die niet door de wet zijn toegestaan.

De spreker vindt dat als dergelijke bepalingen worden opgenomen het niet langer noodzakelijk is de controle van de inrichtingen klasse III toe te vertrouwen aan de kanspelcommissie, die het gevaar zou lopen met werk te worden overladen. Die inrichtingen veranderen immers heel vaak van exploitant en het aantal faillissementen ligt er hoog. Het toezicht op de 9 toegestane casino's en de 200 toegestane lunaparken levert al bijzonder veel werk op. Bovendien beschikt de commissie niet over de nodige middelen om de talrijke verplaatsingen te maken die noodzakelijk zijn voor de controle van de drankgelegenheden op het hele Belgische grondgebied.

*De heer Fournaux* merkt op dat de casino's aan strenge controlesmaatregelen zijn onderworpen. In elk van de inrichtingen is permanent een inspecteur van de fiscus aanwezig. Bovendien is de burgemeester verplicht erop toe te zien dat de identiteit en de leeftijd van de klanten wordt gecontroleerd. Daaren-

automatiques, qui contreviennent manifestement aux dispositions légales existantes, font ouvertement la publicité de leurs activités (spots télévisés, ...) sans que les autorités compétentes interviennent.

*M. Arens* demande dans quels types d'établissements les jeux de hasard sont autorisés à l'heure actuelle.

*M. Olaerts* demande ce qu'il faut entendre exactement par « luna-park » au sens des dispositions en projet. Les luna-parks sont-ils nécessairement des établissements de jeux de hasard de classe II ou existe-t-il d'autres types de salles de jeux automatiques ? À partir de quel âge (18 ou 21 ans) les lunaparks sont-ils accessibles ?

Le projet de loi prévoit-il des mesures de protection spécifiques pour les adolescents dans les maisons de jeunes où sont installés des appareils de jeu automatiques ?

Par ailleurs, le membre déplore le manque de contrôle exercé par le fisc sur les recettes réelles des exploitants de jeux. Pourquoi ne pas installer un système d'enregistrement sur chaque appareil de manière à contrôler de manière précise le montant de chaque mise introduite dans l'appareil et de chaque gain qu'il distribue, et à pouvoir ensuite déterminer les recettes nettes (après décompte des frais) de l'exploitant, susceptibles d'être soumises à imposition ? Un tel système permettrait également de déterminer, en fonction de l'importance des montants mis en jeu, s'il s'agit d'un jeu de hasard ou d'un simple jeu d'adresse.

*M. Schoeters* est d'avis qu'il est préférable de maintenir les établissements de jeu de hasard de classe III dans le présent projet de loi pour autant qu'il soit défini de manière très précise quelles sont les catégories de jeux prohibées dans les débits de boissons (en fixant, par exemple, l'enjeu maximum pour une période de temps déterminée). Le membre craint que si l'on exclut ces établissements du champ d'application de la loi, les tenanciers de cafés trouvent facilement le moyen d'éviter les contrôles et d'installer impunément des appareils en tout genre dans leurs établissements.

*Le représentant du ministre de la Justice* souligne la volonté du gouvernement de réglementer dorénavant les jeux de hasard de manière beaucoup plus stricte. Il fait néanmoins remarquer que si la commission décide d'exclure les établissements de jeux de hasard de classe III du projet et donc d'interdire toute forme de jeux de hasard dans les débits de boissons, cette décision risque d'avoir un impact important sur l'emploi et les revenus de ce secteur (exploitants de débits de boissons et fournisseurs desdits appareils de jeu).

Quant à la suggestion de *M. Schoeters* d'inscrire dans la loi la liste des appareils de jeu prohibés, l'intervenant soulève un certain nombre d'objections techniques. Actuellement chaque type d'appareil dont l'exploitation est autorisée est défini de manière

tegen maken bepaalde speelautomatenhallen, die duidelijk de bestaande wettelijke bepalingen overtreden, openlijk reclame voor hun activiteiten (spots op televisie, ...), zonder dat de bevoegde overheden ingrijpen.

*De heer Arens* vraagt in welke soort van inrichting kansspelen op dit moment zijn toegestaan.

*De heer Olaerts* vraagt wat precies moet worden verstaan onder « lunapark » in de zin van de voorgestelde bepalingen. Zijn de lunaparken noodzakelijk kansspelinrichtingen klasse II of bestaan er andere soorten van speelautomatenhallen? Vanaf welke leeftijd (18 of 21 jaar) mag men een lunapark betreden ?

Voorziet het wetsontwerp in specifieke beschermingsmaatregelen voor adolescenten in de jeugdhuisen waar speelautomaten staan ?

Bovendien betreurt het lid het gebrek aan door de fiscus uitgeoefende controle op de werkelijke ontvangsten van de spelexploitanten. Waarom niet op elk toestel een registratiesysteem installeren, ten einde het precieze bedrag te kunnen controleren van elke inzet die wordt ingeworpen en van elke winst die het toestel uitkeert, om zo het bedrag te kunnen bepalen van de door de exploitant ontvangen netto-inkomsten (na aftrek van de kosten), die aan belasting kunnen worden onderworpen ? Een dergelijk systeem zou het ook mogelijk maken op basis van de hoogte van de ingezette bedragen te bepalen of het om een kansspel dan wel om een louter behendigheidsspel gaat.

Volgens *de heer Schoeters* is het verkieslijk de kansspelinrichtingen klasse III in dit wetsontwerp te houden, op voorwaarde dat zeer precies wordt omschreven welke categorieën van spelen in drankgelegenheden verboden zijn (door bijvoorbeeld de maximumzet voor een bepaalde speeltijd vast te leggen). Het lid vreest dat als men zulke inrichtingen van het toepassingsgebied van de wet uitsluit, caféhouders gemakkelijk een manier zullen vinden om de controles te omzeilen en ongestraft allerlei soorten van toestellen in hun lokalen te installeren.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* onderstrept de wens van de regering om van nu af aan de kansspelen veel strenger te reglementeren. Hij merkt niettemin op dat als de commissie beslist de kansspelinrichtingen klasse III uit het wetsontwerp te houden en zo elke vorm van kansspelen in drankgelegenheden te verbieden, die beslissing het gevaar loopt een grote impact te hebben op de werkgelegenheid en op de inkomsten in die sector (uitbaters van drankgelegenheden en leveranciers van de hierboven genoemde speelautomaten).

Wat de suggestie van *de heer Schoeters* betreft om in de wet de lijst van verboden toestellen op te nemen, formuleert de spreker een aantal technische bezwaren. Op dit ogenblik is elke type toestel waarvan de exploitatie is toegestaan technisch zeer pre-

très précise sur le plan technique dans l'arrêté royal du 13 janvier 1975. Ces dispositions doivent pouvoir être adaptées rapidement afin de répondre à l'ingéniosité des fabricants qui n'hésitent pas à modifier de manière répétée les composantes techniques de leurs appareils. L'orateur estime dès lors préférable d'inscrire uniquement les principes généraux dans la loi, les descriptions techniques étant reprises dans les arrêtés royaux d'exécution, délibérés en Conseil des ministres.

Il entre également dans les intentions du gouvernement d'interdire les « mini-casinos » (tels qu'ils existent actuellement à Bruxelles, par exemple). Les arrêtés d'exécution détermineront le montant maximum autorisé de la mise, de la perte et du gain dans les luna-parks qui répondent à la définition d'établissements de jeux de hasard de classe II.

L'article 3 du projet de loi exclut du champ d'application de la loi les luna-parks « familiaux » (principalement installés dans les communes côtières) dans la mesure où les jeux qui y sont exploités ne nécessitent qu'une mise très limitée et ne peuvent procurer, au joueur ou au parieur, qu'un avantage matériel de faible valeur. Cette disposition permet également aux maisons de jeunes d'exploiter certains appareils de jeu.

*M. Eerdekkens* réitère ses inquiétudes à l'égard des présentes dispositions, qui sont censées servir l'intérêt général et non les intérêts particuliers de certains lobbies trop puissants.

Il estime que les 28 000 cafés exploités en Belgique n'ont pas pour vocation d'être des établissements de jeux de hasard de classe III. Tout au plus certains types de jeux (comme les bingos), qui ne nécessitent qu'une mise modique et ne procurent au joueur qu'un gain limité, peuvent y être autorisés.

Pour éviter les drames sociaux dus à un éventuel asservissement au jeu, l'orateur suggère de définir de manière précise dans la loi la nature de ces appareils de jeu, de prévoir l'octroi d'une autorisation préalable et d'organiser les modalités de contrôle sur le terrain.

*M. Van Belle* plaide en faveur du maintien des trois classes d'établissements de jeux de hasard vu les assurances données par le gouvernement en ce qui concerne l'organisation d'un contrôle plus sévère et plus efficace, pour autant que la loi énumère les jeux autorisés pour chacune de ces trois catégories.

Interdire d'installer des appareils de jeu dans les bistrots entraînerait un manque à gagner important dans le secteur et pourrait donner lieu à l'apparition d'un marché noir. On pourrait également assister à un glissement de ces activités vers les salles de jeux automatiques (classe II).

L'intervenant souhaite un renforcement des mesures de contrôle dans les salles de jeux automatiques, où sont actuellement exploités de nombreux appareils de jeu (jackpots, etc.) qui devraient être réservés aux seuls casinos. Le montant des mises y

cies omschreven in het koninklijk besluit van 13 januari 1975. Die bepalingen moeten snel kunnen worden aangepast, om antwoord te kunnen bieden aan de vindingrijkheid van de makers, die niet aarzelen telkens opnieuw de technische onderdelen van hun toestellen te wijzigen. Bijgevolg acht de spreker het verkeerslijn in de wet alleen de algemene principes in te schrijven en de technische beschrijvingen in de in Ministerraad overlegde koninklijke uitvoeringsbesluiten op te nemen.

De regering heeft ook de bedoeling de « minicasino's » (zoals die op dit ogenblik bijvoorbeeld in Brussel bestaan) te verbieden. De uitvoeringsbesluiten zullen bepalen hoeveel in de lunaparken die beantwoorden aan de omschrijving van kansspelinrichting klasse II maximaal mag worden ingezet, verloren en gewonnen.

Artikel 3 van het wetsontwerp sluit de (voornamelijk in de kustgemeenten gevestigde) « gezins »-lunaparken van het toepassingsgebied van de wet uit, aangezien de spelen die er worden geëxploiteerd slechts een zeer beperkte inzet vereisen en aan de speler of gokker slechts een materieel voordeel van geringe waarde kunnen opleveren. Die bepaling stelt ook de jeugdhuisen in staat bepaalde speelautomaten te exploiteren.

*De heer Eerdekkens* spreekt opnieuw zijn ongerustheid uit over deze bepalingen, die verondersteld worden het algemeen belang te dienen en niet de privébelangen van bepaalde al te machtige lobby's.

Hij meent dat de 28 000 cafés die in België worden uitgebaat niet bestemd zijn om te fungeren als kansspelinrichting klasse III. Alleen bepaalde soorten van spelen (zoals bingo's), die maar een beperkte inzet vereisen en aan de speler slechts een beperkte winst opleveren, kunnen er eventueel worden toeestaan.

Om de sociale drama's die het gevolg zijn van een spelverslaving te voorkomen, suggerert de spreker in de wet nauwkeurig de aard van die speelautomaten te omschrijven, in de toekenning van een voorafgaande machtiging te voorzien en de wijze waarop de controle in het veld zal worden uitgeoefend te organiseren.

Aangezien de regering waarborgen heeft gegeven inzake een strengere en doeltreffender controle, pleit *de heer Van Belle* voor het behoud van de drie klassen van kansspelinrichtingen, als de wet tenminste de spelen opsomt die voor elk van de drie categorieën zijn toegestaan.

Verbieden in bistro's bingo's te installeren zou voor de sector een aanzienlijke winstderving veroorzaken en het ontstaan van een zwarte markt tot gevolg kunnen hebben. Er zou ook een verschuiving van die activiteiten naar de speelautomatenhallen (klasse II) kunnen plaatshebben.

De spreker wenst een verstrekking van de controlemaatregelen in de speelautomatenhallen, waar op dit ogenblik talrijke speelautomaten worden geëxploiteerd (jackpots enz.) die exclusief aan de casino's zouden moeten worden voorbehouden. Het bedrag

est très élevé; beaucoup de jeunes y perdent d'importantes sommes d'argent. Est-il exact que l'on dénombre à l'heure actuelle dans notre pays quelque 200 salles de jeux automatiques qui mettent plus ou moins 10 000 appareils de jeu à la disposition des joueurs ?

*M. Schoeters* fait remarquer que les difficultés pratiques relevées par *M. Eerdekens* en matière de contrôle seront tout aussi difficiles à résoudre si l'on exclut les établissements de jeux de hasard de classe III des présentes dispositions. Il se prononce donc en faveur du maintien de l'article 6, moyennant la mise en place d'une réglementation très stricte en la matière.

Suite aux divers arguments développés, *M. Eerdekens* propose de compléter l'article 6 par la disposition suivante :

« Dans les débits de boissons, sont seuls autorisés les jeux visés par l'arrêté royal du 13 janvier 1975 portant la liste des appareils de jeu dont l'exploitation est autorisée.

En aucun cas, le nombre de jeux ainsi exploités ne peut excéder, par débit de boissons, le nombre de deux.

Le montant des mises, gains et pertes liés à l'utilisation des jeux ne peut en aucune manière excéder le montant de 500 francs par heure de jeu et par type de jeu.

Le procureur du Roi et le bourgmestre de la commune concernée sont chargés de contrôler le respect des conditions prévues aux alinéas précédents.

Le non-respect des précédents alinéas entraîne la fermeture de l'établissement de débit de boissons. ».

*M. Schoeters* est favorable à cette proposition d'amendement. Il se demande néanmoins si les diverses dispositions proposées ne devraient pas être inscrites à différents articles du projet.

*Le représentant du ministre de la Justice* peut s'inscrire dans la philosophie de la présente proposition d'amendement.

Toutefois, la question se pose de savoir si beaucoup d'établissements de classe III subsisteront après l'entrée en vigueur de la présente loi. Les revenus des exploitants seront en effet diminués d'un tiers étant donné que le nombre d'appareils autorisés est réduit de trois à deux (article 39 du projet de loi). En outre, les frais d'installation, de personnel et de fonctionnement de la commission des jeux de hasard seront entièrement supportés par les titulaires de licences de classe A, B, C et E (article 19 du projet de loi).

Par ailleurs, l'intervenant partage les craintes formulées par *M. Van Belle* quant à l'éventualité de l'apparition d'un circuit illicite ou à l'augmentation du nombre de joueurs dans les luna-parks suite à la diminution, voire la suppression des appareils de jeu dans les débits de boissons.

van de inzet ligt er erg hoog, veel jongeren verliezen er aanzielijke geldsommen. Klopt het dat er op dit ogenblik in ons land ongeveer 200 speelautomatenhallen zijn, die zo'n 10 000 speelautomaten ter beschikking stellen van de spelers ?

*De heer Schoeters* merkt op dat de praktische moeilijkheden inzake controle waarop de heer Eerdekens wijst even moeilijk oplosbaar zullen zijn als men de kansspelinrichtingen klasse III van deze bepalingen uitsluit. Hij spreekt zich dus uit voor het behoud van artikel 6, mits terzake een uiterst strenge reglementering wordt ingevoerd.

Als gevolg van de diverse naar voren gebrachte argumenten, stelt *de heer Eerdekens* voor artikel 6 aan te vullen met de volgende bepaling :

« In de drankgelegenheden zijn alleen de spelen toegestaan als bedoeld in het koninklijk besluit van 13 januari 1975 houdende de lijst van de speelapparaten waarvan de uitbating toegelaten is.

Het aantal aldus geëxploiteerde spelen mag in geen geval hoger liggen dan twee per drankgelegenheid.

Het bedrag van de inzet, de winsten en de verliezen die verband houden met het gebruik van de spelen, mag in geen geval hoger liggen dan 500 frank per speeluur en per speltype.

De procureur des Konings en de burgemeester van de betrokken gemeente zijn belast met de controle op de naleving van de in de vorige ledien gestelde voorwaarden.

De overtreding van het bepaalde in de bovenstaande ledien heeft de sluiting van de drankgelegenheid tot gevolg. ».

*De heer Schoeters* betuigt zijn instemming met dat voorstel van amendement. Hij vraagt zich niettemin af of de diverse voorgestelde bepalingen niet zouden moeten worden ingeschreven in de diverse artikelen van het ontwerp.

*De vertegenwoordiger van de minister* kan de strekking van dit voorstel van amendement unterschrijven.

De vraag rijst evenwel of er na de inwerkingtreding van deze wet nog veel inrichtingen van klasse III zullen overblijven. De inkomsten van de exploitanten zijn immers met een derde gedaald doordat het aantal toegestane apparaten wordt verminderd van drie tot twee (artikel 39 van het wetsontwerp). Bovendien zullen de oprichtings-, personnels- en werkingskosten van de kansspelcommissie volledig voor rekening komen van de houders van vergunningen van klasse A, B, C en E (artikel 19 van het wetsontwerp).

De spreker deelt overigens de door *de heer Van Belle* geuite vrees voor de eventuele komst van een onwettig circuit of voor een toename van het aantal spelers in de lunaparken als gevolg van de vermindering van het aantal speelautomaten in de drankgelegenheden of zelfs van de afschaffing ervan.

Comme indiqué ci-dessus, l'orateur estime qu'il est préférable, comme le prévoient respectivement les articles 7 et 8 du projet de loi, d'habiliter le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à arrêter, pour chacune des classes d'établissements de jeux de hasard, la liste et le nombre des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée, ainsi que de fixer, par possibilité de jeu, le montant maximum de la mise, de la perte et du gain pour les joueurs et parieurs. Vu les nombreuses évolutions techniques en la matière, les dispositions susvisées risquent d'être assez rapidement obsolètes. Il est donc préférable de ne pas les inscrire dans la loi.

Dans ce cadre, le gouvernement s'engage à prévoir une réglementation stricte, y compris en ce qui concerne le montant maximum autorisé de la mise, de la perte et du gain, pour l'exploitation de jeux dans les débits de boissons. Il est évident que ces montants doivent être nettement moins élevés dans les établissements de classe III que dans les casinos et les salles de jeux automatiques.

*M. Eerdekkens* estime que les frais d'installation, de personnel et de fonctionnement de la commission des jeux de hasard ne doivent pas être mis entièrement à la charge des titulaires de licences, comme le prévoit l'article 19 du projet de loi. Il se propose de déposer un amendement en la matière.

Par ailleurs, si le gouvernement préfère fixer par arrêté royal la liste des jeux de hasard autorisés pour chaque catégorie d'établissements, il est impératif de saisir les Chambres législatives d'un projet de loi de confirmation afin que le parlement puisse s'assurer de la bonne application des dispositions législatives en la matière.

Le membre considère que le présent projet de loi n'est pas suffisamment contraignant à l'égard des exploitants de débits de boissons. Des sanctions supplémentaires doivent être prévues lorsque des appareils de jeu non autorisés sont découverts dans un établissement. Les pouvoirs de contrôle des bourgmestres et des procureurs du Roi doivent être renforcés. Enfin, il est essentiel de définir le montant maximum des mises, gains et pertes par possibilité de jeu. L'orateur se propose de déposer un amendement à l'article 8 afin de préciser ces diverses modalités.

*M. Olaerts* demande si les maisons de jeunes, qui sont régulièrement fréquentées par des adolescents de moins de 16 ans, doivent être rangées dans la catégorie des établissements de classe III au sens des présentes dispositions. Si tel est le cas, le membre appelle à la plus grande prudence. En effet, en vertu de l'article 54 du projet de loi, « l'accès aux établissements de jeux de hasard des classes I et II est interdit aux personnes de moins de 21 ans. La pratique des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe III est interdite aux mineurs ».

Zoals hierboven reeds werd aangegeven, acht de spreker het verkeerslijker dat de Koning, conform het respectievelijk bepaalde in de artikelen 7 en 8 van het wetsontwerp, bij een in Ministerraad overlegd besluit zou worden gemachtigd om, per klasse van kansspelinrichting, de lijst van kansspelen en het aantal kansspelen te bepalen waarvan de exploitatie is toegestaan en om, per spelbeurt, het maximumbedrag van de inzet, het verlies en de winst van de spelers en gokkers vast te stellen. Gelet op de talrijke technologische ontwikkelingen op dat gebied is het niet denkbeeldig dat de bovenvermelde bepalingen vrij spoedig verouderd zullen zijn en het zou dan ook beter zijn ze niet in de wet op te nemen.

In dat verband verbindt de regering zich ertoe een strenge regelgeving uit te werken die ook betrekking zou hebben op het toegestane maximumbedrag van de inzet, het verlies en de winst. Die regelgeving zou tevens gelden voor de exploitatie van kansspelen in drankgelegenheden. Het is evident dat die bedragen in de kansspelinrichtingen van klasse III aanzienlijk lager moeten zijn dan in de casino's en de speelautomatenhallen.

*De heer Eerdekkens* vindt dat de oprichtings-, personels- en werkingskosten van de kansspelcommissie, in tegenstelling met het bepaalde in artikel 19 van het wetsontwerp, niet volledig ten laste zouden komen van de houders van vergunningen. Hij is voornemens een desbetreffend amendement in te dienen.

Indien de regering verkiest om voor elke klasse van spelinrichtingen bij koninklijk besluit de lijst van de toegestane kansspelen vast te stellen, is het ten andere volstrekt noodzakelijk dat ter bekraftiging daarvan bij de wetgevende kamers een wetsontwerp wordt ingediend opdat die er zich van kunnen vergewissen of de desbetreffende wetsvoorschriften behoorlijk worden toegepast.

Het lid vindt het wetsontwerp niet dwingend genoeg ten aanzien van de uitbaters van drankgelegenheden. Er moeten extra sancties worden opgelegd wanneer in een drankgelegenheid niet-toegestane speelautomaten worden aangetroffen en de controlebevoegdheden van de burgemeesters en van de procureur des Konings dienen te worden versterkt. Ten slotte is het van essentieel belang om per spelbeurt het maximumbedrag van de inzet, het verlies en de winst van de spelers te bepalen. De spreker gaat een amendement op artikel 8 indienen om die diverse regels te preciseren.

*De heer Olaerts* vraagt of de jeugdhuizen die gereeld worden bezocht door jongeren beneden 16 jaar, moeten worden gerangschikt in de categorie van de kansspelinrichtingen klasse III in de zin van de voorliggende bepalingen. Mocht dat het geval zijn, dan is volgens het lid de grootste voorzichtigheid geboden. Artikel 54 van het wetsontwerp luidt immers als volgt : « *De toegang tot de kansspelinrichtingen klasse I en II is verboden voor personen jonger dan 21 jaar. De deelneming aan kansspelen in de kansspelinrichtingen van klasse III is verboden voor min-*

Faut-il en conclure que des appareils de jeu peuvent être installés dans les maisons de jeunes mais que seuls les jeunes âgés de 18 ans et plus sont autorisés à les utiliser ? Une telle situation pourrait s'avérer déplorable pour la protection des mineurs.

*Le président, M. Didden*, fait observer que si la maison de jeunes ne dispose pas d'un débit de boissons, elle ne fait pas partie des établissements de classe III et n'est donc pas autorisée à exploiter des appareils de jeu.

*M. Schoeters* ajoute que les maisons de jeunes où sont installés des appareils de jeu ne sont normalement pas accessibles aux mineurs.

*Le représentant du ministre de la Justice* est d'avis qu'il faut à tout prix éviter qu'un club de jeunes ou un mouvement de scoutisme soit obligé d'obtenir une licence de classe II ou III pour pouvoir organiser une simple kermesse au cours de laquelle les participants peuvent s'exercer à une série de jeux de hasard, tels que la pêche aux canards, etc. L'intervenant cite également l'exemple d'une soirée de bridge ou de roulette (vendue dans les magasins de jouets), organisée par les parents de membres d'un mouvement de jeunesse afin de récolter des fonds. De telles activités doivent être autorisées pour autant que le montant de la mise et du gain restent très limités, par exemple, respectivement 10 francs et 50 francs.

L'orateur fait remarquer que quelle que soit la qualité des mesures de contrôle appliquées, aucune loi, aussi précise et sévère soit-elle, n'empêchera tous les abus en matière de jeux de hasard. Comment éviter, par exemple, que des joueurs et le tenancier d'un café se mettent d'accord pour que chaque jeton mis en jeu puisse rapporter un gain de 50 000 francs ou encore que deux individus parient une somme élevée sur l'issue d'une épreuve sportive ?

L'intervenant conclut qu'un ensemble de mesures de régularisation doivent être prises sans toutefois tomber dans l'excès et imposer l'obtention d'une licence aux mouvements de jeunesse.

Contrairement aux casinos et aux salles de jeux automatiques, il est impossible d'exiger des tenanciers de cafés qu'ils séparent rigoureusement l'espace réservé à l'exploitation des jeux de hasard (dont l'accès serait interdit aux mineurs) des espaces ayant une autre affectation (la salle où sont vendues des boissons ou, par exemple, une annexe où se réunissent les membres d'un mouvement de jeunesse). Un tel agencement entraînerait un coût trop élevé pour les exploitants de débits de boissons. De plus, le contrôle ne s'en trouverait aucunement facilité.

Il est évident que dans l'exemple cité ci-dessus, les jeunes bénéficieront des mesures de protection prévues par l'article 54, § 1<sup>er</sup>, du projet de loi, qui interdit aux mineurs de pratiquer des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe III.

derjarigen. ». Moet men daaruit concluderen dat het plaatsen van speelautomaten in de jeugdhuisen toegestaan is, maar dat de apparaten alleen door jongeren van 18 jaar en ouder mogen worden gebruikt ? Zo'n toestand zou spijtige gevolgen kunnen hebben voor de bescherming van de minderjarigen.

*De voorzitter, de heer Didden*, merkt op dat, als het jeugdhus niet over een drankgelegenheid beschikt, het geen deel uitmaakt van de kansspelinrichtingen klasse III en dus geen speelautomaten mag exploiteren.

*De heer Schoeters* voegt eraan toe dat de jeugdhuisen waar zich speelautomaten bevinden, in principe niet toegankelijk zijn voor minderjarigen.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* meent dat absoluut dient te worden voorkomen dat van een jeugdclub of een scoutsbeweging een vergunning klasse II of III wordt geëist om een gewoon benefiet te mogen organiseren waarop de deelnemers zich kunnen vermaken met een reeks kansspelen zoals eendjes hengelen en dergelijke. De spreker haalt ook het voorbeeld aan van avonden waarop gebridged of roulette gespeeld wordt (de toestelletjes zijn te koop in speelgoedwinkels) en die georganiseerd worden door de ouders van leden van een jeugdbeweging om geld te verzamelen. Dergelijke activiteiten moeten toegelaten zijn mits het bedrag van de inzet en van de winst respectievelijk beperkt blijft tot voorbeeld 10 frank en 50 frank.

De spreker merkt op dat, hoe degelijk de toegepaste controlemaatregelen ook mogen zijn, zelfs de duidelijkste en strengste wet nooit alle misbruiken op het gebied van kansspelen zal kunnen voorkomen. Hoe gaat men bijvoorbeeld verhinderen dat spelers en de cafébaas het op een akkoordje gooien dat iedere gespeelde jeton ten minste 50 000 frank winst kan opbrengen of dat twee personen een groot bedrag verwedden op de uitslag van een sportwedstrijd ?

De spreker komt tot de slotsom dat een aantal regularisatiemaatregelen nodig zijn, maar dat betekent niet dat men in excessen mag vervallen, zoals bijvoorbeeld het eisen van een vergunning voor jeugdbewegingen.

In tegenstelling met wat met casino's en speelautomatenhallen mogelijk is, kan men van caféhouders niet eisen dat zij de ruimte die voor de exploitatie van kansspelen dient (en waarvan de toegang verboden is voor minderjarigen) streng zouden scheiden van de ruimten die een andere bestemming hebben (de gelagzaal of bijvoorbeeld een bijgebouw waar de leden van een jeugdbeweging vergaderen). Zo'n indeling zou te veel kosten meebringen voor de uitbaters van drankgelegenheden en de controle zou er hoegegaamd niet door worden vergemakkelijkt.

In het zonet gegeven voorbeeld zijn de in artikel 54, § 1, van het ontwerp opgenomen beschermingsmaatregelen uiteraard van toepassing op de minderjarigen, wat impliceert dat zij niet aan kansspelen mogen deelnemen in kansspelinrichtingen klasse III.

*M. Tavernier* revient sur la proposition d'amendement formulée par M. Eerdekkens. Il estime que la technique de la loi-cadre ne peut s'appliquer qu'aux nouvelles matières pour lesquelles le législateur ne dispose que de peu ou pas d'expérience. Or, la problématique des jeux de hasard et les dangers qui y sont liés sont suffisamment connus. Les présentes dispositions doivent donc être complétées et davantage détaillées, sans pour autant nécessairement reprendre l'ensemble du texte proposé par M. Eerdekkens.

À cet égard, le membre demande au gouvernement de préciser ses intentions avant que le parlement ne se prononce définitivement sur le projet de loi. Quels seront les types et le nombre de jeux autorisés pour chacune des classes d'établissements de jeux de hasard ? Quels seront les montants maximums de la mise, de la perte et du gain pour chaque possibilité de jeu, éventuellement par période de jeu ? Quelles seront les possibilités d'accès réservées aux mineurs, notamment dans les établissements de classe III ?

*M. Schoeters* propose de maintenir l'article 8 du projet de loi, qui habilite le Roi à fixer le montant maximum de la mise, de la perte et du gain dans le chef des joueurs et des parieurs, éventuellement par période de jeu à déterminer par Lui. Cet article pourrait néanmoins être complété par une disposition selon laquelle le montant maximum fixé par le Roi ne peut en aucun cas dépasser le montant de X francs (à déterminer par la commission).

*Le représentant du ministre de la Justice* indique que le gouvernement entend se baser sur la liste des appareils de jeu dont l'exploitation est autorisée par l'arrêté royal du 13 janvier 1975. Cette liste sera uniquement adaptée en fonction des nombreuses innovations technologiques en la matière.

L'intervenant ne formule aucune objection de principe concernant la dernière proposition d'amendement de M. Eerdekkens. Il soulève toutefois plusieurs objections techniques. M. Eerdekkens propose d'inscrire dans la loi que sont seuls autorisés les jeux visés par l'arrêté royal du 13 janvier 1975. Or, l'article 73 du projet de loi abroge la loi du 24 octobre 1902 si bien que ses arrêtés d'exécution seront automatiquement sans objet à la date d'entrée en vigueur de cette disposition.

Quant au montant maximum autorisé de la mise, de la perte et du gain (par exemple 500 francs par heure), plusieurs précisions doivent être apportées : ce montant doit-il être considéré comme une moyenne ? Si oui, sur quelle base ce montant est-il calculé ? La période de jeu est-elle définie en fonction d'un nombre de jours ou de parties ?

Vu la complexité et la technicité de la problématique, le gouvernement souhaite élaborer une règle-

*De heer Tavernier* komt terug op het door de heer Eerdekkens voorgestelde amendement. Volgens hem is het uitvaardigen van een kaderwet alleen mogelijk voor nieuwe aangelegenheden waarmee de wetgever nauwelijks of geen ervaring heeft. Het vraagstuk van de kansspelen en de daarmee gepaard gaande gevaren is evenwel voldoende bekend. De ter bespreking voorliggende bepalingen moeten derhalve worden aangevuld en verder uitgewerkt, zonder dat het daartoe nodig is de volledige, door de heer Eerdekkens voorgestelde tekst over te nemen.

In dat verband vraagt het lid of de regering haar intenties niet nader kan preciseren, vooraleer het parlement zich definitief over het wetsontwerp uitspreekt. Hoeveel en welke types van kansspelen zullen de verschillende klassen van kansspelinrichtingen elk mogen aanbieden ? Wat zullen de maximumbedragen zijn voor de inzet, het verlies en de winst voor elke mogelijke spelvorm — eventueel rekening houdend met de speelduur ? Welke mogelijkheden zullen worden geboden aan de minderjaren, wat de toegang tot met name kansspelinrichtingen klasse III betreft ?

*De heer Schoeters* stelt voor artikel 8 van het wetsontwerp te handhaven. Op grond van dat artikel mag de Koning het maximumbedrag bepalen van de inzet, het verlies en de winst van de spelers en gokkers, waarbij eventueel rekening wordt gehouden met de door Hem vast te leggen speelduur. Niettemin zou dat artikel kunnen worden aangevuld met een bepaling volgens welke het door de Koning vastgelegde maximumbedrag in geen geval hoger mag liggen dan X frank (nader door de commissie te bepalen).

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* stipt aan dat de regering zich baseert op de lijst van speelapparaten die overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 januari 1975 mogen worden geëxploiteerd. Die lijst zal alleen worden aangepast aan de talrijke technologische innovaties op dit vlak.

De spreker heeft niets principieels aan te merken op het laatste, door de heer Eerdekkens voorgestelde amendement. Wel heeft hij een aantal bezwaren van technische aard. De heer Eerdekkens stelt voor om in de wet een bepaling in te voegen volgens welke alleen de bij het koninklijk besluit van 13 januari 1975 bedoelde spelen toegestaan zijn. Artikel 73 van het ontwerp strekt evenwel tot opheffing van de wet van 24 oktober 1902, wat impliceert dat de overeenkomstig die wet uitgevaardigde uitvoeringsbesluiten bij de inwerkingtreding van deze bepaling automatisch vervallen.

In verband met het bedrag dat maximaal mag worden ingezet, gewonnen en verloren (bijvoorbeeld vijfhonderd frank per uur) rijzen nog een aantal vragen : moet dat bedrag als een gemiddelde worden beschouwd ? Zo ja, wat is dan de berekeningsgrondslag van dat bedrag ? Wordt de speelduur omschreven afhankelijk van het aantal dagen of het aantal spelbeurten ?

Deze aangelegenheid is zo technisch en zo complex dat de regering voor de uitwerking van een regeling

mentation en collaboration avec la commission des jeux de hasard et un groupe d'experts.

Par ailleurs, l'orateur considère que le présent projet de loi offre toutes les garanties nécessaires en matière de protection des joueurs et parieurs. Ainsi, l'article 39 du projet de loi limite déjà à deux le nombre de jeux de hasard autorisés dans un établissement de classe III. En outre, le projet prévoit un ensemble de sanctions pénales, dont des amendes et des peines de prison (articles 63 à 65). L'interdiction de l'exercice de certains droits pourra également être prononcée conformément à l'article 33 du Code pénal (article 66). Dans tous les cas d'infractions, seront confisqués : les fonds ou effets exposés au jeu ainsi que les meubles, instruments, ustensiles et appareils employés ou destinés au service des jeux (article 67).

*Le représentant du ministre des Finances* estime que si la commission souhaite fixer dans la loi des limitations en matière de mise, de gain et de perte, comme cela est le cas dans d'autres pays, le texte proposé par M. Eerdekkens est insuffisant.

L'orateur rappelle, par exemple, que l'article 2 de l'arrêté royal du 13 janvier 1975 prévoit des limitations de mise et de gain pour les bingos : l'enjeu maximum est de 250 francs par partie; une seule bille supplémentaire peut être acquise par partie pour un prix qui ne peut dépasser l'enjeu maximum autorisé. Les possibilités de gain ne peuvent en aucun cas dépasser quatre mille fois la mise de base, soit (5 francs X 4 000 =) 20 000 francs. Ces limitations de mise et de gain, fixées en 1991, correspondent mathématiquement et statistiquement à une perte horaire moyenne d'environ 1 000 à 1 100 francs. Tout dépend bien évidemment de l'habileté du joueur et du montant de la mise.

La législation pourrait également prévoir des pourcentages de paiement moyens, ainsi que fixer une limite aux pertes enregistrées par heure de jeu.

Toutefois, vu la complexité du dossier, il serait peut-être plus sage, comme le propose le représentant du ministre de la Justice, de laisser au Roi le soin de dicter les conditions et les contraintes techniques en ces matières.

*M. Eerdekkens* fait remarquer qu'une des causes de la criminalité est sans conteste le jeu et les pertes importantes auxquelles s'exposent certains joueurs. C'est pourquoi il souhaite que le projet de loi soit amendé de manière à offrir davantage de garanties pour la protection des joueurs. Il insiste pour que le Roi soit tenu, dans le cadre de l'habilitation qui lui est conférée, par un certain nombre de règles de principe énoncées par le législateur (notamment en ce qui concerne la limitation des mises, gains et

terzake een beroep wil doen op de kansspelcommissie en een groep deskundigen.

Voor het overige is de spreker van mening dat het ter bespreking voorliggende wetsontwerp alle nodige garanties biedt om de spelers en de gokkers afdoend te beschermen. Zo is het aantal in een inrichting klasse III toegestane kansspelen krachtens artikel 39 van het wetsontwerp nu reeds beperkt tot twee. Bovendien voorziet het ontwerp in een aantal strafrechtelijke sancties, waaronder geldboetes en gevangenisstraffen (de artikelen 63 tot 65). Artikel 66 bepaalt dat het, overeenkomstig artikel 33 van het Strafwetboek, zelfs mogelijk is iemand uit bepaalde rechten te ontzetten. « Bij elke vorm van overtreding worden het bij het spel ingezette geld, de daarmee gelijkgestelde papieren, de meubelen, de instrumenten, het gereedschap en de toestellen gebruikt bij of bestemd voor de spelen verbeurdverklaard » (artikel 67).

*De vertegenwoordiger van de minister van Financiën* vindt de door de heer Eerdekkens voorgestelde tekst ontoereikend, als het de bedoeling is van de commissie om, in navolging van andere landen, andere beperkingen inzake de inzet de winst en het verlies in de wet op te nemen.

De spreker brengt in herinnering dat bijvoorbeeld artikel 2 van het koninklijk besluit van 13 januari 1975 beperkingen oplegt inzake de inzet voor het bingoospel : de maximale inzet bedraagt 250 frank per spel; soms is het mogelijk per spel één bijkomende bal te verkrijgen, tegen een prijs die niet hoger mag liggen dan de toegestane maximuminzet. De winstmogelijkheden mogen in geen geval hoger liggen dan vierduizend maal de basisinzet, dat wil zeggen twintigduizend frank (vijf maal vierduizend). Statistisch en mathematisch komen die in 1991 vastgelegde beperkingen inzake inzet en winst overeen met een gemiddeld uurverlies van 1 000 à 1 100 frank. Uiteraard hangt alles af van de behendigheid van de speler en het bedrag van de inzet.

Het ware eveneens interessant mocht de wet voorzien in gemiddelde betalingspercentages, alsook in een beperking van de verliezen per speeluur.

Aangezien het dossier evenwel zo complex is, ware het wellicht aan te bevelen de suggestie van de vertegenwoordiger van de minister van Justitie te volgen en derhalve de Koning te machtigen om de technische voorwaarden en beperkingen dienaangaande vast te leggen.

*De heer Eerdekkens* merkt op dat de kansspelen en de zware verliezen die bepaalde spelers soms oplopen, ongetwijfeld mee aan de basis liggen van de criminaliteit. Daarom had hij graag een aantal amendementen aangenomen gezien, waardoor het wetsontwerp meer waarborgen zou bieden op het stuk van de bescherming van de spelers. In zijn ogen zou de Koning in het raam van de Hem verleende machting hoe dan ook rekening moeten houden met een aantal door de wetgever vooropgezette prin-

pertes dans les établissements de jeux de hasard de classe II et III).

*M. Fournaux présente un amendement (n° 45, Doc. n° 1795/5) tendant à remplacer l'article 6 par une nouvelle disposition répartissant les établissements de jeux de hasard en deux classes :*

— les établissements de classe I ou casinos comprenant les jeux classiques de casino ainsi que les machines à sous;

— les établissements de classe II ou luna-parks et cafés, comprenant les jeux d'amusement qui ne permettent en aucune manière d'excéder une mise de 500 francs par heure et par type de jeu.

Le Roi est habilité à autoriser sous conditions la présence de jeux d'amusement dans les luna-parks ou cafés.

Afin de pouvoir organiser un contrôle efficace, l'orateur suggère de limiter au maximum les mises autorisées dans les établissements de classe II (cafés et luna-parks) et de réservier aux casinos les jeux comportant des risques plus importants, les modalités de contrôle y étant nettement plus sévères.

Comme indiqué *supra*, un agent du fisc est présent en permanence dans chacun des casinos. De plus, la liste des personnes qui se présentent dans un tel établissement fait également l'objet de contrôles. Une personne fichée dans un des huit casinos ne peut plus fréquenter aucun des sept autres établissements. Se rendre dans un casino représente donc un acte mûrement réfléchi par le joueur, qui adapte dès lors son comportement en conséquence.

Dans ce contexte, M. Fournaux souligne que la moyenne des mises dans les casinos belges est de 5 000 francs par personne et par soirée.

L'intervenant fait remarquer que la Belgique est un petit pays qui doit faire face à la concurrence accrue des pays voisins, ceux-ci autorisant les jeux automatiques dans leurs casinos. Prendre une mesure semblable dans notre pays permettrait d'organiser le jeu de manière plus sûre, tant pour le citoyen que pour l'État.

*Le représentant du ministre des Finances précise que le ministère des Finances est actuellement chargé du contrôle de terrain.*

Dans les casinos, un agent de l'administration est en principe présent dans chacun des établissements depuis l'ouverture jusqu'à la fermeture des tables. Il s'agit d'une des conditions imposées aux exploitants de casinos en échange de la tolérance des parquets généraux dans ce qu'il est convenu d'appeler le *modus vivendi* de 1935. Toutefois, la tâche de ces agents du fisc est précise et limitée, son objectif principal étant de contrôler les éléments qui doivent servir à percevoir l'impôt. Il ne leur appartient pas de contrôler les listes d'entrée ni de vérifier si les conditions du *modus vivendi* sont effectivement respectées. Cette tâche est confiée à la police judiciaire, qui exerce cependant ce contrôle de manière plus sporadique.

cipiele regels (met name wat de beperkingen inzake de inzet, de winst en de verliezen in de spelinrichtingen klasse II en III betreft).

*De heer Fournaux dient amendement n° 45 (Stuk n° 1795/5) in, dat ertoe strekt artikel 6 te vervangen door een nieuwe bepaling krachtens welke de kansspelinrichtingen in twee klassen worden ingedeeld :*

— de inrichtingen klasse I of de casino's, met de klassieke casinospelen alsmede de slotmachines;

— de inrichtingen klasse II of de lunaparken en cafés, met amusementsspelen waarbij het in geen geval mogelijk is het bedrag van 500 frank per speluur en per speltype te overschrijden.

De Koning is gemachtigd om onder bepaalde voorwaarden amusementsspelen toe te staan in lunaparken of cafés.

Met het oog op een doeltreffende controle suggerert de spreker om in de inrichtingen klasse II (cafés en lunaparken) de toegestane inzet zo veel mogelijk te beperken en de spelen met grotere risico's voor te behouden voor de casino's, waar de voorwaarden inzake controle heel wat strenger zijn.

Zoals hierboven werd aangestipt, is in alle casino's permanent een belastingambtenaar aanwezig. Bovendien wordt ook de lijst gecontroleerd van mensen die dergelijke inrichtingen bezoeken. Iemand die in het bestand van een van de acht casino's voorkomt, mag zich niet meer in een van de zeven andere inrichtingen aanmelden. Een speler die een casino binnenstapt, heeft daar dus grondig over nagedacht en past zijn gedrag aan die keuze aan.

In die context beklemtoont de heer Fournaux dat in de Belgische casino's per avond en per persoon gemiddeld 5 000 frank wordt ingezet.

De spreker stipt aan dat België een klein land is en dat de concurrentie met de buurlanden verscherpt, want daar mogen casino's wel automatische spelen aanbieden. Zo zulks ook in België zou mogen, zou de sector van de kansspelen op een manier kunnen worden georganiseerd die zowel de overheid als de burger meer zekerheid biedt.

*De vertegenwoordiger van de minister van Financiën* preciseert dat thans het ministerie van Financiën belast is met de controle op de casino's.

In principe is in elk casino een ambtenaar van de fiscus aanwezig, van zodra de speeltafels toegankelijk zijn tot wanneer ze worden gesloten. Zulks is een van de voorwaarden die de casino-exploitanten krijgen opgelegd tegenover de « tolerantie » van de paretten-generaal, als onderdeel van de zogenoemde *modus vivendi* van 1935. De taak van die ambtenaren is evenwel precies en beperkt; hun belangrijkste opdracht is toeziend op de elementen waarop de inning van de belastingen moet berusten. Het komt hun evenwel niet toe controles uit te voeren op de aanwezigheidslijsten, noch na te gaan of de voorwaarden van de *modus vivendi* wel degelijk in acht worden genomen; dat is de taak van de gerechtelijke politie, die dergelijke controles evenwel sporadischer uitvoert.

Le nombre de luna-parks a explosé ces dernières années. Jusqu'en 1992-1993, ces établissements se concentraient essentiellement à la côte, ainsi qu'à Anvers, Bruxelles et dans les régions très touristiques.

Cette évolution a nécessité de nouvelles modalités de contrôle, définies de manière précise en 1996 par une circulaire de l'administration des Contributions directes et appliquées par les services de recherche. Vu la fulgurance des progrès technologiques, l'orateur souligne l'importance de développer une forme de contrôle informatisée.

Enfin, le contrôle dans les cafés est assuré par les agents de l'administration des Douanes et Accises. Depuis sa création, l'administration de la Fiscalité des Entreprises et des Revenus a repris les tâches de recherche locale. Les contrôles sont effectués de manière ponctuelle. Ils sont devenus plus sévères ces derniers mois.

L'intervenant estime qu'il existe très peu d'appareils illégaux en Belgique. Il rappelle que lors de l'opération « *Indian Summer* », 107 appareils de jeu ont été placés sous scellés sur un total de 10 000 appareils contrôlés, soit 1 % d'infractions. La plupart des appareils saisis faisaient déjà l'objet d'une surveillance de la part de l'administration, qui aurait très certainement pris une initiative en la matière si les parquets n'avaient pas entamé cette action.

Concernant la distinction entre les jeux d'adresse et les jeux de hasard, l'orateur indique qu'il suffit aujourd'hui que l'élément « adresse » soit prépondérant (51 %) pour qu'un jeu soit considéré comme un jeu d'adresse d'un point de vue pénal, même si, dans la pratique, l'adresse constitue un élément secondaire dans la détermination du résultat du jeu.

La définition du jeu de hasard proposée à l'article 2 du projet de loi devrait mettre un terme aux discussions relatives à la nature des jeux qui associent des caractéristiques propres aux jeux de hasard et aux jeux d'adresse. En outre, l'exploitant sera tenu d'obtenir une licence d'agrément préalable (articles 25 et suivants du projet de loi).

L'intervenant considère également comme une importante amélioration la limitation à deux du nombre d'appareils de jeu autorisés dans les débits de boissons, et ce de manière à éviter les drames sociaux (article 39 du projet de loi).

Comme l'a indiqué le représentant du ministre de la Justice, le gouvernement entend se baser sur la liste des appareils de jeu dont l'exploitation est autorisée par l'arrêté royal du 13 janvier 1975. Ainsi, seuls deux jeux de bingo pourront être installés dans les débits de boissons. Le contrôle sera renforcé par le biais d'un contrôle informatique *on-line*, qui devrait permettre de déterminer de manière précise le montant des recettes.

*Les représentants des ministres de la Justice et des Finances* ajoutent que le gouvernement ne souhaite

De jongste jaren is het aantal lunaparken fors toegenomen. Tot 1992-1993 waren dergelijke inrichtingen vooral aan de kust te vinden, alsmede in Antwerpen, Brussel en in de meer toeristische centra.

Die ontwikkeling heeft aangepaste controlemogelijkheden gevergd, die in 1996 nauwkeurig werden bepaald bij een circulaire van de administratie der directe Belastingen; de opsporingsdiensten zien toe op de naleving ervan. De spreker is gewonnen voor een geautomatiseerde controle, gelet op de razendsnelle technologische ontwikkelingen.

Tot slot voeren de ambtenaren van de administratie der Douane en Accijnzen controles uit in de cafés. Sinds de oprichting van de administratie van de Ondernemings- en Inkomensfiscaliteit worden de taken inzake lokale opsporing door die instantie uitgevoerd. Die controles worden gericht uitgevoerd; de jongste maanden zijn ze strenger geworden.

Volgens de spreker worden in België maar heel weinig illegale toestellen gebruikt. Hij brengt in herinnering dat bij de operatie *Indian Summer* op een totaal van 10 000 gecontroleerde speeltoestellen 107 toestellen werden verzegeld; dat komt dus neer op zowat 1 % overtredingen. De meeste van die in beslag genomen toestellen lagen al in het vizier van de administratie die terzake zeker initiatieven zou hebben genomen mochten de parketten die operatie niet hebben uitgevoerd.

Voorts gaat de spreker in op het onderscheid tussen behendigheidsspelen en kansspelen. Krachtens het strafrecht volstaat het dat het aspect « behendigheid » de doorslag geeft (51 %) om het spel als behendigheidsspel aan te merken, ook al is behendigheid in de praktijk van ondergeschikt belang om het resultaat van het spel te bepalen.

In artikel 2 van het wetsontwerp wordt een definitie van « kanospel » gehanteerd die een einde zou moeten maken aan de onduidelijkheid inzake de aard van de spelen waarbij kenmerken van kansspelen en behendigheidsspelen samenvloeien. Bovendien behoort de exploitant vooraf een vergunning te verkrijgen (artikel 25 en volgende van het wetsontwerp).

De spreker vindt het ook positief dat het aantal in drankgelegenheden toegestane speeltoestellen wordt beperkt tot twee; zo kunnen sociale drama's worden voorkomen (artikel 39 van het wetsontwerp).

Zoals de vertegenwoordiger van de minister van Justitie heeft aangestipt, is de regering van plan uit te gaan van de lijst met speeltoestellen waarvan de exploitatie krachtens het koninklijk besluit van 13 januari 1975 is toegestaan. In drankgelegenheden zullen aldus maar twee bingospelen mogen worden geïnstalleerd. De controle zal worden verscherpt door een geautomatiseerde *on line*-controle, waardoor het bedrag van de ontvangsten precies kan worden bepaald.

*De vertegenwoordigers van de ministers van Justitie en van Financiën* voegen eraan toe dat de regering

pas modifier la réglementation actuelle en ce qu'elle interdit l'exploitation de jackpots.

Compte tenu de la discussion qui précède, *M. Eerdekkens* envisage de présenter un amendement (sous une forme adaptée) visant à permettre uniquement les jeux d'adresse dans les débits de boisson. Il ne sera toutefois pas aisément établi précisément la distinction entre un jeu de hasard et un jeu d'adresse par le biais d'un arrêté royal (voir la discussion de l'article 8).

*Le représentant du ministre des Finances* répète que l'article 2 du projet de loi à l'examen apporte une solution à ce problème. Un jeu ou un pari est considéré comme un jeu de hasard dès qu'il répond à la définition figurant au 1°. La proposition de *M. Eerdekkens* aurait pour conséquence que tous les jeux de bingo devraient être retirés des débits de boisson. Si tel était véritablement l'objectif, il serait préférable de supprimer purement et simplement la classe III !

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 36 de *M. Eerdekkens* est retiré.

L'amendement n° 45 de *M. Fourneaux* est rejeté à l'unanimité.

L'article 6 est adopté à l'unanimité.

#### Art. 7

*M. Eerdekkens* présente un amendement (n° 47, Doc. 1795/5) tendant à supprimer la dernière phrase de cet article. Il estime que le Roi ne peut être lié par quelque avis que ce soit. Pourquoi devrait-il motiver sa décision de ne pas suivre l'avis de cette commission composée essentiellement de fonctionnaires ?

*MM. Olaerts et Schoeters* appuient cet amendement. Bien que la motivation des actes administratifs soit, en principe, une bonne chose, il est inadmissible que le chef du pouvoir exécutif doive motiver sa décision de déroger à un avis.

*M. Eerdekkens* précise que chaque arrêté royal contient un rapport au Roi, qui expose les raisons motivant la prise de l'arrêté. Dans ce rapport, le gouvernement explique pourquoi il estime que la mesure que vise à prendre l'arrêté sert l'intérêt général. L'article 7 du projet à l'examen va toutefois beaucoup plus loin. Le risque est réel que de telles dispositions donnent au Conseil d'État un nouveau fondement juridique pour l'annulation d'un arrêté royal.

Il est du reste curieux que, selon le texte de l'article 7 à l'examen, le Roi ne doive motiver sa décision que si il ne suit pas l'avis de cette commission.

de la vigerende regelgeving niet wil bijstellen aangezien die de exploitatie van jackpots verbiedt.

Gelet op de voorgaande besprekking overweegt *de heer Eerdekkens* de indiening van een amendement (in een aangepaste vorm) dat ertoe strekt enkel behendigheidsspelen toe te laten in drankgelegenheden. Het zal echter niet gemakkelijk zijn om bij koninklijk besluit het onderscheid tussen een kansspel en een behendigheidsspel precies te bepalen (zie besprekking artikel 8).

*De vertegenwoordiger van de minister van Financiën* herhaalt dat dit probleem opgelost wordt door artikel 2 van het voorliggende wetsontwerp. Van zodra een spel of weddenschap aan de onder punt 1° bepaalde definitie beantwoordt wordt het als een kansspel beschouwd. Het voorstel van de heer Eerdekkens zou impliceren dat alle bingospelen uit de drankgelegenheden zouden moeten worden verwijderd. Indien dit werkelijk de bedoeling zou zijn kan men beter klasse III gewoonweg afschaffen !

\*  
\* \* \*

Amendement n° 36 van de heer Eerdekkens wordt ingetrokken.

Amendement n° 45 van de heer Fourneaux wordt eenparig verworpen.

Artikel 6 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 7

*De heer Eerdekkens* stelt bij amendement n° 47 (Stuk nr 1795/5) voor de laatste zin van dit artikel weg te laten. Volgens hem behoort de Koning niet gebonden te zijn door welk advies ook. Waarom zou Hij zijn beslissing om het advies van die — hoofdzakelijk uit ambtenaren bestaande — commissie niet te volgen, met redenen moeten omkleden ?

*De heren Olaerts en Schoeters* steunen het amendement. Hoewel de verplichting tot motivering van bestuurshandelingen in principe een goede zaak is, gaat het niet op dat het hoofd van de uitvoerende macht zou moeten motiveren waarom hij van een advies afwijkt.

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat elk koninklijk besluit een toelichting omvat, waarin de motivering ervan wordt weergegeven. In deze toelichting legt de regering uit waarom de in het koninklijk besluit getroffen maatregel volgens haar het algemeen belang dient. Artikel 7 van het voorliggende wetsontwerp gaat echter veel verder. Het gevaar bestaat dat met dergelijke bepalingen een nieuwe rechtsgrond wordt geschapen voor een mogelijke vernietiging van een koninklijk besluit door de Raad van State.

Het is overigens merkwaardig dat de Koning volgens de voorliggende tekst van artikel 7 zijn beslissing alleen zou moeten motiveren ingeval Hij het advies niet volgt.

*MM. Olaerts et Didden* demandent ce que signifient exactement les mots « pour autant qu'il motive sa décision ».

*Le représentant du ministre de la Justice* souligne que les deux dernières phrases de l'article 7 ont été ajoutées, par amendement, au cours de la discussion en commission du Sénat (Voir Doc. Sénat n° 1-419/17, pp. 79-82). Cet amendement visait à obliger le gouvernement à indiquer, le cas échéant, pourquoi il ne tient pas compte de l'avis de la commission. Le représentant du ministre ne formule toutefois aucune objection à l'encontre de l'amendement de M. Eerdekkens visant à supprimer la dernière phrase.

*M. Van Belle* estime qu'un avis ne peut jamais être obligatoire. Il n'est pas admissible, d'un point de vue légitique, que le Roi ne peut s'écarte d'un avis que s'il motive sa décision.

*M. Dufour* abonde dans le même sens. Il serait préférable de supprimer la dernière phrase de l'article 7.

*M. Olaerts* propose que la commission des jeux de hasard rende un avis *obligatoire*. Dans ce cas, le texte de l'article 7 pourrait, pour le surplus, être maintenu tel quel (il suffirait d'insérer le mot « obligatoire » après le mot « avis »).

*La commission* décide d'accepter l'amendement n° 47 de M. Eerdekkens. Le délai de trois mois, inséré par le Sénat, est donc maintenu, l'avis demeure *non contraignant*, mais l'obligation de motiver toute décision dérogeante à l'avis est supprimée.

Il est clair que si la commission des jeux de hasard ne rend pas d'avis dans les trois mois, le gouvernement peut prendre sans délai l'arrêté royal visé à l'article 7.

*M. Eerdekkens* se demande si cet article ne doit pas prévoir l'obligation de faire confirmer un tel arrêté royal dans les six mois par le parlement.

*MM. Didden et Schoeters* ne sont pas favorables à une telle obligation. La délégation au Roi opérée par l'article 7 n'est pas à ce point importante qu'il faille prévoir une confirmation ultérieure par le parlement !

*M. Tavernier* estime qu'une telle confirmation ne s'impose que pour les arrêtés royaux pris en application de pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement.

\*  
\*   \*

L'amendement n° 47 de M. Eerdekkens est adopté par 8 voix et une abstention.

L'article, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

*De heren Olaerts en Didden* vragen wat precies verstaan wordt onder « met redenen omklede beslissingen ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat de laatste twee zinnen van artikel 7 tijdens de besprekking in de Senaatscommissie bij amendement werden toegevoegd (cf. Stuk Senaat, n° 1-419/17, blz. 79-82). De bedoeling van deze amending was dat de regering desgevallend de redenen zou moeten opgeven waarom zij afwijkt van het advies van de commissie. De vertegenwoordiger van de minister heeft echter geen bezwaar tegen het amendement van de heer Eerdekkens om de laatste zin opnieuw te schrappen.

*De heer Van Belle* is van oordeel dat een advies steeds vrijblijvend moet zijn. Een advies waarvan de Koning slechts kan afwijken mits hij Zijn beslissing motiveert is uit legistiek oogpunt niet aanvaardbaar.

*De heer Dufour* sluit zich daarbij aan. De laatste zin van artikel 7 kan beter worden weggelaten.

*De heer Olaerts* stelt voor dat de kansspelcommissie een *bindend* advies zou verlenen. In dat geval kan de tekst van artikel 7 voor het overige ongewijzigd worden behouden (enkel het woord « bindend » invoegen tussen de woorden « een » en « binnen »).

*De commissie* beslist om het amendement n° 47 van de heer Eerdekkens te aanvaarden. De in de Senaat toegevoegde termijn van drie maanden blijft dus behouden, het advies blijft *niet bindend*, maar de verplichting om een afwijkende beslissing met redenen te omkleden vervalt.

Indien de kansspelcommissie binnen de drie maanden geen advies geeft kan de regering uiteraard zonder verwijl het in artikel 7 bedoelde koninklijk besluit nemen.

*De heer Eerdekkens* vraagt zich af of in dit artikel geen verplichting moet worden ingeschreven om dergelijk koninklijk besluit binnen de zes maanden door het parlement te doen bekraftigen.

*De heren Didden en Schoeters* zijn geen voorstander van dergelijke verplichting. De in artikel 7 aan de Koning opgedragen bevoegdheid lijkt niet dermate ruim dat zij achteraf door het parlement zou moeten worden bekraftigd !

*De heer Tavernier* is van oordeel dat dergelijke bekraftiging enkel vereist is voor koninklijke besluiten, genomen op grond van aan de regering verleende bijzondere machten.

\*  
\*   \*

Amendement n° 47 van de heer Eerdekkens wordt aangenomen met 8 stemmen en één onthouding.

Het aldus gewijzigde artikel 7 wordt eenparig aangenomen.

## Art. 8

*M. Didden* renvoie à la discussion de l'article 6. Si la Commission décide de supprimer la classe III, il conviendra d'adapter également le texte de l'article 8.

*Le gouvernement* présente un *amendement* (n° 18, Doc. n° 1795/5) tendant à compléter cet article par ce qui suit : « Il est toujours interdit de connecter deux ou plusieurs appareils entre eux en vue d'octroyer un prix unique. »

*Le représentant du ministre de la Justice* précise que cet amendement a pour objet de faire édicter par le législateur lui-même l'interdiction insérée par la commission du Sénat (cf. Doc. n° 1-419/17, p. 167, article 57) dans l'article 61, alinéa 1<sup>er</sup> (comme une mesure à prendre par le Roi). Par suite de l'insertion de cette interdiction à l'article 8 (et de sa suppression à l'article 61 — cf. amendement n° 27) et de la modification de l'article 63 qui est également proposée par le gouvernement (cf. amendement n° 29), les éventuelles infractions à cette interdiction sont désormais aussi assorties d'une sanction pénale.

Cette interdiction vise toute connexion à l'intérieur d'un établissement de jeux, mais aussi entre des établissements différents. Il s'agit donc d'une mesure destinée à protéger les joueurs.

*M. Schoeters* ne comprend pas pourquoi le texte de l'amendement prévoit que le Roi doit définir les modalités d'une telle interdiction (absolue). À quoi bon préciser ce qui est purement et simplement interdit ?

*Le représentant du ministre de la Justice* annonce que le gouvernement présentera un sous-amendement afin de supprimer la disposition inutile.

*L'amendement* n° 44 de *M. Eerdekkens* (Doc. n° 1795/5) vise à apporter les deux modifications suivantes à l'article 8 :

A) Insérer l'alinéa suivant avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« Dans un établissement de jeux de hasard de classe III, le montant des mises, gains et pertes liés à l'utilisation des jeux ne peut en aucune manière excéder le montant de 500 francs par heure de jeu et par type de jeux. Le non-respect entraîne la fermeture de l'établissement. ».

B) Dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, supprimer les mots « et III ».

*L'amendement* n° 48 du même auteur (Doc. n° 1795/5) vise à compléter l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, comme suit :

« La perte que peut subir un joueur de par l'utilisation, ou la participation à, des jeux de hasard exploités dans les établissements de jeux de hasard de classe II doit être nettement inférieure à celle qu'il peut encourir suite à l'utilisation, ou à la participation à, des jeux de hasard exploités dans les établissements de classe I. ».

Ces deux amendements sont retirés au cours de la réunion du 17 mars 1999 et remplacés par un *nouvel amendement* (n° 57, Doc. n° 1795/7) du même auteur limitant les pertes du joueur à 2 500 francs par jour au maximum.

## Art. 8

*De heer Didden* verwijst naar de besprekking van artikel 6. Indien de commissie tot de weglatting van klasse III beslist, zal ook de tekst van artikel 8 moeten worden aangepast.

*De regering* dient *amendement* n° 18 (Stuk n° 1795/5) in, dat ertoe strekt dit artikel aan te vullen als volgt : « Het is steeds verboden om twee of verschillende apparaten op elkaar aan te sluiten met het oog op het toekennen van één prijs. ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat dit amendement het door de Senaatscommissie (cf. Stuk n° 1-419/17, blz. 167, artikel 57) in artikel 61, eerste lid (als een door de Koning te nemen maatregel) ingevoerde verbod door de wetgever zelf wil doen uitvaardigen. Door de opname van dit verbod in artikel 8 (en de schrapping ervan in artikel 61 — cf. amendement n° 27) en de door de regering eveneens voorgestelde wijziging van artikel 63 (cf. amendement n° 29) wordt voortaan ook in een strafsanctie voorzien voor eventuele inbreuken op dit verbod.

Dit verbod slaat zowel op een aansluiting binnen eenzelfde kansspelinrichting als op een aansluiting tussen verschillende inrichtingen. Het gaat dus om een maatregel om de spelers te beschermen.

*De heer Schoeters* begrijpt niet waarom, luidens de tekst van het amendement, voor dergelijk (absoluut) verbod nog door de Koning modaliteiten moeten worden vastgelegd. Wat gewoonweg verboden is hoeft toch niet nader te worden toegelicht ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* kondigt aan dat de regering een subamendement in die zin zal indienen.

*Amendement* n° 44 van *de heer Eerdekkens* (Stuk n° 1795/5) strekt ertoe in artikel 8 twee wijzigingen aan te brengen :

A) vóór het eerste lid het volgende lid invoegen :

« In een kansspelinrichting klasse III mag het bedrag van de inzet, de winsten en de verliezen die verband houden met het gebruik van de spelen in geen geval hoger liggen dan 500 frank per speluur en per speltype. De overtreding van deze regel heeft de sluiting van de instelling tot gevolg. ».

B) in het eerste lid de woorden « en III » weglaten.

*Amendement* n° 48 van *dezelfde indiener* (Stuk n° 1795/5) strekt ertoe artikel 8, eerste lid aan te vullen als volgt :

« Het verlies dat een speler kan lijden ingevolge het gebruik van of de deelname aan kansspelen die worden geëxploiteerd in een kansspelinrichting klasse II, moet duidelijk lager liggen dan het verlies dat hij kan lijden ingevolge het gebruik van of de deelname aan kansspelen die worden geëxploiteerd in een kansspelinrichting klasse I. ».

Deze beide amendementen worden tijdens de vergadering van 17 maart 1999 ingetrokken en vervangen door een *nieuw amendement* (n° 57, Stuk n° 1795/7) van dezelfde auteur waarbij het maximumverlies per dag wordt beperkt tot 2 500 frank.

*M. Leterme* présente un sous-amendement (n° 76, Doc. n° 1795/7) tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « Le joueur ou le parieur ne peut subir en moyenne une perte supérieure à 800 francs par heure. ».

L'auteur précise que le montant de 800 francs a été repris de la législation hollandaise, qui limite la perte maximale à 50 florins.

Bien que les jeux de hasard soient disponibles de 10 à 12 heures par jour, ils ne sont effectivement utilisés que 3 à 4 heures par jour. L'intervenant fait observer qu'il serait difficile d'appliquer l'amendement n° 57 de M. Eerdekkens (faut-il compter 8 heures ou 24 heures pour une journée ?) et que cet amendement n'est d'ailleurs pas réaliste. Il ouvre, en outre la porte à l'exploitation illégale.

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer que dans la loi néerlandaise, il s'agit toujours d'une perte maximale *moyenne*. L'amendement de M. Eerdekkens devrait être complété sur ce point.

*M. Eerdekkens* fait observer que, dans le système proposé par *M. Leterme*, si trois joueurs jouent chacun pendant trois heures à un jeu de hasard, la perte maximale peut encore quand même s'élever à 7 200 francs.

*La commission* marque, à l'unanimité, son accord sur l'amendement de *M. Leterme*, à condition que le montant de la perte *moyenne* du joueur soit ramené à 500 francs par heure.

À la demande de *MM. Arens et Olaerts*, le représentant du ministre de la Justice précise que, tout comme aux Pays-Bas, il doit être techniquement possible de régler les jeux de hasard de telle manière que la perte moyenne par joueur ne puisse excéder 500 francs par heure. Il va de soi que cette perte peut évidemment être plus importante si un joueur quitte prématurément un appareil pour continuer à jouer sur un autre. Etant donné les jeux qui se trouvent dans les luna-parks et les débits de boissons (des billards électroniques du type « bingo »), il est techniquement impossible de jouer en même temps sur deux ou plusieurs appareils. Il n'en va quasi pas toutefois de même dans le cas de « jackpots », mais ceux-ci demeurent évidemment interdits.

\*  
\* \*  
\*

L'amendement n° 18 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

Les amendements n°s 44 et 48 de *M. Eerdekkens* et l'amendement n° 77 de *MM. Eerdekkens et Demotte* sont retirés.

L'amendement n° 76 de *M. Leterme* et l'amendement n° 57 de *M. Eerdekkens*, ainsi sous-amendé, y compris les modifications apportées par la commission (cf. ci-dessus) sont adoptés à l'unanimité.

L'article 8, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

*De heer Leterme* dient op dit amendement *sub-amendement* n° 76 (Stuk n° 1795/7) in, dat het aanvult met de volgende zin : « De speler of gokker kan per uur niet meer verlies lijden dan 800 frank. ».

De indiener geeft aan dat het bedrag van 800 frank wordt overgenomen uit de Nederlandse wetgeving waar het maximum 50 gulden bedraagt.

Hoewel de kansspelen per dag 10 tot 12 uur beschikbaar zijn worden ze gemiddeld slechts 3 tot 4 uur per dag effectief gebruikt. Hij wijst erop dat amendement n° 57 van de heer Eerdekkens moeilijk toepasbaar is (hoe lang duurt een dag : 8 uur of 24 uur ?) en daarenboven niet realistisch. Het zet immers de deur open voor illegale exploitatie.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* merkt op dat het in de Nederlandse wet steeds gaat om een *gemiddeld* maximaal verlies. Het amendement van de heer Eerdekkens moet op dit punt worden aangevuld.

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat wanneer drie spelers ieder drie uur op een kansspel spelen, het totale verlies in de door de heer Leterme voorgestelde regeling nog steeds tot 7 200 frank kan oplopen.

*De commissie* aanvaardt eenparig het subamendement van de heer Leterme mits het *gemiddeld* maximaal verlies op 500 frank per uur wordt gebracht.

Op vragen van *de heren Arens en Olaerts* geeft *de vertegenwoordiger van de minister van Justitie* aan dat het technisch mogelijk moet zijn om, zoals in Nederland trouwens, de kansspelen zo in te stellen dat het *gemiddeld* verlies per speler maximum 500 frank per uur kan bedragen. Wanneer een speler vroegtijdig een toestel verlaat om op een ander toestel verder te spelen kan dit verlies uiteraard hoger oplopen. Met de in de lunaparken en drankgelegenheden aanwezige spelen (trekbiljarten van het type « bingo ») is het technisch bijna niet mogelijk om terzelfdertijd op twee of meerdere toestellen te spelen. Dit is wel mogelijk voor « jackpots », maar die blijven uiteraard verboden.

\*  
\* \*  
\*

Amendement n° 18 van de regering wordt eenparig aangenomen.

De amendementen n°s 44 en 48 van de heer Eerdekkens en amendement n° 77 van de heren Eerdekkens en Demotte worden ingetrokken.

Amendement n° 76 van de heer Leterme en het aldus gesubamendeerde amendement n° 57 van de heer Eerdekkens, met inbegrip van de door de commissie aangebrachte wijzigingen (cf. *supra*) worden eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 8 wordt eenparig aangenomen.

## Art. 9

*Le gouvernement présente un amendement (n° 19, Doc. n° 1795/5) visant à insérer les mots « nommé ci-après la commission, » entre les mots « commission des jeux de hasard, » et les mots « un organisme ».*

*Le représentant du ministre de la Justice précise qu'il s'agit d'une modification d'ordre purement légistique visant à éviter que les mots « la commission des jeux de hasard » doivent chaque fois être répétés dans les autres articles du projet.*

\*  
\*   \*

L'amendement n° 19 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 9, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

## Art. 10

*M. Reynders présente un amendement (n° 15, Doc. n° 1795/4) tendant à compléter le § 2 par l'alinéa suivant :*

« La Région wallonne, la Région flamande et la Région bruxelloise peuvent chacune désigner un représentant qui peut participer à toutes les réunions de la commission. ».

*Le représentant du ministre de la Justice souligne que le projet de loi à l'examen concerne une matière exclusivement fédérale (modification du droit pénal). Il estime que la participation de représentants des régions aux réunions de la commission — fût-ce avec voix consultative — constituerait une complication inutile.*

*M. Schoeters fait observer que, tout bien considéré, ce ne sont pas les régions, mais plutôt les communautés qui exercent des compétences ayant un rapport avec le problème des jeux de hasard.*

*Mme Cornet précise que le texte de l'amendement reprend quasi littéralement le texte de l'arrêté royal du 13 janvier 1975, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1991. Sans cet amendement, l'arrêté royal du 13 janvier 1975 serait dépourvu de son fondement légal, étant donné que la loi initiale du 24 octobre 1902 est abrogée par l'article 73 proposé. Elle estime que la réponse fournie par le ministre de la Justice en commission du Sénat (Doc. n° 1-419/17, p. 88) est insuffisante.*

*M. Tavernier demande ce que ces représentants des régions doivent faire au sein de la commission des jeux de hasard. En quoi les régions sont-elles compétentes en la matière ? L'accompagnement des joueurs pathologiques relève plutôt de la compétence des communautés !*

## Art. 9

*De regering dient amendement n° 19 (Stuk n° 1795/5) in, dat ertoe strekt de woorden « hierna de commissie genoemd » in te voegen tussen de woorden « kansspelcommissie » en « een advies-, beslissings- en controleorgaan ».*

*Volgens de vertegenwoordiger van de minister van Justitie gaat het om een wijziging van zuiver legistieke aard om te vermijden dat in de overige artikelen van het ontwerp telkens het woord « kansspelcommissie » zou moeten worden herhaald.*

\*  
\*   \*

Amendement n° 19 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 9 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

## Art. 10

*De heer Reynders dient amendement n° 15 (Stuk n° 1795/4) in, dat ertoe strekt paragraaf 2 aan te vullen met het volgende lid :*

« Het Brussels Gewest, het Vlaams Gewest en het Waals Gewest kunnen elk een vertegenwoordiger aanwijzen die aan alle vergaderingen van de commissie kan deelnemen. ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie beklemtoont dat het voorliggende wetsontwerp een exclusief federale materie betreft (wijziging van het strafrecht). Het uitbreiden van de commissie met vertegenwoordigers van de gewesten — zij het met raadgevende stem — lijkt hem een nodeloze complicatie.*

*De heer Schoeters merkt op dat, op de keper beschouwd, niet de gewesten maar veeleer de gemeenschappen bevoegdheden hebben die met de problematiek van de kansspelen verband houden.*

*Mevrouw Cornet geeft aan dat de tekst van het amendement nagenoeg ongewijzigd werd overgenomen uit het koninklijk besluit van 13 januari 1975, als gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 juni 1991. Zonder dit amendement verliest het koninklijk besluit van 13 januari 1975 zijn wettelijke basis aangezien de oorspronkelijke wet van 24 oktober 1902 door het voorgestelde artikel 73 wordt opgeheven. Het door de minister van Justitie in de senaatscommissie (Stuk n° 1-419/17, blz. 88) verstrekte antwoord lijkt haar onvoldoende.*

*De heer Tavernier vraagt wat die vertegenwoordigers van de gewesten in de kansspelcommissie moeten doen. Op welk punt zijn de gewesten terzake bevoegd ? De begeleiding van gokverslaafden lijkt veeleer een gemeenschapsbevoegdheid !*

*Mme Cornet* rétorque que les taxes sur les jeux et les paris sont des taxes régionales.

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer que l'arrêté royal du 13 janvier 1975 donne effectivement aux régions la possibilité de désigner ou non un représentant au sein de la commission. À ce moment, il s'agissait toutefois uniquement de l'établissement de la liste de jeux.

À ce moment, il s'agissait toutefois uniquement de l'établissement de la liste de jeux.

*MM. Schoeters, Arens, Eerdekkens, Leterme et Pieters* présentent un amendement (n° 46, Doc. n° 1795/5) tendant à insérer la disposition suivante dans le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, avant le premier tiret : « un représentant francophone et un représentant néerlandophone du ministre de l'Emploi et du Travail; ».

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer que cette commission n'a aucune compétence en matière d'emploi. Il s'en remet toutefois à la sagesse de la commission.

*M. Van Belle* se rallie à l'avis du gouvernement. Le nombre de membres actuel est largement suffisant !

L'amendement est ensuite retiré.

*M. Eerdekkens* présente un amendement (n° 49, Doc. n° 1795/5) tendant à supprimer, dans le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou les magistrats honoraires ». L'auteur ne souhaite pas qu'un magistrat honoraire (c'est-à-dire un magistrat retraité) puisse présider la commission. Il s'agit en effet d'une fonction à temps plein.

*M. Van Belle* s'enquiert de la signification précise des mots « magistrat honoraire ». Il est en effet préférable de ne plus accéder à la présidence de la commission des jeux de hasard à l'âge de 67 ans (l'âge moyen d'un magistrat honoraire).

*Le représentant du ministre de la Justice* est également de cet avis.

*L'amendement n° 20 du gouvernement* (Doc. n° 1795/5) vise à remplacer, dans le § 4, les mots « pour les deux tiers d'entre eux » par les mots « pour un représentant de chacun des ministres visés au § 2 ».

*Le représentant du ministre de la Justice* explique que le texte actuel du § 4 est trop compliqué (combien font deux tiers de dix membres ?). L'objectif est que chaque ministre soit toujours représenté par un membre.

*M. Eerdekkens* demande des éclaircissements à propos du système de rotation prévu au § 4. Pourquoi ne pas prévoir tout simplement que chaque membre est nommé pour un mandat d'une durée, par exemple, de cinq ans, renouvelable une seule fois ?

*Le représentant du ministre de la Justice* précise que ce système découle d'un amendement présenté par le sénateur Erdman (cf. Doc. Sénat n° 1-419/17, pp. 92 et 93) et accepté par le gouvernement. Ce système permet en effet d'introduire le principe de la rotation au sein de la commission des jeux de hasard,

*Mevrouw Cornet* geeft aan dat de belastingen op spel en weddenschappen gewestelijke belastingen zijn.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat het koninklijk besluit van 13 januari 1975 inderdaad in de mogelijkheid voorziet voor de gewesten om al dan niet een vertegenwoordiger in de commissie aan te wijzen.

Het ging toen echter alleen over de samenstelling van de lijst van de spelen.

*De heren Schoeters, Arens, Eerdekkens, Leterme en Pieters* dienen amendement n° 46 (Stuk n° 1795/5) in. Zij stellen voor om in § 2, eerste lid, vóór de bepaling onder het eerste streepje de volgende bepaling in te voegen : « een Nederlandstalige en Franstalige vertegenwoordiger van de minister van Tewerkstelling en Arbeid; ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* merkt op dat deze commissie geen enkele bevoegdheid heeft inzake tewerkstelling. Hij laat de beslissing echter over aan de wijsheid van de commissiedelen.

*De heer Van Belle* deelt de mening van de regering. Het huidige aantal leden kan ruimschoots volstaan !

Het amendement wordt vervolgens ingetrokken.

*De heer Eerdekkens* dient amendement n° 49 (Stuk n° 1795/5) in, om in § 3, eerste lid, de woorden « en eremagistraten » weg te laten. De indiener wil niet dat een eremagistraat (met andere woorden een magistraat in ruste) de commissie zou mogen voorzitten. Het gaat immers om een voltijdse betrekking.

*De heer Van Belle* vraagt wat precies wordt verstaan onder een eremagistraat. Op de leeftijd van 67 jaar (de gemiddelde leeftijd van een eremagistraat) kan men inderdaad beter geen voorzitter meer worden van de kansspelcommissie.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daarmee eens.

*Amendement n° 20 (Stuk n° 1795/5) van de regering* strekt ertoe in § 4, de woorden « voor twee derde van de leden » te vervangen door de woorden « voor een vertegenwoordiger van elk van de ministers, bedoeld in § 2 ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat in de huidige tekst van § 4 al te ingewikkeld is (hoeveel is twee derde van tien leden ?). Het is de bedoeling dat elke minister steeds door één lid wordt vertegenwoordigd.

*De heer Eerdekkens* heeft vragen bij de in § 4 bepaalde rotatieregel. Waarom kan men niet gewoonweg bepalen dat elk lid wordt aangewezen voor een eenmaal vernieuwbare termijn van bijvoorbeeld vijf jaar ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat dit systeem bij amendement door senator Erdman werd voorgesteld (cf. Stuk Senaat n° 1-419/17, blz. 92-93). De regering heeft ingestemd met dit amendement. Het laat immers toe om in de werking van de kansspelcommissie, naast een zekere

tout en assurant dans une certaine mesure sa continuité et son indépendance.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 46 de M. Schoeters et consorts avait déjà été retiré.

L'amendement n° 15 de M. Reynders est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 20 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 49 de M. Eerdekkens est adopté à l'unanimité.

L'article 10, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

### Art. 11

*M. Eerdekkens* présente deux amendements à cet article.

Le premier (n° 58, Doc. n° 1795/7) vise à remplacer l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5, par la disposition suivante :

« 5. ne pas exercer ou avoir exercé des fonctions dans un établissement de jeux de hasard ou ne pas avoir ou avoir eu un intérêt personnel direct ou indirect pour soi ou pour un parent ou un allié jusqu'au quatrième degré, quelle qu'en soit la nature, dans l'exploitation d'un tel établissement ou dans une autre activité à licence et visée par la présente loi. ».

Le deuxième (n° 59, Doc. n° 1795/7) vise à remplacer l'alinéa 2 par l'alinéa suivant : « Dans les cinq années qui suivent la fin de leur mandat, les membres effectifs et suppléants ne peuvent exercer aucune fonction dans un établissement de jeux de hasard ou avoir un quelconque intérêt personnel direct ou indirect pour soi ou pour un parent ou un allié jusqu'au quatrième degré, quelle qu'en soit la nature, dans l'exploitation d'un tel établissement. ».

*M. Van Belle* demande ce que l'on entend exactement, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7, par « fonction sociale ». À quel niveau doit-on avoir exercé une telle fonction pendant dix ans pour satisfaire aux conditions prévues par cet article ?

*Le représentant du ministre* précise qu'en ce qui concerne les fonctions énoncées au point 7, aucun niveau n'est exigé. Il va de soi que l'on cherchera toujours les candidats les plus capables pour exercer la fonction de membre effectif ou suppléant de la commission. Au sein du ministère de la Justice, il n'y a, par exemple, que quelques fonctionnaires qui soient suffisamment spécialisés pour entrer en ligne de compte pour l'exercice de ces fonctions.

\*  
\* \* \*

continuité en onafhankelijkheid, ook een rotatie-principe in te bouwen.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 46 van de heer Schoeters c.s. was reeds ingetrokken.

Amendement n° 15 van de heer Reynders wordt eenparig verworpen.

Amendement n° 20 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 49 van de heer Eerdekkens wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 10 wordt eenparig aangenomen.

### Art. 11

*De heer Eerdekkens* dient twee amendementen bij dit artikel in.

Het eerste (n° 58, Stuk n° 1795/7) strekt ertoe in het eerst lid punt 5 te vervangen als volgt :

« 5. geen functie uitoefenen of hebben uitgeoefend in een kansspelinrichting of geen rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijk belang , van welke aard ook, hebben of gehad hebben voor zichzelf noch voor een familielid of een verwant tot in de vierde graad, in de exploitatie van een dergelijke inrichting of in een andere vergunningsplichtige activiteit die bedoeld is in deze wet. ».

Het tweede (n° 59, Stuk n° 1795/7) strekt ertoe het tweed lid te vervangen door wat volgt : « De werkende en plaatsvervangende leden mogen gedurende een termijn van vijf jaar na de beëindiging van hun mandaat geen functie uitoefenen in een kansspelinrichting of enig rechtstreeks of onrechtstreeks belang, van welke aard ook, hebben voor zichzelf noch voor een familielid of een verwant tot in de vierde graad in de exploitatie van een dergelijke inrichting. ».

*De heer Van Belle* vraagt wat in punt 7 van het eerste lid precies wordt verstaan onder een « sociaal ambt ». Op welk niveau moet men dergelijk sociaal ambt gedurende tien jaar hebben uitgeoefend om te voldoen aan de in dit artikel gestelde voorwaarden ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat voor de in punt 7 opgesomde ambten geen enkele vereiste qua niveau is bepaald. Er zal uiteraard steeds worden gezocht naar de meest bekwame personen om die taak van lid of plaatsvervangend lid van de commissie te vervullen. Op het ministerie van Justitie bijvoorbeeld zijn slechts enkele ambtenaren voldoende in die materies gespecialiseerd om voor die functies in aanmerking te komen.

\*  
\* \* \*

Les amendements n°s 58 et 59 de M. Eerdekens sont adoptés à l'unanimité.

L'article, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

### Art. 12

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

### Art. 13

*M. Eerdekens* présente un amendement (n° 50, Doc. n° 1795/5) tendant à remplacer les mots « ou direct » par les mots « directement ou indirectement ». Il y a également lieu d'exclure tout intérêt indirect (par des hommes de paille). Le membre estime par ailleurs que le texte français est mal formulé. Il estime que les mots « aux membres et aux suppléants » devraient être remplacés par les mots « aux membres effectifs et suppléants ».

*M. Leterme* considère que le texte néerlandais de l'article adopté par le Sénat est moins restrictif (le nombre de cas où il trouverait à s'appliquer est plus limité).

*Le représentant du ministre de la Justice* suppose que ce texte a été rédigé par analogie avec une disposition légale existante. Cela fera l'objet d'une vérification. Le problème peut éventuellement être résolu par la suppression des mots « personnel » et « direct ». Tout intérêt est en effet personnel et direct.

*M. Tavernier* fait observer que la formulation ne peut être élargie au point que l'interdiction s'appliquerait à tout membre d'une société, même s'il n'est pas directement concerné.

*M. Dufour* propose de reprendre la formulation de l'article 92, 1°, de la loi communale.

*M. Leterme* fait observer que le texte néerlandais dispose que les membres et les suppléants ne peuvent « *deelnemen* (participer) *aan een beraadslaging* », alors que le texte français prévoit qu'il leur est interdit « d'être présents lors des délibérations ».

Sur proposition de *M. Schoeters*, la commission décide de corriger le texte néerlandais : les mots « *deelnemen aan* » sont remplacés par les mots « *aanwezig zijn bij* ».

\*  
\* \* \*

De amendementen n°s 58 en 59 van de heer Eerdekens worden eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 11 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

### Art. 12

Over dit artikel worden geen bemerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

### Art. 13

*De heer Eerdekens* stelt bij amendement (n° 50, Stuk n° 1795/5) voor de woorden « waarbij zij een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben of waarbij hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben » te vervangen door de woorden « waarbij zij, dan wel hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad, een rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijk belang hebben ». Ook een onrechtstreeks belang (via stromannen) moet immers worden uitgesloten. Daarnaast is het lid ook van mening dat de Franse tekst slecht is geformuleerd. Volgens hem moeten de woorden « *aux membres et aux suppléants* » worden vervangen door de woorden « *aux membres effectifs et suppléants* ».

*De heer Leterme* is van oordeel dat de door de Senaat goedgekeurde tekst van het artikel in het Nederlands minder streng is (het aantal toepassingsgevallen is kleiner) dan in het Frans.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* vermoedt dat deze tekst is opgesteld naar analogie met een andere reeds bestaande wettekst. Dit zal worden nagegaan. Eventueel kan het probleem worden opgelost door het weglaten van de woorden « persoonlijk » en « direct ». Ieder belang is immers persoonlijk en direct.

*De heer Tavernier* geeft aan dat de formulering niet dermate ruim mag zijn dat iemand die niet rechtstreeks betrokken is toch onder het verbod zou vallen in zijn hoedanigheid van lid van een maatschappij.

*De heer Dufour* stelt voor om de formulering van artikel 92, 1°, van de gemeentewet over te nemen.

*De heer Leterme* merkt op dat in de Nederlandse tekst wordt gesteld dat de leden en plaatsvervangingen leden niet mogen *deelnemen aan een beraadslaging* ..., terwijl in de Franse tekst sprake is van « *être présents lors des délibérations* ».

Op voorstel van *de heer Schoeters* besluit de commissie de Nederlandse tekst te verbeteren : de woorden « *deelnemen aan* » worden vervangen door de woorden « *aanwezig zijn bij* ».

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 50 de M. Eerdekkens est retiré.

L'article 13 (y compris la correction technique apportée par la commission) est adopté à l'unanimité.

#### Art. 14

*M. Van Belle* présente un amendement (n° 5, Doc. n° 1795/3) tendant à compléter l'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article par les mots « et du ministère des Finances ».

Le membre estime que le secrétariat disposera ainsi de compétences complémentaires (par exemple, Inspection spéciale des impôts, cellule pour le Traitement d'Informations financières). Il demande d'ailleurs combien de collaborateurs comptera ce secrétariat.

*Le représentant du ministre de la Justice* estime que ce secrétariat sera composé de trente à quarante personnes. Les missions de la commission des jeux de hasard, telles qu'elles sont définies à l'article 21 du projet, ne comprennent pas de compétences fiscales, de sorte que l'ajout faisant l'objet de l'amendement est dénué de sens.

À la demande du ministre des Finances, un § 6 a néanmoins été ajouté à l'article 327 du Code des impôts sur les revenus par le biais de l'article 18 du projet de loi à l'examen. Ce paragraphe prévoit que la commission des jeux de hasard doit immédiatement informer le ministre des Finances lorsqu'elle constate auprès d'un organisme dont elle assure le contrôle, des éléments concrets permettant de présumer l'existence ou la préparation d'un mécanisme de fraude fiscale.

Enfin, les taxes sur les jeux et les paris relèvent de la compétence des régions.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 5 de *M. Van Belle* est rejeté à l'unanimité.

L'article 14 est adopté à l'unanimité.

#### Art. 15

*M. Van Belle* présente un amendement (n° 6, Doc. n° 1795/3) visant à remplacer, dans le § 1<sup>er</sup>, point 5, les mots « de la police communale, de la gendarmerie ou de la police judiciaire » par les mots « des services de police et/ou du service fédéral de répression de la corruption ».

Le membre entend ainsi adapter le texte de l'article à la nouvelle législation relative aux services de police. Lorsque la corruption, la criminalité organisée et la fraude fiscale à grande échelle sont liées, il doit être fait appel au service fédéral de répression de la corruption.

Amendement n° 50 van de heer Eerdekkens wordt ingetrokken.

Artikel 13 wordt (met inbegrip van de door de commissie aangebrachte tekstverbetering) eenparig aangenomen.

#### Art. 14

*Amendement n° 5* (Stuk n° 1795/3) van *de heer Van Belle* strekt ertoe het eerst lid van dit artikel aan te vullen met de woorden « en het ministerie van Financiën ».

Het lid meent dat op die manier het secretariaat over aanvullende competenties (bijvoorbeeld Bijzondere Belastinginspectie, cel voor Financiële Informatieverwerking) zal beschikken. Graag vernam hij overigens uit hoeveel medewerkers dit secretariaat precies zal bestaan.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* vermoedt dat dit secretariaat uit dertig tot veertig personen zal bestaan. De in artikel 21 van het ontwerp omschreven opdrachten van de kansspelcommissie omvatten geen fiscale bevoegdheden, zodat de in het amendement voorgestelde toevoeging geen zin heeft.

Op vraag van de minister van Financiën werd wel via artikel 18 van het voorliggende wetsontwerp een § 6 toegevoegd aan artikel 327 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Daarin wordt bepaald dat wanneer de kansspelcommissie bij een orgaan dat zij controleert, concrete elementen heeft vastgesteld die vermoedelijk wijzen op het bestaan of op de voorbereiding van een mechanisme, gericht op fiscale fraude, zij de minister van Financiën daar onverwijd van in kennis moet stellen.

De belastingen op spel en weddenschappen ten slotte vallen onder de bevoegdheid van de gewesten.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 5 van de heer Van Belle wordt eenparig verworpen.

Artikel 14 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 15

*De heer Van Belle* dient *amendement n° 6* (Stuk n° 1795/3) in, dat ertoe strekt in § 1, in punt 5, de woorden « de gemeentepolitie, van de rijkswacht of van de gerechtelijke politie » te vervangen door de woorden « de politiediensten en/of op de federale anticorrupiedienst ».

Het lid wenst op die manier de tekst van het artikel aan te passen aan de nieuwe wetgeving op de politiediensten. Wanneer er een verband bestaat tussen corruptie, georganiseerde misdaad en belangrijke fiscale fraude moet een beroep worden gedaan op de federale anticorrupiedienst.

*Le représentant du ministre de la Justice* précise que la mention spécifique du service fédéral de répression de la corruption est inutile. La mention des « services de police » dans l'amendement est suffisante.

Il ajoute à ce propos que *le gouvernement* a lui-même présenté un amendement (n° 21, Doc. n° 1795/5) visant à remplacer le point 5 par ce qui suit :

« 5. requérir l'assistance des fonctionnaires de police ».

*M. Van Belle* souligne que le service fédéral de répression de la corruption est certes composé de fonctionnaires de police, mais qu'il est néanmoins un organisme distinct.

*M. Tavernier* déduit du texte proposé du § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, que tous les membres du secrétariat, qui sont fonctionnaires et ont prêté serment, ont la qualité d'officier de police judiciaire. N'est-ce pas un peu exagéré ?

*Le représentant du ministre de la Justice* précise qu'il ne sera pas toujours possible d'appeler les membres de la commission des jeux de hasard pour assister personnellement, par exemple (conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, point 1), à une perquisition. Il est dès lors prévu d'accorder à certains membres du secrétariat la qualité d'officier de police judiciaire, afin de leur permettre d'accomplir les actes d'instruction énumérés dans la loi.

*M. Tavernier* estime que la formulation de l'article 15 est trop générale. Les autres législations définissent mieux les conditions auxquelles les fonctionnaires peuvent acquérir la qualité d'officier de police judiciaire. La délégation de pouvoirs à l'exécutif est trop large.

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer que cette disposition a été empruntée à d'autres lois existantes. Ces fonctionnaires doivent, en fonction de la nature des établissements dans lesquels ils enquêtent, pouvoir accomplir certains actes comparables à ceux qu'un officier de police judiciaire est habilité à accomplir.

*M. Tavernier* ne conteste nullement qu'un certain nombre de fonctionnaires doivent disposer de tels pouvoirs, mais il maintient que la délégation de pouvoirs au Roi est excessive. Les personnes auxquelles de tels pouvoirs peuvent être conférés devraient être mieux définies dans la loi.

*M. Dufour* souligne qu'il s'agit d'officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur du Roi, dotés de pouvoirs limités. De telles compétences de police limitées ont déjà été attribuées, par le passé, par exemple aux gardes champêtres et aux gardes forestiers. Il reconnaît toutefois qu'il ne ressort pas clairement du texte à l'examen de quels fonctionnaires du secrétariat il s'agit exactement ni à quelles conditions ils doivent satisfaire.

*M. Eerdekkens* estime que le texte de l'article 15 doit en effet être adapté en fonction de la réforme des

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat het afzonderlijk vermelden van de federale anticorruptiedienst geen zin heeft. Het in het amendement vermelde begrip « politiediensten » kan volstaan.

Hij stipt in dit verband aan dat *de regering* zelf een amendement (n° 21, Stuk n° 1795/5) heeft ingediend dat ertoe strekt punt 5 te vervangen als volgt :

« 5. een beroep doen op de bijstand van politieambtenaren ».

*De heer Van Belle* beklemtoont dat de federale anticorruptiedienst weliswaar uit politieambtenaren bestaat, maar niettemin een afzonderlijke instelling is.

*De heer Tavernier* leidt uit de voorgestelde tekst van § 1, tweede lid, af dat alle leden van het secretariaat, die ambtenaar zijn en de eed hebben afgelegd, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie krijgen. Is dat niet wat overdreven ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat de leden van de kansspelcommissie onmogelijk te allen tijde zelf kunnen worden opgeroepen om bijvoorbeeld (conform de bepalingen van artikel 15, § 1, punt 1) aanwezig te zijn bij een huiszoeking. Precies daarom wordt de mogelijkheid geschapen om aan bepaalde leden van het secretariaat de bevoegdheid te geven van officier van gerechtelijke politie, zodat ze in staat zijn de in de wet opgesomde onderzoeksdaaden te stellen.

*De heer Tavernier* vindt de in artikel 15 gebezigde formulering te algemeen. In andere wetgevingen wordt nauwkeuriger omschreven aan welke vereisten de betrokken ambtenaren moeten voldoen om de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie te kunnen verkrijgen. De aan de uitvoerende macht verleende bevoegdheden delegatie is al te ruim.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat die bepaling uit andere bestaande wetten werd overgenomen. Wegens de aard van de instellingen waar de onderzoeken worden gevoerd moeten die ambtenaren bepaalde daden kunnen stellen die vergelijkbaar zijn met die waarvoor een officier van gerechtelijke politie bevoegd is.

*De heer Tavernier* betwist geenszins dat een aantal ambtenaren dergelijke bevoegdheden moeten hebben. Hij blijft er echter bij dat de aan de Koning verleende bevoegdheid al te ruim is. De personen aan wie dergelijke bevoegdheid kan worden verleend, zouden in de wet nauwkeuriger moeten worden omschreven.

*De heer Dufour* geeft aan dat het om officieren van gerechtelijke politie, hulpofficieren van de procureur des Konings gaat met beperkte bevoegdheid. Ook in het verleden werden reeds dergelijke beperkte politiebevoegdheden verleend, bijvoorbeeld aan veldwachters en boswachters. Hij geeft echter toe dat de voorliggende tekst niet duidelijk stelt welke ambtenaren van het secretariaat precies worden bedoeld en aan welke voorwaarden zij moeten voldoen.

*De heer Eerdekkens* vindt dat de tekst van artikel 15 inderdaad moet worden aangepast aan de politieher-

services de police. Il lui semble toutefois superflu de mentionner explicitement le service fédéral de répression de la corruption. Afin que les mesures relatives aux enquêtes et aux contrôles énumérées dans cet article puissent s'appliquer effectivement, il est essentiel qu'elles ne soient en contradiction sur aucun point avec la nouvelle loi sur la réforme des services de police. Il appartient au gouvernement d'y veiller, sinon les personnes touchées par les mesures précitées ne manqueront pas d'exiger, sur cette base, la nullité des actes d'enquête qui ont été accomplis.

En ce qui concerne la possibilité prévue au point 3 du § 1<sup>er</sup> (pour les membres précités du secrétariat) de se procurer tous les renseignements complémentaires qu'ils jugent utiles auprès des services de police et des services administratifs de l'État, M. Eerdekkens demande si ces derniers ne pourront pas être poursuivis pour violation du secret professionnel. S'il s'agit plus précisément de renseignements concernant des enquêtes judiciaires en cours, l'application de l'article à l'examen peut être contraire aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

*Le représentant du ministre de la Justice* souligne que les dispositions relatives aux pouvoirs d'enquête de la Commission des jeux de hasard ont été reprises textuellement d'un certain nombre d'autres législations (cf. Doc. Sénat n° 1-419/4, pp. 32-33).

Il répond à M. Eerdekkens que l'objectif n'est pas d'inciter des membres du personnel de services de police ou de services administratifs de l'État à violer le secret professionnel auquel ils sont tenus. Il ne faudrait cependant pas que seuls des faits isolés soient portés à la connaissance de la commission. Celle-ci doit également avoir la possibilité d'établir certains liens, en particulier notamment si d'autres déclarations à charge d'un « inculpé » ont été faites en présence d'agents ou d'officiers de police. Toutes les informations « douces », ainsi que tous les renseignements et constatations concernant l'application de la loi en projet seront en outre portés à sa connaissance.

Le gouvernement s'est, à cet égard, plus ou moins inspiré du texte de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

Le représentant du ministre présume que le gouvernement ne verrait pas d'objection à ce que soit éventuellement présenté un amendement reprenant textuellement cette disposition (en remplacement du point 3 actuel).

*M. Eerdekkens* attire une nouvelle fois l'attention sur le risque d'immixtion dans les instructions judiciaires en cours.

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer que c'est précisément pour éviter ce type de conflits qu'il est prévu, au § 2, que la commission dénonce au procureur du Roi toute infraction dont elle a connaissance. Par ailleurs, la commission ne peut pas bien fonctionner si elle ne peut pas obtenir,

vorming. Het explicet vermelden van de federale anticorruptiedienst lijkt hem echter overbodig. Ten einde de in dit artikel opgesomde onderzoeks- en controlemaatregelen effectief te kunnen toepassen is het zeer belangrijk dat zij op geen enkel punt in tegenspraak zijn met de nieuwe wet op de politiehervorming. Het is de taak van de regering hierover te waken, zonet zullen diegenen die door de boven genoemde maatregelen worden getroffen niet nalaten om op grond hiervan de nietigheid van de verrichte onderzoeksdaaden te eisen.

Met betrekking tot de in punt 3 van § 1, bepaalde mogelijkheid (voor de bovengenoemde leden van het secretariaat) om zich door de politiediensten en de administratieve overheidsdiensten alle bijkomende nuttige inlichtingen te doen bezorgen, vraagt de heer Eerdekkens zich af of deze laatsten dan niet zullen kunnen worden vervolgd wegens schending van hun beroepsgeheim. Indien het meer bepaald om inlichtingen zou gaan over lopende gerechtelijke onderzoeken kan de toepassing van het voorliggende wetsartikel strijdig zijn met de bepalingen van het Wetboek van strafvordering.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat de bepalingen betreffende de onderzoeksbevoegdheden van de kansspelcommissie letterlijk werden overgenomen uit een aantal andere wetgevingen (cf. Stuk Senaat, nr 1-419/4, blz. 32-33).

Aan de heer Eerdekkens antwoordt hij dat het niet de bedoeling is dat personeelsleden van politiediensten of administratieve overheidsdiensten het hen opgelegde beroepsgeheim zouden schenden. De commissie mag echter niet alleen kennis krijgen van een aantal op zich staande feiten. Zij moet ook in de mogelijkheid worden gesteld om bepaalde verbanden te leggen, namelijk wanneer lastens een « verdachte » nog andere verklaringen ten overstaan van agenten of officieren van de politie werden afgelegd. Daarboven zal zij in kennis worden gesteld van alle « zachte informatie », inlichtingen en vastellingen die verband houden met de toepassing van deze wet.

De regering heeft zich hierbij min of meer geïnspireerd op de tekst van artikel 15, § 1, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld.

De vertegenwoordiger van de minister vermoedt dat de regering geen bezwaar zou hebben tegen een eventueel amendement waarbij (ter vervanging van het huidige punt 3) deze tekst letterlijk zou worden overgenomen.

*De heer Eerdekkens* wijst andermaal op het gevaar voor inmenging in lopende gerechtelijke onderzoeken.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* merkt op dat, precies om dergelijke conflicten te voorkomen, in paragraaf 2 wordt bepaald dat de commissie bij de procureur des Konings aangifte doet van elk misdrijf waarvan zij kennis heeft. Anderzijds kan de commissie geen goed werk leveren wanneer

à titre de réciprocité, des parquets ou des services de police les renseignements qu'elle juge utiles pour l'exercice de sa mission. Telle est dès lors la portée de l'alinéa 3 que l'amendement tend à insérer dans le § 2.

*M. Eerdekkens* précise que son *amendement n° 53* (Doc. n° 1795/5) tend précisément à supprimer cet alinéa 3. Il craint en effet que s'il y a des fuites et que sont divulguées des informations fournies à la commission (qui ne compte qu'un seul magistrat sur ses onze membres), cette divulgation prématurée pourrait mettre à néant une instruction. Dans d'autres lois, telles que dans la loi sur les enquêtes parlementaires (loi du 3 mai 1880, modifiée par la loi du 30 juin 1996), on a veillé à ce que cela ne se produise pas.

*Le représentant du ministre* propose d'amender l'article dans le sens de la loi du 11 janvier 1993.

*M. Leterme* marque son accord sur cette proposition. Avec *Mme Van Haesendonck*, il présente un *amendement (n° 51, Doc. n° 1795/5)* tendant à remplacer l'alinéa 3 du § 2 par ce qui suit :

« Lorsque la commission prend connaissance d'une infraction en ce qui concerne l'application et le respect de la présente loi et de ses arrêtés d'application, elle peut exiger que les services de police et les services administratifs de l'État lui communiquent tous les renseignements complémentaires qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa mission, dans le délai qu'elle détermine. ».

Cette disposition supprime l'automatisme (l'obligation pour les fonctionnaires de police d'informer spontanément la commission) pour le remplacer par une possibilité pour la commission d'exiger que lui soient communiqués des renseignements complémentaires.

Le membre propose en outre de remplacer, dans la dernière phrase du texte néerlandais de cet article, les mots « *waakt voor* » par les mots « *waakt over* ».

*Le représentant du ministre de la Justice* fera vérifier ce point.

*Mme Van Hasendonck* demande ce que fera la commission des jeux de hasard lorsqu'elle constatera des infractions aux lois sociales ou à la législation sur le travail.

*Le représentant du ministre de la Justice* répond que (en application du § 2, alinéa 1<sup>er</sup>), la commission dénoncera toute infraction, et donc aussi les infractions à ces législations, au magistrat compétent du parquet (en l'occurrence, à l'auditeur du travail).

*M. Eerdekkens* présente un *amendement (n° 52, Doc. n° 1795/5)* tendant à insérer, dans le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et au collège des procureurs généraux » entre le mot « Roi » et le mot « toute ».

Il va de soi que le « procureur du Roi » visé à l'article 15, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est le « procureur du Roi compétent territorialement ».

zij niet, bij wijze van wederkerigheid, de mogelijks voor de uitoefening van haar taken interessante, informatie kan bekomen waarover de parketten of de politiediensten beschikken. Om die reden werd het derde lid van paragraaf 2 in dit artikel opgenomen.

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat zijn *amendement n° 53* (Stuk n° 1795/5) precies bedoeld is om dat derde lid te schrappen. Hij vreest immers dat door het lekken van aan de commissie (waarin op een totaal van 11 leden slechts één magistraat zetelt) verstrekte informatie gerechtelijke onderzoeken zullen mislukken. In andere wetgevingen, bijvoorbeeld in de wet op het parlementair onderzoek (wet van 3 mei 1880, gewijzigd door de wet van 30 juni 1996) werd erover gewaakt dat zulks niet kan gebeuren.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* stelt voor het artikel te amenderen in de zin van de wet van 11 januari 1993.

*De heer Leterme* is het daarmee eens. Samen met *mevrouw Van Haesendonck* dient hij een *amendement (n° 51, Stuk n° 1795/5)* in dat ertoe strekt het derde lid van § 2, te vervangen als volgt :

« Wanneer de commissie kennis heeft van een inbreuk op de toepassing en de naleving van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, mag zij eisen dat de politiediensten en administratieve diensten van de Staat haar alle bijkomende inlichtingen die zij voor haar opdracht nodig acht, mededelen binnen de door haar bepaalde termijn. ».

Op die manier vervalt het automatisme (de verplichting voor de politieambtenaren om de commissie spontaan op de hoogte te brengen) en wordt het vervangen door een mogelijkheid voor de commissie om bijkomende inlichtingen te eisen.

Het lid stelt daarenboven voor om, in de Nederlandse tekst van de laatst zin van het artikel de woorden « *waakt voor* » te vervangen door de woorden « *waakt over* ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* zal dit laten nakijken.

*Mevrouw Van Haesendonck* vraagt wat de kanspelcommissie doet wanneer zij inbreuken vaststelt op de sociale wetgeving of de arbeidswetgeving.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* antwoordt dat de commissie (bij toepassing van het eerste lid van paragraaf 2) elk misdrijf, en dus ook dergelijke inbreuk zal overmaken aan de bevoegde parketmagistraat (arbeidsauditeur).

*De heer Eerdekkens* stelt bij *amendement (n° 52, Stuk n° 1795/5)* voor in § 2, eerste lid, tussen het woord « procureur des Konings » en het woord « aangifte » de woorden « en het college van procureurs-generaal » toe te voegen.

In de voorliggende tekst van artikel 15, § 2, eerste lid, wordt onder « de procureur des Konings » uiteraard verstaan « de territoriaal bevoegde procureur des Konings ».

La criminalité peut en effet dépasser les limites des arrondissements judiciaires. C'est pourquoi le membre demande d'informer également le collège des procureurs généraux. Il faut qu'une documentation centralisée puisse être constituée.

*M. Van Belle* n'appuiera pas cet amendement. Par ailleurs dénonciation lui paraît superflue. L'intention n'a jamais été que le collège des procureurs généraux soit informé de toute infraction. On peut éventuellement prévoir que le rapport annuel de la commission des jeux de hasard, visé à l'article 16, soit également transmis au collège des procureurs généraux.

*Le représentant du ministre de la Justice* précise que, contrairement aux procureurs du Roi, les procureurs généraux et leurs substituts, n'ont pas la qualité d'officier de police judiciaire. Ils sont toutefois informés des infractions majeures par les procureurs du Roi. La suggestion faite par *M. Van Belle*, si la commission l'adopte sous forme d'amendement à l'article 16 (cf. *infra*), ne devra pas être considérée comme une exception à ce devoir d'information du procureur du Roi à l'égard du procureur général. En d'autres termes, la communication au collège des procureurs généraux du rapport annuel visé à l'article 16 (rapport destiné aux Chambres législatives et à certaines autorités administratives et ne mentionnant donc pas les infractions en tant que telles) ne dispenserait pas le procureur du Roi de l'obligation d'informer également le procureur général des infractions en matière de jeux de hasard.

Conformément à la répartition des tâches opérée d'ailleurs au sein du collège des procureurs généraux, les matières relatives aux jeux de hasard sont confiées au parquet général de Liège.

*M. Eerdekkens* précise que le rapport prévu à l'article 16 revêt un caractère purement administratif et qu'il ne contient aucun détail sur des infractions déterminées. Pour obtenir de telles informations, les Chambres législatives doivent instituer une commission d'enquête parlementaire, et, même dans ce cas, certaines restrictions seront applicables en ce qui concerne les enquêtes judiciaires en cours (cf. *supra*).

*M. Dufour* estime que la commission des jeux de hasard devrait dénoncer toute infraction dont elle prend connaissance non seulement auprès du procureur du Roi (territorialement compétent), mais aussi auprès du magistrat national compétent.

*M. Eerdekkens* présente un amendement (n° 54, Doc. n° 1795/5) tendant à supprimer l'alinéa 4 du § 2. L'auteur estime que la disposition en question constitue une répétition inutile d'une obligation résultant de la loi Franchimont.

*Le représentant du ministre de la Justice* partage ce point de vue et déclare que cette disposition peut être supprimée.

*M. Eerdekkens* présente l'amendement n° 60 (Doc. n° 1795/7). L'auteur estime que les services de police

De criminalité kan echter de grenzen van de rechterlijke arrondissementen overschrijden. Van daar zijn vraag om ook het college van procureurs-generaal op de hoogte te brengen. Een gecentraliseerde documentatie moet mogelijk zijn.

*De heer Van Belle* zal het amendement niet steunen. Dergelijke mededeling lijkt hem overbodig. Het is nooit de bedoeling geweest dat het college van procureurs-generaal kennis zou krijgen van ieder misdrijf. Eventueel kan wel het, in artikel 16 bedoelde, jaarlijks verslag van de kansspelcommissie eveneens aan het college van procureurs-generaal worden overgezonden.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat de procureurs-generaal en hun substituten, in tegenstelling tot de procureurs des Konings geen officieren van gerechtelijke politie zijn. Zij worden wel door de procureurs des Konings geïnformeerd over belangrijke misdrijven. De door de heer Van Belle gedane suggestie mag, indien de commissie er (door een amendering van artikel 16 — cf. *infra*) zou op ingaan, niet als een uitzondering op deze informatieplicht van de procureur des Konings ten opzichte van de procureur-generaal worden beschouwd. Met andere woorden : het feit dat het college van procureurs-generaal het in artikel 16 bedoelde jaarlijkse verslag (dat bedoeld is voor de wetgevende kamers en voor bepaalde administratieve overheden en waarin dus geen inbreuken alsdudanig vermeld staan) eveneens zou ontvangen ontslaat de procureur des Konings niet van zijn verplichting om de procureur-generaal ook over misdrijven inzake kansspelen te informeren.

Binnen het college van procureurs-generaal is trouwens een taakverdeling doorgevoerd, waarbij de materie inzake kansspelen werd toegewezen aan het parket-generaal van Luik.

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat het in artikel 16 bedoelde verslag van louter administratieve aard is. Daarin worden geen bijzonderheden over welbepaalde misdrijven opgenomen. Wanneer de wetgevende kamers dergelijke informatie willen bekomen moeten zij overgaan tot de oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie, en dan nog gelden bepaalde beperkingen voor wat de lopende gerechtelijke onderzoeken betreft (cf. *supra*).

*De heer Dufour* vindt dat de kansspelcommissie niet alleen bij de (territoriaal bevoegde) procureur des Konings, maar ook bij de bevoegde nationale magistraat aangifte moet doen van elk misdrijf waarvan zij kennis heeft.

*De heer Eerdekkens* dient een amendement (n° 54, Stuk n° 1795/5) in tot weglatting van het vierde lid van paragraaf 2. Volgens hem is deze bepaling een nutteloze herhaling van een verplichting die voortvloeit uit de wet-Franchimont.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daarmee eens. Deze bepaling kan inderdaad worden weggelaten.

*De heer Eerdekkens* dient amendement n° 60 (Stuk n° 1795/7) in. Hij wil dat de politiediensten eerst

doivent obtenir l'autorisation du procureur du Roi avant d'informer la commission de plaintes, de dépositions, d'informations ou de constatations.

*Le représentant du ministre de la Justice* estime que cet amendement est en contradiction avec les amendements précédents et que cette mesure est en outre difficilement applicable dans la pratique. Il deviendrait impossible de saisir des documents. Le procureur voudra en effet consulter ces documents avant de donner son autorisation. Des documents saisis indûment peuvent toujours être restitués, en application de la loi Franchimont, même à la demande de celui chez qui ils ont été trouvés. Les textes proposés en l'occurrence s'inscrivent d'ailleurs parfaitement dans le cadre de la législation existante en la matière.

*M. Eerdekkens* fait observer qu'il peut toujours y avoir des informations « sensibles » que le parquet jugera inopportun de communiquer à la commission. C'est ainsi que le parquet peut craindre des fuites, lesquelles pourraient faire le jeu des auteurs des infractions.

Cela n'a rien à voir avec la loi Franchimont.

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer que les personnes qui peuvent demander les informations visées par l'article à l'examen ont également la qualité d'officier de police judiciaire et sont dès lors placées sous l'autorité du procureur du Roi.

*M. Eerdekkens* souligne que, dans certains cas, le juge d'instruction pourrait choisir, dans l'intérêt de l'instruction, de ne pas encore informer la commission.

*M. Van Belle* partage ce point de vue. L'initiative d'une éventuelle communication d'informations sur une instruction (préparatoire) doit rester l'apanage du parquet.

\*  
\* \* \*

Les amendements n°s 52, 53, 54 et 60 de *M. Eerdekkens* sont retirés.

L'amendement n° 6 de *M. Van Belle* est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 51 de *M. Leterme* et *Mme Van Haesendonck* est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 78 de *M. Didden*, qui est un sous-amendement à l'amendement n° 21 du gouvernement, est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 21, ainsi modifié, du gouvernement est également adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 79 de *M. Eerdekkens* (qui remplace l'amendement n° 60 qu'il a retiré) est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 82 de *M. Didden* est adopté par un vote identique.

L'article 15, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

toelating moeten krijgen van de procureur des Konings vooraleer zij de commissie kennis geven van klachten, verklaringen, inlichtingen of vaststellingen.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* vindt dit amendement in tegenspraak met de vorige amendementen. Het lijkt hem daarenboven in de praktijk moeilijk toepasbaar. Op die manier wordt het onmogelijk om stukken in beslag te nemen. De procureur zal immers eerst die stukken willen inzien vooraleer hij toestemming verleent. Eventueel kunnen, bij toepassing van de wet Franchimont, ten onrechte in beslag genomen stukken steeds worden teruggegeven, zelfs op vraag van diegene bij wie de stukken werden gevonden. De hier voorgestelde teksten passen trouwens volledig in de bestaande wetgeving terzake.

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat er steeds « gevoelige » informatie kan zijn, waarvan het parket het niet opportuun oordeelt om die aan de commissie mee te delen. Zo kan bij het parket de vrees bestaan dat deze informatie zou uitlekken, wat in het voordeel van de daders van de inbreuken kan spelen.

Dit heeft niets te maken met de wet Franchimont.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat de personen die om de in dit artikel bedoelde inlichtingen kunnen vragen, zelf ook de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie hebben en bijgevolg onder het gezag van de procureur des Konings staan.

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat de onderzoeksrechter in bepaalde gevallen in het belang van het onderzoek kan verkiezen dat de commissie nog niet op de hoogte wordt gebracht.

*De heer Van Belle* is het daarmee eens. Het initiatief voor een eventuele mededeling van informatie over een (voor)onderzoek moet in handen van het parket blijven.

\*  
\* \* \*

De amendementen n°s 52, 53, 54 en 60 van *de heer Eerdekkens* worden ingetrokken.

Amendement n° 6 van *de heer Van Belle* wordt eenparig verworpen.

Amendement n° 51 van *de heer Leterme* en *mme Van Haesendonck* wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 78 van *de heer Didden*, dat een subamendement is op amendement n° 21 van de regering, wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde amendement n° 21 van de regering wordt eveneens eenparig aangenomen.

Amendement n° 79 van *de heer Eerdekkens* (dat zijn ingetrokken amendement n° 60 vervangt) wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 82 van *de heer Didden* wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 15 wordt eenparig aangenomen.

## Art. 16

*M. Van Belle* renvoie à la discussion de l'article 15. Il présente un amendement (n° 7, Doc. n° 1795/3) tendant à remplacer les mots « La commission est tenue de faire chaque année rapport de ses activités » par les mots « La commission est tenue de remettre chaque année un rapport de ses activités et une note de politique circonstanciée ».

*Le représentant du ministre de la Justice* estime que cette proposition n'a guère de sens.

La politique criminelle en matière de jeux de hasard est en effet menée par le ministre de la Justice sur avis du collège des procureurs généraux. La commission des jeux de hasard n'a en fait pas la possibilité de définir de manière autonome une politique en matière de poursuites. Elle doit en effet tenir compte des directives du procureur du Roi (dans le cadre de la loi Franchimont), du parquet général et du ministre de la Justice. Le seul pouvoir de décision que possède la commission des jeux de hasard concerne l'octroi de licences (dans les conditions fixées par la loi). Elle peut par contre donner des avis sur la politique à mener.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 7 de M. Van Belle est retiré.

L'article 16 est adopté à l'unanimité.

## Art. 17

*M. Eerdekkens* précise qu'aux termes de l'article 10, § 4, les membres de la commission des jeux de hasard sont nommés pour une durée (renouvelable) de trois ans. Qu'adviendra-t-il si, en application de l'article 17, un de ces membres est puni pour infraction à l'obligation de secret (d'une des peines prévues à l'article 458 du Code pénal) ?

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer qu'aux termes de l'article 11, 2°, il faut jouir de ses droits civils et politiques et être d'une moralité irréprochable pour être nommé et rester membre effectif ou suppléant de la commission, ce qui implique que l'intéressé doit avoir un casier judiciaire vierge.

*M. Eerdekkens* fait observer que si un membre maintient qu'il est innocent, il peut annuler son éviction éventuelle de la commission par le biais d'un recours auprès du Conseil d'État. Il estime qu'il convient de prévoir explicitement dans le projet de loi à l'examen que celui qui est mis en accusation pour infraction à l'obligation de secret ne peut continuer à siéger au sein de la commission.

*Le représentant du ministre de la Justice* ne partage pas cet avis, étant donné que, dans ce cas, il suffirait qu'une personne mise en cause par une enquête porte plainte pour que le membre chargé de

## Art. 16

*De heer Van Belle* verwijst naar de besprekking van artikel 15. Hij stelt bij amendement (n° 7, Stuk nr 1795/3) voor om tussen de woorden « verslag » en « over », de woorden « alsmede een omstandige leidsnota » in te voegen.

*Volgens de vertegenwoordiger van de minister van Justitie* heeft dit geen zin.

Het strafrechtelijk beleid inzake kansspelen wordt immers gevoerd door de minister van Justitie op advies van het college van procureurs-generaal. De kansspelcommissie heeft in feite niet de mogelijkheid om een autonoom vervolgingsbeleid uit te stipelen. Zij moet immers rekening houden met de richtlijnen van de procureur des Konings (in het kader van de wet Franchimont), van het parket-generaal en van de minister van Justitie. De kansspelcommissie heeft enkel beslissingsbevoegdheid wat het toekennen van vergunningen (binnen de door de wet bepaalde voorwaarden) betreft. Zij kan wel advies geven over het te voeren beleid.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 7 van de heer Van Belle wordt ingetrokken.

Artikel 16 wordt eenparig aangenomen.

## Art. 17

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat de leden van de kansspelcommissie, luidens artikel 10, § 4, voor een (verlengbare) termijn van drie jaar worden benoemd. Wat gebeurt er wanneer één van hen, bij toepassing van artikel 17 wegens inbreuk op de geheimhoudingsplicht (met één van de in artikel 458 van het Strafwetboek bepaalde straffen) wordt gestraft ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* wijst erop dat luidens artikel 11, 2°, om lid of plaatsvervangend lid van de commissie te worden en het te blijven de burgerlijke en politieke rechten moet genieten en van goed zedelijk gedrag moet zijn. Dit houdt in dat de betrokkenen een blanco strafregister moet hebben.

*De heer Eerdekkens* merkt op dat wanneer een lid zijn onschuld staande houdt, hij via een beroep bij de Raad van State zijn eventuele verwijdering uit de commissie ongedaan kan maken. Volgens hem moet in het voorliggende wetsontwerp uitdrukkelijk worden bepaald dat wie wegens een inbreuk op de geheimhoudingsplicht in beschuldiging wordt gesteld niet in de commissie kan blijven zetelen.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daar niet mee eens. Op die manier zou een klacht van iemand die door een of ander onderzoek in het nauw wordt gedreven, volstaan om het lid, dat

cette délicate enquête soit écarté de la commission des jeux de hasard, ou même que l'ensemble de la commission soit remplacé.

*M. Eerdekkens* est également de cet avis. Une simple plainte ne peut suffire pour exclure un membre de la commission. Il doit toutefois être possible d'exclure un membre qui est mis en accusation par le juge d'instruction.

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer qu'en cas de plainte déposée avec constitution de partie civile, le juge d'instruction sera souvent enclin à inculper le suspect. C'est toutefois à la chambre du conseil qu'il appartiendra de juger si les charges sont suffisantes pour renvoyer l'intéressé devant la juridiction de jugement.

*M. Eerdekkens* fait observer que si un membre peut continuer à siéger jusqu'à ce qu'une condamnation soit prononcée, cela entachera les décisions de la commission des jeux de hasard pendant plusieurs années. Ce n'est pas à la légère que les juges d'instruction inculperont quelqu'un de violation du secret professionnel.

*M. Schoeters* considère qu'il est préférable que la personne inculpée de violation du secret professionnel par un juge d'instruction soit remplacée temporairement par son suppléant.

*M. Eerdekkens* est également de cet avis. Il présentera un amendement en ce sens.

*Le représentant du ministre de la Justice* craint que, dans ce cas, toute la commission puisse être temporairement mise hors jeu par une simple plainte déposée avec constitution de partie civile.

*M. Schoeters* reconnaît que cela pose problème. Il propose qu'un membre effectif ne soit remplacé par son suppléant qu'après le renvoi par la chambre du conseil.

*M. Didden* fait observer que cette proposition poserait également problème si l'ensemble de la commission se trouvait dans cette situation.

*M. Leterme* estime qu'il faut examiner la proposition plus avant. D'autres législations contiennent-elles des dispositions similaires ?

*M. Eerdekkens* présente un amendement (n° 61, Doc. n° 1795/7) tendant à compléter l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, par les mots « tant durant le mandat qu'après l'expiration de celui-ci ».

Il considère que l'obligation de garder le secret doit être maintenue même après l'expiration du mandat.

*Le représentant du ministre de la Justice* partage cet avis.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 61 de M. Eerdekkens est adopté à l'unanimité.

L'article, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

met dit delicaat onderzoek bezig is, uit de kansspelcommissie te verwijderen of zelfs om de gehele commissie te laten vervangen.

*De heer Eerdekkens* is het daarmee eens. Een eenvoudige klacht mag niet volstaan om iemand uit de commissie te verwijderen. In geval van inbeschuldigingstelling door de onderzoeksrechter moet dit echter wel mogelijk zijn.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* meent dat de onderzoeksrechter in geval van klacht met burgerlijke partijstelling vaak geneigd zal zijn om de verdachte in verdenking te stellen. Het is echter de raadkamer die moet oordelen of er voldoende bezwaren zijn om de betrokkenen naar het vonnisgerecht te verwijzen.

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat indien een lid kan blijven zetelen tot hij veroordeeld is, de beslissingen van de kansspelcommissie gedurende jaren hierdoor zullen worden aangetast. De onderzoeksrechters zullen niet zomaar iemand wegens schending van het beroepsgeheim in verdenking stellen.

*De heer Schoeters* acht het verkeerslijker dat iemand die door de onderzoeksrechter in verdenking wordt gesteld wegens schending van het beroepsgeheim tijdelijk zou worden vervangen door zijn plaatsvervanger.

*De heer Eerdekkens* is het daarmee eens. Hij zal een amendement in die zin indienen.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* vreest dat op die manier door een gewone klacht met burgerlijke partijstelling de volledige commissie tijdelijk kan worden geëlimineerd.

*De heer Schoeters* geeft toe dat dit een probleem stelt. Hij stelt voor dat de vervanging van een effectief lid door zijn plaatsvervanger pas zou gebeuren na de verwijzing door de raadkamer.

*De heer Didden* merkt op dat ook dit voorstel problemen stelt wanneer de voltallige commissie in dat geval zou verkeren.

*De heer Leterme* meent dat het voorstel nader moet worden onderzocht. Bestaan er ook in andere wetgevingen voorbeelden van dergelijke regelingen ?

*De heer Eerdekkens* dient amendement n° 61 (Stuk n° 1795/7) in. Dit amendement strekt ertoe het eerste lid van artikel 17 aan te vullen als volgt : « zowel tijdens het mandaat als na het verstrijken ervan ».

Volgens hem moet het beroepsgeheim ook na de uitoefening van het mandaat blijven voortduren.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daarmee eens.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 61 van de heer Eerdekkens wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 17 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

## Art. 18

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

## Art. 19

*M. Eerdekkens* présente un amendement (n° 55, Doc. n° 1795/5) visant à remplacer les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 par les alinéas suivants :

« Les frais d'installation, de personnel et de fonctionnement de la commission et de son secrétariat seront mis à charge des 5 départements ministériels concernés par la composition de la commission.

Les frais exposés par l'État de par l'application de la présente loi seront couverts par une redevance mise à charge des titulaires des licences des différentes classes. La redevance sera établie suivant les modalités fixées par le Roi. ».

L'auteur estime qu'il n'est pas souhaitable de facturer ces frais aux titulaires des licences.

*M. Didden* fait observer que le système proposé à l'article 19 est identique à celui prévu pour la Commission bancaire et financière et pour l'Office de contrôle des assurances.

*M. Eerdekkens* rétorque que le milieu des exploitants d'établissements de jeux de hasard peut difficilement être comparé à celui des banques et des compagnies d'assurances. Il donne la préférence à un système de redevances pour financer les frais d'installation, de personnel et de fonctionnement de la commission.

*M. Tavernier* fait observer que l'article 19 prévoit uniquement une répartition des frais entre les quatre catégories de titulaires de licences. Une redevance présente l'inconvénient qu'il est impossible de faire correspondre, de façon précise, son produit aux frais exposés par la commission. L'intervenant préfère le système proposé dans le projet.

*Le représentant du ministre des Finances* précise que le gouvernement a estimé, après mûre réflexion, qu'une redevance (une indemnité pour services fournis) ne constituait pas une bonne solution. La facturation, telle qu'elle est proposée dans le projet à l'examen, se fera par catégorie de licences. Combiné aux garanties prévues à l'article 71, qui sont amputées des sommes dues en cas de défaut de paiement des frais, le système proposé en l'occurrence semble efficace et cohérent.

Il est d'ailleurs comparable à celui prévu pour le financement de la Cellule de Traitement des Informations financières (cf. l'arrêté royal du 4 février 1999 modifiant l'arrêté royal du 11 juin 1993 — *Moniteur belge* du 2 mars 1999). Dans ce cas aussi, il

## Art. 18

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

## Art. 19

*De heer Eerdekkens* dient amendement n° 55 (Stuk n° 1795/5) in, dat ertoe strekt het eerste en het tweede lid van dit artikel te vervangen door de volgende bepalingen :

« De oprichtings-, personeels- en werkingskosten van de commissie en haar secretariaat komen volledig ten laste van de vijf ministeriële departementen die betrokken zijn bij de samenstelling van de commissie.

De kosten die de Staat voor de tenuitvoerlegging van deze wet moet maken, worden gedekt door een heffing ten laste van de houders van de vergunningen voor de diverse klassen. Het bedrag van de heffing wordt bepaald volgens de door de Koning bepaalde regels. ».

Het lijkt hem niet wenselijk dat deze kosten aan de houders van de vergunningen zouden worden geïndexeerd.

*De heer Didden* merkt op dat de in artikel 19 voorgestelde regeling dezelfde is als die welke geldt voor de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en voor de Controleidienst der Verzekeringen.

*De heer Eerdekkens* werpt tegen dat het milieu van de uitbaters van kansspelen bezwaarlijk met dat van de banken en de verzekeringsondernemingen kan worden vergeleken. Hij verkiest een systeem van retributies ter financiering van de oprichtings-, personeels- en werkingskosten van de commissie.

*De heer Tavernier* geeft aan dat artikel 19 enkel een verdeling inhoudt van de kosten over de vier categorieën van houders van vergunningen. Een retributie heeft als nadeel dat de opbrengst ervan onmogelijk precies met de door de commissie gemaakte kosten kan overeenstemmen. Hij verkiest het in het ontwerp voorgestelde systeem.

*De vertegenwoordiger van de minister van Financiën* geeft aan dat in de ogen van de regering een retributie (een vergoeding voor geleverde diensten) na rijk beraad geen goede oplossing leek. De thans voorgestelde facturering zal geschieden per klasse van vergunningen. Samen met de in artikel 71 bepaalde waarborgen, die bij wanbetaling van de kosten worden aangewend om de verschuldigde bedragen te betalen, lijkt het thans voorgestelde systeem efficiënt en sluitend.

Het is trouwens vergelijkbaar met de manier waarop de Cel voor Financiële Informatieverwerking wordt gefinancierd (cf. koninklijk besluit van 4 februari 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juni 1993 — *Belgisch Staatsblad* van

est fait usage d'un système de facturation des frais aux institutions et personnes contrôlées.

*M. Eerdekkens* craint que la répartition de ces frais entre les personnes contrôlées ne se fasse pas de manière équitable. Le contrôle de certaines personnes et de certains établissements nécessitera plus de temps et d'efforts que celui d'autres personnes qui, elles, sont en règle. La facturation des frais aux personnes concernées en tiendra-t-elle compte ?

Étant donné que l'article 19, alinéa 3, prévoit que l'arrêté royal en question devra être confirmé par les Chambres législatives, le membre en déduit qu'il s'agit d'un impôt déguisé.

*Le représentant du ministre des Finances* précise que si l'indemnisation avait le caractère d'une redevance (*quod non*), elle serait proportionnelle à l'importance du service fourni. Il ne s'agit toutefois pas, en l'espèce, d'une redevance, mais de 8 209 intérêssés au total (casinos, salles de jeux automatiques et débits de boissons) auxquels les frais seront facturés selon une clé de répartition fixée par le Roi.

*M. Fourneaux* établit une comparaison avec certains contrôles effectués par le ministère de la Santé publique en matière de denrées alimentaires. Les petites épiceries étant contrôlées au même titre que les supermarchés, il s'ensuit également que le volume de travail est différent pour les contrôleurs. On pourrait, en ce qui concerne le contrôle visé par le projet à l'examen, prendre comme critère le nombre de jeux de hasard à contrôler.

*Le représentant du ministre des Finances* précise que, dans l'arrêté royal visé à l'alinéa 2, des critères objectifs seront définis par classe de licence (par exemple la superficie, le chiffre d'affaires, le nombre de jeux de hasard, l'effectif du personnel, etc.).

*Le représentant du ministre de la Justice* cite, à titre de précédent, l'article 11, § 7, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment des capitaux.

*M. Eerdekkens* précise que si la facturation ne peut être établie en fonction du volume de travail généré par le contrôle, on peut difficilement nier qu'il s'agit en fait d'une taxe.

Il craint que les régions saisissent la Cour d'arbitrage afin d'obtenir l'annulation de cette disposition, les taxes sur les jeux et les paris relevant des régions.

*M. Didden* fait observer que cette objection vaut aussi pour l'amendement présenté par *M. Eerdekkens*.

*M. Eerdekkens* marque son accord sur cette observation. Seule la facturation des frais réels de contrôle ne risque pas d'être annulée par la Cour d'arbitrage.

*Le représentant du ministre de la Justice* précise que la loi précitée du 11 janvier 1993 n'a donné lieu à aucun recours devant la Cour d'arbitrage de la part

2 maart 1999). Ook daar wordt gebruik gemaakt van een stelsel van facturatie van kosten aan de gecontroleerde instellingen en personen.

*De heer Eerdekkens* vreest dat de verdeling van deze kosten over de gecontroleerden niet op een billijke manier zal gebeuren. De controle van bepaalde personen en instellingen zal ongetwijfeld veel meer tijd en moeite vergen dan die van anderen, die wel in regel zijn. Zal bij de facturatie van de kosten aan de betrokkenen hiermee rekening worden gehouden ?

Uit het feit dat het desbetreffende koninklijk besluit, luidens artikel 19, derde lid, door de Wetgevende Kamers moet worden bekrachtigd, leidt het lid af dat het in feite om een verdoken belasting gaat.

*De vertegenwoordiger van de minister van Financiën* geeft aan dat indien de vergoeding het karakter zou hebben van een retributie (*quod non*), zij inderdaad in verhouding zou staan tot de omvang van de geleverde dienst. Hier gaat het echter niet om een retributie, maar om in totaal 8 209 betrokkenen (casino's, speelautomatenhallen en drankgelegenheden) aan wie volgens een door de Koning te bepalen verdeelsleutel, kosten zullen worden gefactureerd.

*De heer Fourneaux* maakt de vergelijking met bepaalde controles die door het ministerie van Volksgezondheid inzake eetwaren worden uitgevoerd. Daar worden zowel kleine kruideniers als grote supermarkten gecontroleerd, wat eveneens tot ongelijke werkvolume voor de controleurs moet leiden. Evenueel kan voor de in het voorliggende ontwerp beoogde controle het aantal te controleren kansspelen hierbij als criterium worden gebruikt.

*De vertegenwoordiger van de minister van Financiën* geeft aan dat in het tweede lid bedoelde koninklijk besluit, per klasse van vergunning, objectieve criteria zullen worden bepaald (bijvoorbeeld de oppervlakte, het zakencijfer, het aantal kansspelen, het aantal personeelsleden enz.).

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* verwijst, bij wijze van precedent, naar artikel 11, § 7, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld.

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat wanneer de facturatie niet in functie van het voor de controle vereiste werkvolume kan gebeuren, men bezwaarlijk kan ontkennen dat het in feite om een belasting gaat.

Hij vreest dat de gewesten voor het Arbitragehof de vernietiging van deze bepaling zullen eisen. De belastingen op de spelen en weddenschappen zijn immers gewestelijke belastingen.

*De heer Didden* merkt op dat dit bezwaar eveneens geldt voor het door de heer Eerdekkens ingediende amendement.

*De heer Eerdekkens* is het daarmee eens. Enkel met een facturering van de reële controlekosten loopt men niet het gevaar van een vernietiging door het Arbitragehof.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat tegen de bovengenoemde wet van 11 januari 1993 door de gewesten geen beroep werd inge-

des régions. Or, les deux cas sont comparables : il s'agit chaque fois de missions particulières de l'autorité fédérale.

*M. Schoeters* ajoute que ce n'est pas l'article de la loi, mais bien l'arrêté royal visé à l'alinéa 2 qui risque d'être annulé. Le gouvernement devra en tenir compte lorsqu'il rédigera cet arrêté royal.

*M. Didden* demande pourquoi l'article 19 prévoit en fait que cet arrêté royal sera confirmé. Quelle en est la raison sous-jacente ?

*Le représentant du ministre de la Justice* souligne que les articles 19 et 71 concernent les aspects budgétaires de la loi.

Abondant dans le sens de M. Eerdekkens, *M. Schoeters* estime également que, lorsqu'il ne s'agit pas d'un impôt ou d'une taxe, une telle confirmation est superflue.

*M. Eerdekkens* estime que l'article 19, alinéa 3, doit en tout cas être supprimé. Il convient par ailleurs de modifier l'alinéa 2 de telle façon que les frais soient facturés aux personnes contrôlées, selon les modalités fixées par le Roi, à prix coûtant.

*M. Tavernier* estime que le rendement d'un jeu de hasard pourrait également constituer un critère de facturation. Pour sa part, on peut supprimer, sans problème, l'alinéa 3. Le législateur n'a, en effet, pas à se mêler des critères de facturation, qui, en vertu de l'alinéa 2, sont fixés par le Roi.

*M. Eerdekkens* présente un amendement (n° 62, Doc. n° 1795/7) visant à remplacer l'alinéa 2 par l'alinéa suivant : « Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E ». Le système de facturation proposé est identique à celui retenu pour le financement de la Cellule de Traitement des Informations financières.

*Le représentant du ministre de la Justice* marque son accord sur cet amendement.

\*  
\*   \*

L'amendement n° 55 de M. Eerdekkens est retiré.

L'amendement n° 62 du même auteur est adopté à l'unanimité.

L'article 19, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 20

*M. Van Belle* présente un amendement (n° 8, Doc. n° 1795/3) visant à insérer, entre les alinéas 3 et 4, l'alinéa suivant :

« La commission est chargée de réaliser une étude scientifique sur l'ampleur et sur les causes de la

steld bij het Arbitragehof. Beide gevallen zijn nochtans vergelijkbaar : het gaat telkens om bijzondere opdrachten van de federale overheid.

*De heer Schoeters* geeft aan dat niet het wetsartikel maar het in het tweede lid bedoelde koninklijk besluit eventueel kan worden vernietigd. De regering zal bij het opstellen van dit koninklijk besluit hiermee rekening moeten houden.

*De heer Didden* vraagt waarom de tekst van artikel 19 eigenlijk in een bekraftiging van dat koninklijk besluit voorziet. Wat is de onderliggende reden ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat de artikelen 19 en 71 betrekking hebben op de budgettaire aspecten van de wet.

*De heer Schoeters* is het met de heer Eerdekkens eens dat wanneer het niet om een belasting gaat, dergelijke bekraftiging overbodig is.

*De heer Eerdekkens* vindt dat het derde lid van artikel 19 in elk geval moet worden geschrapt. Het tweede lid moet dermate worden gewijzigd dat de kosten, volgens door de Koning te bepalen nadere regels, tegen kostprijs aan de gecontroleerden zullen worden gefactureerd.

*De heer Tavernier* meent dat ook de omzet van een kansspel een mogelijk criterium bij de facturatie kan zijn. Het derde lid van artikel 19 kan, wat hem betreft, gerust wegvalLEN. De wetgever moet zich immers niet inlaten met de, krachtens het tweede lid door de Koning te bepalen criteria van facturatie.

*De heer Eerdekkens* dient een amendment n° 62 (Stuk n° 1795/7) in. Het strekt ertoe het tweede lid van artikel 19 te vervangen als volgt : « De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de bijdrage van de houders van een vergunning klasse A, B, C en E in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie ». Het voorgestelde facturatiesysteem is hetzelfde als dat voor de financiering van de Cel voor Financiële Informatieverwerking.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daarmee eens.

\*  
\*   \*

Amendment n° 55 van de heer Eerdekkens wordt ingetrokken.

Amendment n° 62 van dezelfde indiener wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 19 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 20

*De heer Van Belle* dient amendment n° 8 (Stuk n° 1795/3) in, dat ertoe strekt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid in te voegen :

« De commissie staat in voor een wetenschappelijke studie over de omvang en de oorzaken van de

dépendance au jeu, en ce compris une analyse socio-financière des coûts et des bénéfices. Cette étude ainsi que son évaluation annuelle sont communiquées au parlement. ».

L'auteur renvoie à la proposition de résolution relative au problème de la dépendance au jeu, que le Sénat a adoptée à l'unanimité (Doc. Sénat n° 1-546/1 à 4). Il estime qu'il conviendrait d'insérer ce texte dans la loi.

*Le représentant du ministre de la Justice* ne conteste nullement l'utilité d'une telle étude. Cette problématique sort toutefois du cadre des dispositions pénales à l'examen. La prévention et le traitement de la dépendance au jeu relèvent en outre plutôt de la compétence des communautés ou éventuellement de celle des régions.

*Les amendements n°s 63 et 64* (Doc. n° 1795/7) de *M. Eerdekkens* sont purement formels.

Le premier de ces amendements vise à remplacer l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, par la disposition suivante :

« À la demande des ministres concernés ou du parlement, la commission rendra son avis sur toute initiative législative ou réglementaire dans les matières visées par la présente loi. ».

L'amendement n° 64 vise à remplacer l'alinéa 4 du même article par la disposition suivante :

« Pour l'application de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, la commission des jeux de hasard constitue l'autorité de contrôle et de tutelle au sens des articles 21 et 22 de cette loi. ».

*Le représentant du ministre de la Justice* n'est pas opposé à ces deux amendements.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 8 de *M. Van Belle* est rejeté à l'unanimité.

Les amendements n°s 63 et 64 de *M. Eerdekkens* sont adoptés à l'unanimité.

L'article 20, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 21 à 23

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 24

*L'amendement n° 42 de M. Schoeters et consorts* (Doc. n° 1795/5) tend à insérer les mots « ainsi que les représentants des travailleurs des exploitants » entre le mot « exploitants » et les mots « dans un comité de concertation ».

gokverslavingsproblematiek, met inbegrip van een financieel-maatschappelijke kosten-batenanalyse. Deze studie, samen met de jaarlijkse evaluatie ervan, worden aan het parlement voorgelegd. ».

De indiener verwijst naar de resolutie betreffende de gokverslavingsproblematiek, die door de Senaat eenparig werd aangenomen (Stuk Senaat n°s 1-546/1 tot 4) Volgens hem is het raadzaam deze tekst in de wet op te nemen.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* betwist geenzins het nut van dergelijke studie. Dit valt echter buiten het kader van de voorliggende strafrechtelijke bepalingen. Daarenboven vallen de preventie en verzorging van gokverslaving veeleer onder de bevoegdheid van de gemeenschappen, of eventueel onder die van de gewesten.

*De amendementen n°s 63 en 64* (Stuk n° 1795/7) van *de heer Eerdekkens* zijn van louter formele aard.

Het eerste strekt ertoe het eerste lid van artikel 20 te vervangen als volgt :

« Op verzoek van de betrokken ministers of van het parlement, brengt de commissie advies uit over wetgevende of regelgevende initiatieven met betrekking tot de in deze wet bedoelde aangelegenheden. ».

Amendment n° 64 vervangt het vierde lid van hetzelfde artikel door wat volgt :

« Voor de toepassing van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld treedt de kansspelcommissie op als contollerende en toezichthoudende instantie, zoals bedoeld in de artikelen 21 en 22 van die wet. ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* heeft geen bezwaar tegen deze beide amendementen.

\*  
\* \* \*

Amendment n° 8 van *de heer Van Belle* wordt eenparig verworpen.

De amendementen n°s 63 en 64 van *de heer Eerdekkens* worden eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 20 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 21 tot 23

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

#### Art. 24

*Amendment n° 42 van de heer Schoeters c.s.* (Stuk n° 1795/5) strekt ertoe de woorden « , alsmede de vertegenwoordigers van de werknemers van de exploitanten » in te voegen tussen de woorden « exploitanten » en « in een overlegcomité ».

*Le représentant du ministre de la Justice* marque son accord sur cet amendement.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 42 de M. Schoeters et consorts est adopté à l'unanimité.

L'article 24, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

### Art. 25

M. Schoeters présente un amendement (n° 41, Doc. n° 1795/5) tendant à compléter le point 1 par ce qui suit : « en ce compris l'entretien journalier et les réparations urgentes des jeux de hasard mécaniques utilisés dans un tel établissement; ».

*Le représentant du ministre de la Justice* recommande que l'entretien des appareils, d'une part, et leur exploitation, d'autre part, soient strictement séparés. C'est précisément pour éviter les abus qu'il paraît opportun que cet entretien ne soit pas effectué par l'exploitant même, mais par des tiers.

M. Schoeters fait observer que si, à l'heure actuelle, la table de roulette d'un casino n'est pas parfaitement horizontale, l'exploitant peut immédiatement remédier à ce problème. Cela prendrait inévitablement plus de temps de recourir à des tiers. C'est la pratique courante dans les casinos et, jusqu'à présent, il n'y a jamais eu aucune plainte !

*Le représentant du ministre de la Justice* confirme qu'il en est en effet ainsi pour les petites interventions. Aucun contrôle n'est d'ailleurs possible en la matière.

L'amendement laisse toutefois la porte ouverte au réglage des appareils électroniques par l'exploitant lui-même.

M. Schoeters fait observer que son amendement vise exclusivement les jeux de hasard mécaniques. En ce qui concerne les autres appareils, la partie électronique devrait être tout à fait isolée, voire scellée !

*Le représentant du ministre de la Justice* estime que l'amendement est assez délicat, même s'il se limite aux tables à roulette.

*Le représentant du ministre des Finances* précise que la remise à niveau d'une table à roulette ne peut être considérée comme une activité d'entretien ou de réparation. Il s'agit simplement d'un acte destiné à permettre le bon déroulement du jeu, ce qui est et reste de la compétence de l'exploitant de casino. Il serait d'ailleurs préférable de remplacer les mots « jeux de hasard mécaniques » par les mots « jeux de table ». L'amendement manque toutefois son but et il paraît dès lors préférable de ne pas l'adopter.

Etant donné que l'article 25 ne remet nullement en question, selon les représentants des deux ministres, la situation qui prévaut actuellement dans les casinos, M. Schoeters retire son amendement n° 41.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* stemt in met het amendement.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 42 van de heer Schoeters c.s. wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 24 wordt eenparig aangenomen.

### Art. 25

De heer Schoeters dient amendement n° 41 (Stuk n° 1795/5) in. Hij wil punt 1 aanvullen als volgt : « , met inbegrip van het dagelijks onderhoud en de dringende herstellingen van de in dergelijke inrichtingen aangewende mechanische kansspelen; ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* pleit voor een stricte scheiding tussen enerzijds het onderhoud en anderzijds de exploitatie van de toestellen. Precies om misbruiken te voorkomen lijkt het aangewezen dat dit onderhoud niet door de exploitant zelf maar door derden zou gebeuren.

De heer Schoeters merkt op dat thans, wanneer bijvoorbeeld in een casino een roulettetafel niet volledig horizontaal staat, de exploitant dit euvel onmiddellijk kan herstellen. Een verplicht beroep op derden zou onvermijdelijk meer tijd vergen. Dit is de courante praktijk in de casino's en tot nu toe zijn daar geen klachten over !

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* bevestigt dat dit voor de kleine ingrepen inderdaad zo gebeurt. Daarop is trouwens geen controle mogelijk.

Het amendement zet echter de deur open voor het eigenhandig bijstellen van elektronische toestellen.

De heer Schoeters geeft aan dat zijn amendement uitsluitend voor de mechanische kansspelen is bedoeld. Voor wat de overige toestellen betreft, moet het elektronische gedeelte volledig afgesloten, en eventueel zelfs verzegeld zijn !

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* vindt het amendement vrij delicaat, zelfs indien het tot de roulettetafels beperkt blijft.

*De vertegenwoordiger van de minister van Financiën* geeft aan dat het opnieuw horizontaal plaatsen van een roulettetafel niet als een onderhouds- of herstellingswerkzaamheid kan worden beschouwd. Dit is gewoon een handeling om het spel correct te doen verlopen, wat een bevoegdheid is en blijft van de casinouitbater. De term « mechanische spelen » kan overigens beter worden vervangen door « tafel-spelen ». Het amendement schiet echter zijn doel voorbij. Het lijkt aangewezen het niet goed te keuren.

Aangezien artikel 25 volgens de vertegenwoordigers van de beide ministers geen afbreuk doet aan de bestaande toestand in de casino's, trekt de heer Schoeters zijn amendement n° 41 in.

*L'amendement n° 39 du même auteur* (Doc. n° 1795/5) tend à supprimer la dernière phrase de cet article. Il devient ainsi impossible que le titulaire d'une licence de la classe E obtienne automatiquement une licence pour l'exploitation de jeux de hasard dans un débit de boisson.

*Le représentant du ministre de la Justice* marque son accord sur cet amendement.

*L'amendement n° 56 de M. Schoeters* (Doc. n° 1795/6) tend à supprimer, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 4, les mots « pour des périodes de cinq ans renouvelables ».

L'auteur estime que, d'un point de vue social, il n'est ni souhaitable, ni admissible, de subordonner l'emploi dans un casino ou une salle de jeux automatiques au renouvellement quinquennal de la licence de classe D obtenue par l'exploitant. Cette mesure paraît du reste incompatible avec le fait que les contrats de travail sont généralement de durée illimitée.

*Le représentant du ministre de la Justice* marque son accord sur cet amendement.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 41 de M. Schoeters et consorts est retiré.

Les amendements n°s 39 et 56 du même auteur sont adoptés à l'unanimité.

L'article 25, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 26

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

#### Art. 27

*M. Desimpel* présente un amendement (n° 2, Doc. n° 1795/3) visant à supprimer l'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article.

*Le représentant du ministre de la Justice* s'oppose à cette suppression.

*L'amendement n° 40 de M. Schoeters et consorts* (Doc. n° 1795/5) est étroitement lié à l'amendement n° 39 présenté à l'article 25.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 2 de M. Desimpel est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 40 de M. Schoeters et consorts est adopté à l'unanimité.

L'article, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

*Amendement n° 39 van dezelfde indiener* (Stuk n° 1795/5) strekt ertoe de laatste zin van het artikel weg te laten. Daardoor wordt het onmogelijk dat iemand die een vergunning klasse E heeft automatisch ook een vergunning tot de exploitatie van kansspelen in een drankgelegenheid zou bekomen.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daarmee eens.

*Amendement n° 56 van de heer Schoeters* (Stuk n° 1795/6) strekt ertoe in het eerste lid, in punt 4, de woorden « voor hernieuwbare periodes van vijf jaar » te schrappen.

Volgens de indiener is het vanuit maatschappelijk oogpunt niet wenselijk noch aanvaardbaar om de tewerkstelling in een casino of speelautomatenhal van een werknemer, die ooit een vergunning klasse D heeft gekregen, te laten afhangen van de vijfjaarlijkse hernieuwing van die vergunning. Dit lijkt trouwens onverenigbaar met het feit dat de arbeidsovereenkomsten meestal van onbeperkte duur zijn.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* stemt in met het amendement.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 41 van de heer Schoeters c.s. wordt ingetrokken.

De amendementen n°s 39 en 56 van dezelfde indiener worden eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 25 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 26

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 27

*De heer Desimpel* dient amendement n° 2 (Stuk n° 1795/3) in, tot schrapping van het eerste lid van dit artikel.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daar niet mee eens.

*Amendement n° 40 van de heer Schoeters c.s.* (Stuk n° 1795/5) hangt nauw samen met amendement n° 39 op artikel 25.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 2 van de heer Desimpel wordt eenparig verworpen.

Amendement n° 40 van de heer Schoeters c.s. wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 27 wordt eenparig aangenomen.

Art. 27bis (*nouveau*)

*M. Van Belle* présente un amendement (n° 9, Doc. n° 1795/3) visant à insérer, sous un chapitre IIIbis, intitulé « Du Fonds de prévention », un article 27bis, libellé comme suit :

« Art. 27bis. — Il est créé un fonds de prévention qui est alimenté par une cotisation annuelle versée par les détenteurs d'une licence de la classe A, B, C et E. Le Roi fixe le montant de la redevance ainsi que les modalités d'exécution.

Ce fonds ne peut être utilisé qu'aux fins d'informer le public conformément à l'article 61. ».

Cet amendement s'inspire, lui aussi, de la résolution précitée, adoptée à l'unanimité par le Sénat (cf. article 20).

*Le représentant du ministre de la Justice* rappelle que la prévention du jeu pathologique n'est pas une compétence fédérale. Le projet de loi à l'examen ne prévoit d'ailleurs pas non plus de fonds organique pour la commission des jeux de hasard. Le produit des cotisations des titulaires des licences sera en tout cas versé au Trésor. Une partie de ce produit pourrait être affectée à la prévention du jeu pathologique, pour autant que l'autorité fédérale soit compétente en la matière.

*M. Van Belle* déplore que le projet de loi à l'examen dispose que le « Roi prend les mesures relatives (...) à l'information du public des dangers inhérents au jeu » (cf. article 61), mais qu'il ne prévoie pas de fonds à cet effet.

\*  
\*   \*

L'amendement n° 9 de *M. Van Belle* visant à insérer un article 27bis (*nouveau*) est rejeté à l'unanimité.

## Art. 28

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

## Art. 29

*M. Gehlen* présente un amendement (n° 1, Doc. n° 1795/2) visant à permettre l'ouverture de deux casinos supplémentaires, à savoir à Lontzen-Herbesthal et à Anvers.

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer que l'État fédéral et les communautés et les régions sont parvenus à un consensus, au sein du comité de concertation, sur le nombre total autorisé d'établissements de jeux de hasard de classe I. Ce nombre reste limité à 9.

Art. 27bis (*nieuw*)

*De heer Van Belle* dient amendement n° 9 (Stuk n° 1795/3) in, dat ertoe strekt onder een hoofdstuk IIIbis met als opschrift « Preventiefonds », een artikel 27bis in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 27bis. — Er wordt een preventiefonds opgericht, dat gespijsd wordt door een jaarlijkse bijdrage van de houders van een vergunning klasse A, B, C en E. De Koning bepaalt het bedrag van de retributie en de uitvoeringsmodaliteiten.

Dit fonds kan uitsluitend worden aangewend voor de voorlichting van het publiek zoals bedoeld in artikel 61. ».

Ook dit amendement is geïnspireerd op de bovenvermelde, door de Senaat eenparig aangenomen resolutie (cf. artikel 20).

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* herhaalt dat de preventie van gokverslaving geen federale bevoegdheid is. In het voorliggende wetsontwerp wordt trouwens ook niet voorzien in een organiek fonds voor de kansspelcommissie. De opbrengst van de bijdragen van de houders van de vergunningen wordt hoe dan ook in de Schatkist gestort. Evenueel kan een gedeelte daarvan voor preventie tegen gokverslaving worden aangewend, voorzover de federale overheid hiervoor toch bevoegd zou blijken te zijn.

*De heer Van Belle* betreurt dat het voorliggende wetsontwerp wel bepaalt dat de Koning maatregelen neemt, gericht op ... de voorlichting van het publiek omtrent de gevaren inherent aan kansspelen (cf. artikel 61), maar hiervoor geen fondsen vrijmaakt.

\*  
\*   \*

Amendement n° 9 van *de heer Van Belle* tot invoering van een nieuw artikel 27bis wordt eenparig verworpen.

## Art. 28

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

## Art. 29

*De heer Gehlen* dient amendement n° 1 (Stuk n° 1795/2) in, dat de oprichting van twee bijkomende casino's, met name te Lontzen-Herbestal en te Antwerpen mogelijk moet maken.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat in het overlegcomité tussen de Federale Staat en de gemeenschappen en gewesten een consensus werd bereikt over het totale aantal toegestane kansspelinrichtingen van klasse I. Dit aantal blijft beperkt tot 9.

*MM. Reynders et Maingain présentent un amendement (n° 16, Doc. n° 1795/4) visant à associer le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale au processus de désignation de la commune de cette région qui pourra exploiter un casino sur son territoire.*

*Le représentant du ministre de la Justice* souligne que le projet de loi à l'examen a trait à la loi pénale et que, par conséquent, les casinos doivent être désignés (*nominatim*) dans la loi elle-même.

*L'amendement n° 65 de M. Eerdekkens* vise à supprimer le dernier alinéa. Il estime que ce n'est pas au Roi, mais au législateur qu'il appartient de décider, en cas de fermeture d'un casino, de le transférer dans une autre commune.

*Le représentant du ministre de la Justice* marque son accord sur cet amendement.

\*  
\* \*

L'amendement n° 1 de M. Gehlen est rejeté par 8 voix et une abstention.

L'amendement n° 16 de MM. Reynders et Main gain est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 65 de M. Eerdekkens est adopté à l'unanimité.

L'article 29, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

### Art. 30 et 31

Ces articles ne font l'objet d'aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

### Art. 32

*L'amendement n° 22 du gouvernement* vise à remplacer, au point 5, les mots « l'espace réservé à l'exploitation des jeux de hasard » par les mots « la salle de jeux ».

*Le représentant du ministre de la Justice* précise qu'il s'agit d'une simplification d'ordre légitique.

\*  
\* \*

L'amendement n° 22 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 32, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

*De heren Reynders en Maingain dienen amendement n° 16 (Stuk n° 1795/4) in, dat ertoe strekt de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te betrekken bij de aanwijzing van de gemeente van dit gewest die op haar grondgebied een casino zal mogen exploiteren.*

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat het voorliggende wetsontwerp betrekking heeft op de strafwet en dat bijgevolg de aanduiding van de casino's (*nominatim*) in de wet zelf moet gebeuren.

*Amendement n° 65 van de heer Eerdekkens* strekt ertoe het laatste lid van dit artikel weg te laten. Volgens hem komt het niet aan de Koning, maar aan de wetgever toe om, bij sluiting van een casino, te beslissen over het verplaatsen ervan naar een andere gemeente.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daarmee eens.

\*  
\* \*

Amendement n° 1 van de heer Gehlen wordt verworpen met 8 stemmen en één onthouding.

Amendement n° 16 van de heren Reynders en Maingain wordt eenparig verworpen.

Amendement n° 65 van de heer Eerdekkens wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 29 wordt eenparig aangenomen.

### Art. 30 en 31

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

### Art. 32

*Amendement n° 22 van de regering* strekt ertoe in punt 5 de woorden « de ruimte waar de kansspelen worden geëxploiteerd » te vervangen door de woorden « de speelzaal ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat het om een legistieke vereenvoudiging gaat.

\*  
\* \*

Amendement n° 22 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 32 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

## Art. 33

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

## Art. 34

*MM. Schoeters et Suykens* présentent un amendement (n° 14, Doc. n° 1795/3) visant à limiter à 150, au lieu de 200, le nombre total des établissements de jeux de hasard de classe II.

Cet amendement est ensuite retiré et remplacé par l'amendement n° 38 (Doc. n° 1795/5) de *M. Schoeters et consorts*, qui vise à apporter à l'article 34 les modifications suivantes :

A) à l'alinéa 2, remplacer le chiffre « 200 » par le chiffre « 180 »;

B) remplacer l'alinéa 3 par l'alinéa suivant :

« L'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II doit s'effectuer en vertu d'une convention à conclure entre la commune du lieu de l'établissement et l'exploitant. La décision de conclure une telle convention relève du pouvoir discrétionnaire de la commune. La convention détermine où l'exploitant peut installer les jeux automatiques, qui pourra accéder aux différentes parties de la salle de jeux automatiques, les heures d'ouverture et de fermeture et qui exerce le contrôle de la commune. ».

*M. Schoeters* précise que cet amendement vise, d'une part, à limiter le nombre de luna-parks à 180 (le nombre actuel) et, d'autre part, à subordonner leur exploitation à une autorisation de la commune.

*M. Eerdekkens* précise que la pratique montre que les exploitants de luna-parks sont souvent liés au milieu criminel. Moins il y a de luna-parks, mieux cela vaut pour la société !

*M. Van Belle* demande si une telle limitation ne risque pas de favoriser les luna-parks étrangers.

*Le représentant du ministre de la Justice* fait observer que le nombre prévu par le projet (200) correspond à un luna-park par 50 000 habitants. L'opération judiciaire « *Indian Summer* » menée en novembre 1998, au cours de laquelle tous les luna-parks ont été contrôlés, a permis de constater qu'en fait, ceux-ci n'étaient pas au nombre de 200 (ainsi qu'on le supposait), mais au nombre de 180. Il paraît dès lors opportun de geler cette situation.

*L'amendement n° 23 du gouvernement* tend à apporter les modifications suivantes à l'article 34 :

A) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « exclusivement » est inséré entre les mots « sont exploités » et les mots « les jeux »;

B) à l'alinéa 3, les mots « où l'exploitant peut installer les jeux automatiques, qui pourra accéder aux différentes parties de la salle de jeux automatiques » sont remplacés par les mots « où l'établissement de jeux de hasard est établi ».

## Art. 33

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

## Art. 34

*De heren Schoeters en Suykens* dienen amendement n° 14 (Stuk n° 1795/3) in dat ertoe strekt het maximum aantal kansspelinrichtingen klasse II te beperken tot 150 in plaats van 200.

Dit amendement wordt vervolgens teruggetrokken en vervangen door amendement n° 38 (Stuk n° 1795/5) van *de heer Schoeters c.s.* De indieners van dit nieuwe amendement willen in artikel 34 de volgende wijzigingen aanbrengen :

A) in het tweede lid het cijfer « 200 » vervangen door het cijfer « 180 »;

B) het derde lid vervangen door het volgende lid :

« De uitbating van een kansspelinrichting klasse II moet geschieden krachtens een convenant dat voorafgaandelijk wordt gesloten tussen de gemeente van vestiging en de uitbater. De beslissing om een dergelijk convenant te sluiten, behoort tot de discretionaire bevoegdheid van de gemeente. Het convenant bepaalt waar automaten mogen worden opgesteld, wie toegang krijgt tot welk gedeelte van de automatenhal, de openings- en sluitingstijden en wie het gemeentelijk toezicht waarneemt. ».

*De heer Schoeters* geeft aan dat het amendement enerzijds het aantal lunaparken op maximum 180 (het huidige aantal) bepaalt en, anderzijds bepaalt dat voor de uitbating ervan eerst toestemming moet worden bekomen van de gemeente.

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat uit de praktijk blijkt dat uitbaters van lunaparken vaak bindingen hebben met het criminale milieu. Hoe minder lunaparken, hoe beter voor de maatschappij !

*De heer Van Belle* vraagt of dergelijke beperking niet in het voordeel van de buitenlandse lunaparken zal spelen.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat het in het ontwerp bepaalde aantal (200) overeenstemt met één lunapark per 50 000 inwoners. Naar aanleiding van de gerechtelijke operatie « *Indian Summer* » van november 1998, waarbij alle lunaparken werden gecontroleerd, is gebleken dat hun werkelijke aantal 200 (zoals werd vermoed) maar 180 bedraagt. Het lijkt dan ook aangewezen de bestaande situatie te bevriezen.

*Amendement n° 23 van de regering* strekt ertoe in artikel 34 de volgende wijzigingen aan te brengen :

A) in het eerste lid wordt het woord « uitsluitend » ingevoegd tussen de woorden « waar » en « de »;

B) in het derde lid worden de woorden « waar automaten mogen worden opgesteld, wie toegang krijgt tot welk gedeelte van de automatenhal » vervangen door de woorden « waar de kansspelinrichting wordt gevestigd ».

*Le représentant du ministre de la Justice* précise que le gouvernement tient à éviter que des jeux visés à l'article 3 (qui ne peuvent être considérés comme des jeux de hasard au sens de la loi en projet) soient installés à côté de vrais jeux de hasard dans un établissement de jeux de hasard de classe II, car cela en faciliterait l'accès.

*L'amendement n° 66* (Doc. n° 1795/7) de *M. Eerdekens* tend à compléter l'article 34, alinéa 3, par la disposition suivante :

« La convention précise les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture des établissements de jeux de hasard de classe II. ».

*M. Eerdekens* précise que chaque commune doit pouvoir déterminer les heures d'ouverture et de fermeture des luna-parks installés sur son territoire.

*Le représentant du ministre de la Justice* est également de cet avis.

*M. Van Belle* considère qu'il serait préférable que la loi fixe les heures d'ouverture et de fermeture à respecter dans toutes les communes. Cela permettrait d'éviter qu'un luna-park soit délaissé au profit d'un autre !

*M. Didden* suppose que les communes se concerteront à ce sujet.

\*  
\* \*

*L'amendement n° 14* de MM. Schoeters et Suykens a déjà été retiré.

*L'amendement n° 23* du gouvernement est adopté à l'unanimité.

*L'amendement n° 38* de M. Schoeters et consorts est adopté à l'unanimité.

*L'amendement n° 66* de *M. Eerdekens* est adopté à l'unanimité.

L'article 34, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

### Art. 35

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

### Art. 36

*M. Van Belle* présente un amendement (n° 10, Doc. n° 1795/3) tendant à remplacer, au 4°, les mots « à proximité » par les mots « dans un rayon de 500 mètres ». L'auteur estime que la notion de « proximité » utilisée dans l'article 36 est trop vague.

Le sous-amendement présenté à cet amendement par MM. Schoeters et Suykens (n° 13, Doc. n° 1795/3), tendant à remplacer les mots « 500 mètres » par les mots « 1 000 mètres », est retiré.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat de regering wil vermijden dat in een kansspelinrichting klasse II naast echte kansspelen ook in artikel 3 vermelde spelen (die geen kansspelen zijn in de zin van de wet) zouden worden geëxploiteerd, wat drempelverlagend zou kunnen werken.

*Amendement n° 66* (Stuk n° 1795/7) van *de heer Eerdekens* strekt ertoe het derde lid van artikel 34 aan te vullen als volgt :

« Het convenant preciseert de nadere voorwaarden, de openings- en sluitingsuren, alsook de openings- en sluitingsdagen, van de kansspelinrichtingen klasse II. ».

*De heer Eerdekens* geeft aan dat iedere gemeente het openings- en sluitingsuur van de op haar grondgebied gevestigde lunaparken moet kunnen bepalen.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daarmee eens.

*De heer Van Belle* vindt dat de wet beter een zelfde openings- en sluitingsuur voor alle gemeenten kan opleggen. Op die manier wordt het verloop van het ene naar het andere lunapark vermeden !

*De heer Didden* vermoedt dat de gemeenten hierover onderling overleg zullen plegen.

\*  
\* \*

*Amendement n° 14* van de heren Schoeters en Suykens was reeds ingetrokken.

*Amendement n° 23* van de regering wordt eenparig aangenomen.

*Amendement n° 38* van de heer Schoeters c.s. wordt eenparig aangenomen.

*Amendement n° 66* van de heer Eerdekens wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 34 wordt eenparig aangenomen.

### Art. 35

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

### Art. 36

*De heer Van Belle* dient amendement n° 10 (Stuk n° 1795/5) in, om in de bepaling onder 4°, de woorden « in de nabijheid van » te vervangen door de woorden « binnen een straal van 500 m van ». Volgens hem is de in artikel 36 gebruikte omschrijving te vaag.

Het op dit amendement door *de heren Schoeters en Suykens* ingediende subamendement (n° 13, Stuk n° 1795/3), dat ertoe strekt de woorden « 500 m » te vervangen door de woorden « 1 000 m » wordt ingetrokken.

*Le représentant du ministre de la Justice* précise qu'il appartiendra à la commune de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par « à proximité ». Il ne s'agit du reste pas de parcs d'attractions, qui n'exploitent pas de jeux de hasard au sens de la loi.

*M. Leterme* craint néanmoins que, dans certaines communes (par exemple, à la côte), où il existe déjà un luna-park, il ne soit guère facile de satisfaire aux conditions énoncées à l'article 36. Il lui paraît souhaitable de laisser aux communes elles-mêmes le soin de décider.

L'amendement n° 67 (Doc. n° 1795/7) de *M. Eerdekkens* tend à compléter l'article 36 par un point 5, libellé comme suit : « 5. présenter la convention conclue entre l'établissement de jeux de hasard de classe II et la commune du lieu de l'établissement. ».

À la demande du *représentant du ministre de la Justice*, cet amendement est complété par la *commission* (par analogie avec le texte de l'article 31.3) par les mots « sous la condition d'obtenir la licence de classe B requise. ».

\*  
\*   \*

L'amendement n° 10 de *M. Van Belle* est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 13 de *MM. Schoeters et Suykens* est retiré.

L'amendement n° 67 de *M. Eerdekkens*, tel qu'il a été modifié par la commission, est adopté à l'unanimité.

L'article 36, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 37

*Le gouvernement* présente un amendement (n° 24, Doc. n° 1795/5) tendant à remplacer, au point 5, les mots « l'espace réservé à l'exploitation des jeux de hasard » par les mots « la salle de jeux ».

*Le représentant du ministre de la Justice* renvoie à l'amendement du gouvernement à l'article 32.

\*  
\*   \*

L'amendement n° 24 du gouvernement et l'article, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 38 à 47

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat de gemeente dit begrip « in de nabijheid van » zal moeten invullen. Het gaat overigens niet om pretparken, die geen kansspelen in de zin van de wet exploiteren.

*De heer Leterme* vreest niettemin dat het in bepaalde gemeenten (bijvoorbeeld aan de kust), waar reeds een lunapark is gevestigd, niet gemakkelijk zal zijn om aan de in artikel 36 bepaalde voorwaarden te voldoen. Het lijkt hem aangewezen dat de beslissing terzake aan de gemeenten zelf wordt overgelaten.

Amendement n° 67 (Stuk n° 1795/7) van *de heer Eerdekkens* strekt ertoe artikel 36 aan te vullen met een punt 5, luidend als volgt : « 5. het convenant kunnen voorleggen dat werd gesloten tussen de kansspelinrichting klasse II en de gemeente waar die inrichting gevestigd is. ».

Op vraag van *de vertegenwoordiger van de minister van Justitie* wordt dit amendement door *de commissie* (naar analogie met de tekst van artikel 31.3) aangevuld met de volgende woorden : « onder de voorwaarde dat de vergunning van klasse B wordt verkregen. ».

\*  
\*   \*

Amendement n° 10 van *de heer Van Belle* wordt eenparig verworpen.

Amendement n° 13 van *de heren Schoeters en Suykens* wordt ingetrokken.

Amendement n° 67 van *de heer Eerdekkens*, zoals het werd gewijzigd door *de commissie*, wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 36 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 37

*De regering* dient amendement n° 24 (Stuk n° 1795/5) in, dat ertoe strekt in punt 5 de woorden « de ruimte waar kansspelen worden geëxploiteerd » te vervangen door de woorden « de speelzaal ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* verwijst naar het regeringsamendement bij artikel 32.

\*  
\*   \*

Amendement n° 24 van *de regering* en het aldus gewijzigde artikel 37 worden eenparig aangenomen.

#### Art. 38 tot 47

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

## Art. 48

*L'amendement n° 37* (Doc. n° 1795/5) de MM. Schoeters et consorts tend à supprimer, dans l'intitulé du chapitre V, les mots « ainsi que de leur exploitation dans les établissements de classe III » et, dans l'article 48, les mots « ainsi que leur exploitation sous quelque forme que ce soit dans les établissements de classe III ».

Cet amendement résulte de l'interdiction de cumuler les licences, prévue notamment à l'article 25 du projet de loi (tel qu'il a été modifié par l'amendement n° 39).

\*  
\* \*

L'amendement n° 37 de M. Schoeters et consorts est adopté à l'unanimité.

L'article 48, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

## Art. 49 à 52

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

## Art. 53

*L'amendement n° 25* (Doc. n° 1795/5) du gouvernement tend à remplacer, au point 1, les mots « des licences » par les mots « de la licence ». Il s'agit d'une modification purement légitique.

\*  
\* \*

L'amendement n° 25 du gouvernement et l'article 53, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

## Art. 54

*Le gouvernement présente un amendement (n° 26, Doc. n° 1795/5) visant notamment à préciser que l'accès aux établissements de jeux de hasard ne peut être interdit aux magistrats, aux notaires, aux huissiers et aux membres des services de police dans l'exercice de leurs fonctions (par exemple, lors de perquisitions). L'amendement vise aussi à apporter diverses améliorations techniques au texte et à préciser que l'interdiction d'accès s'appliquant aux personnes de moins de 21 ans concerne les salles de jeux et non les autres locaux des casinos. Ces locaux accueillent en effet souvent des événements culturels et autres auxquels l'interdiction ne s'applique pas.*

## Art. 48

*Amendement n° 37* (Stuk n° 1795/5) van de heer Schoeters c.s. strekt ertoe in het opschrift van hoofdstuk V de woorden « alsmede de exploitatie ervan in de kansspelinrichtingen klasse III » weg te laten en in artikel 48 de woorden « alsmede de exploitatie ervan in welke vorm dan ook in de kansspelinrichting III » weg te laten.

Dit amendement vloeit voort uit het cumulatieverbod van de vergunningen, zoals onder meer ingeschreven in artikel 25 van het wetsontwerp (zoals gewijzigd door amendement n° 39).

\*  
\* \*

Amendement n° 37 van de heer Schoeters c.s. wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 48 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

## Art. 49 tot 52

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

## Art. 53

*Amendement n° 25 van de regering* (Stuk n° 1795/5) strekt ertoe in punt 1 het woord « vergunningen » te vervangen door « vergunning ». Het betreft een wijziging van zuiver legitieke aard.

\*  
\* \*

Amendement n° 25 van de regering en het aldus gewijzigde artikel 53 worden eenparig aangenomen.

## Art. 54

*De regering dient amendement n° 26* (Stuk n° 1795/5) in. Dit amendement wil onder meer duidelijk maken dat de toegang niet kan worden verboden aan de magistraten, de deurwaarders, de notarissen en de leden van de politiediensten tijdens de uitoefening van hun functies (bijvoorbeeld tijdens huiszoeken). Daarnaast bevat het amendement ook enkele tekstverbeteringen en de verduidelijking dat het toegangsverbod voor personen onder de 21 jaar enkel geldt voor de speelzalen en niet voor de rest van het casino. In de andere ruimten van een casino worden immers vaak culturele en andere activiteiten georganiseerd, waarvoor het toegangsverbod niet geldt.

*L'amendement n° 43 de M. Schoeters et consorts* (Doc. n° 1795/5) vise à compléter la première phrase du § 1<sup>er</sup> par ce qui suit :

« , à l'exception du personnel majeur des établissements de jeux de hasard sur leur lieu de travail. ».

M. Schoeters précise que les membres du personnel âgés de 18 à 21 ans doivent évidemment avoir accès aux établissements de jeux de hasard des classes I et II.

*Le représentant du ministre de la Justice* marque son accord sur cet amendement, l'important étant que ces jeunes ne puissent pas pratiquer des jeux de hasard.

*L'amendement n° 68 de M. Eerdekkens* (Doc. n° 1795/7) vise à remplacer la phrase introductory du § 4 par ce qui suit : « La commission prononce préventivement l'exclusion des établissements de jeux de hasard des classes I et II : ».

M. Eerdekkens estime que cette formulation assure une meilleure protection sociale.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 26 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 43 de M. Schoeters et consorts est adopté par un vote identique.

L'amendement n° 68 de M. Eerdekkens est adopté à l'unanimité.

L'article 54, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 54bis (*nouveau*)

*L'amendement n° 31 de M. Leterme et consorts* (Doc. n° 1795/5) vise à insérer un article 54bis (*nouveau*), libellé comme suit :

« Art. 54bis. — Il est créé, auprès du ministère de la Justice, un système de traitement des informations concernant les personnes visées à l'article 54.

Les finalités de ce système sont :

1<sup>o</sup> de permettre à la commission des jeux de hasard d'exercer les missions qui lui sont attribuées par la présente loi;

2<sup>o</sup> de permettre aux exploitants et au personnel des établissements de jeux de hasard de contrôler le respect des exclusions visées à l'article 54;

Pour chaque personne, les informations suivantes font l'objet d'un traitement :

1<sup>o</sup> les nom et prénoms;

2<sup>o</sup> le lieu et la date de naissance;

3<sup>o</sup> la nationalité;

4<sup>o</sup> le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou, en l'absence de ce numéro, le numéro du passeport;

*Amendement n° 43 (Stuk n° 1795/5) van de heer Schoeters c.s.* strekt ertoe de eerste zin van § 1 aan te vullen als volgt :

« , uitgezonderd het meerderjarig personeel van kansspelinrichtingen op hun plaats van tewerkstelling ».

De heer Schoeters verduidelijkt dat het personeel dat tussen 18 en 21 jaar oud is uiteraard wel toegang moet krijgen tot de kansspelinrichtingen klasse I en II.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* stemt in met het amendement. Wat telt is dat zij niet kunnen deelnemen aan de kansspelen.

*Amendement n° 68 (Stuk n° 1795/7) van de heer Eerdekkens* strekt ertoe in § 4, de inleidende volzin te vervangen als volgt : « De commissie ontzegt preventief de toegang tot de kansspelinrichtingen klasse I en II aan : ».

De heer Eerdekkens geeft aan dat de maatschappij aldus beter wordt beschermd.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 26 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 43 van de heer Schoeters c.s. wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Amendement n° 68 van de heer Eerdekkens wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 54 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 54bis (*nieuw*)

*Amendement n° 31 van de heer Leterme c.s.* (Stuk n° 1795/5) strekt ertoe een nieuw artikel 54bis in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 54bis. — Bij het ministerie van Justitie wordt een systeem van informatieverwerking betreffende de personen bedoeld in artikel 54 ingesteld.

De doelstellingen van dit systeem zijn :

1<sup>o</sup> de kanspelcommissie in staat stellen de bij deze wet toegekende opdrachten uit te oefenen;

2<sup>o</sup> de exploitanten en het personeel van de kansspelinrichtingen in staat stellen de naleving te controleren van de ontzegging van toegang bedoeld in artikel 54;

Voor iedere persoon maakt de volgende informatie het voorwerp uit van een verwerking :

1<sup>o</sup> de naam en voornamen;

2<sup>o</sup> de geboorteplaats en -datum;

3<sup>o</sup> de nationaliteit;

4<sup>o</sup> het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij ontstentenis van dit nummer, het nummer van het paspoort;

5° la profession;

6° s'il échel, la décision d'exclusion des salles de jeu des établissements de jeux de hasard prononcée par la commission des jeux de hasard, la date et les fondements de cette décision.

L'accès permanent en ligne à toutes les catégories d'informations mentionnées à l'alinéa 3 est accordé à la commission des jeux de hasard contre paiement d'une contribution.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, le montant de la contribution visée à l'alinéa 4, les modalités de gestion du système de traitement des informations, les modalités de traitement des informations et les modalités d'accès au système. ».

M. Leterme indique que cette banque de données en ligne devrait permettre de déterminer qui peut avoir accès à un établissement de jeux de hasard.

*Le représentant du ministre de la Justice* ajoute que la vie privée des intéressés sera préservée. Les établissements de jeux de hasard ne pourront pas consulter eux-mêmes la banque de données. C'est la commission des jeux de hasard qui leur fera savoir s'ils peuvent laisser entrer telle ou telle personne, sans toutefois en préciser les raisons.

M. Schoeters demande si cette procédure, passablement lourde, s'appliquera également aux lunaparks. Est-ce faisable ?

*Le représentant du ministre de la Justice* estime qu'avec les moyens informatiques actuels, cela devrait être possible.

\*  
\* \*

L'amendement n° 31 de M. Leterme et consorts visant à insérer un article 54bis (*nouveau*) est adopté à l'unanimité.

#### Art. 55

*L'amendement n° 32* (Doc. n° 1795/5) de M. Leterme et consorts est étroitement lié à l'amendement n° 31 du même auteur (cf. l'article 54bis).

Cet amendement et l'article 55, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 56

*L'amendement n° 33* de M. Leterme et consorts (Doc. n° 1795/5) vise à supprimer cet article. Cet amendement est aussi étroitement lié à l'amendement n° 31 du même auteur (cf. l'article 54bis).

L'amendement n° 33 de M. Leterme et consorts est adopté à l'unanimité.

5° het beroep;

6° voorzover ze bestaat, de beslissing van ontzegging van toegang tot de speelzalen van de kansspelinrichtingen uitgesproken door de kansspelcommissie, de datum en de motivering van deze beslissing.

Tegen betaling van een bijdrage, wordt een vaste *on-line* toegang tot alle categorieën van informatie bedoeld in het derde lid verleend aan de kansspelcommissie.

Bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bepaalt de Koning het bedrag van de in het vierde lid bedoelde bijdrage, de beheersregels van het systeem van informatieverwerking en de nadere regels inzake de informatieverwerking en de toegang tot het systeem. ».

De heer Leterme geeft aan dat het de bedoeling is om via de oprichting van een gegevensbank *on-line* te kunnen bepalen wie al dan niet toegang krijgt tot een kansspelinrichting.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* voegt daaraan toe dat ook de privacy van de betrokkenen wordt gevrijwaard. De kansspelinrichtingen zullen zelf geen gegevens bij die gegevensbank kunnen opvragen. Zij zullen vanwege de kansspelcommissie vernemen of ze iemand al dan niet toegang mogen verlenen, zonder dat hiervoor redenen zullen worden opgegeven.

De heer Schoeters vraagt of deze — redelijk omslachtige — procedure ook voor de lunaparken zal gelden. Is dit wel realiseerbaar ?

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat dit met de huidige middelen inzake informatica mogelijk moet zijn.

\*  
\* \*

Amendement n° 31 van de heer Leterme c.s. tot invoeging van een nieuw artikel 54bis wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 55

*Amendement n° 32* (Stuk n° 1795/5) van de heer Leterme c.s. hangt nauw samen met amendement n° 31 van dezelfde indiener (cf. artikel 54bis).

Dit amendement en het aldus gewijzigde artikel 55 worden eenparig aangenomen.

#### Art. 56

*Amendement n° 33* van de heer Leterme c.s. (Stuk n° 1795/5) strekt ertoe dit artikel weg te laten. Ook dit amendement hangt nauw samen met amendement n° 31 van dezelfde indiener (cf. artikel 54bis).

Amendement n° 33 van de heer Leterme c.s. tot schrapping van artikel 56 wordt eenparig aangenomen.

## Art. 57

*L'amendement n° 34 de M. Leterme et consorts* (Doc. n° 1795/5) vise à apporter à l'article 57 les modifications suivantes :

A) au point 1, supprimer les mots « ainsi qu'à la commission des jeux de hasard visée à l'article 9 de la loi du ... sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs »;

B) aux points 2 et 3, dans le texte proposé, supprimer les mots « à la commission des jeux de hasard visée à l'article 9 de la loi du ...; sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ».

Cet amendement est aussi étroitement lié à l'amendement n° 31 du même auteur.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 34 de M. Leterme et consorts est adopté à l'unanimité.

L'article 57, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

## Art. 58

*M. Desimpel* présente un amendement (n° 3, Doc. n° 1795/3) visant à supprimer l'alinéa 3 de cet article. Il estime que le placement dans les établissements de jeux de systèmes de paiement par carte bancaire et de distributeurs automatiques de billets ainsi que de terminaux de sociétés de crédit doit être autorisé.

*M. Leterme* est résolument opposé à la suppression de l'interdiction prévue.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 3 de M. Desimpel est rejeté à l'unanimité.

L'article 58 est adopté à l'unanimité.

## Art. 59

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

## Art. 60

*M. Van Belle* propose, par voie d'amendement (n° 11, Doc. n° 1795/3), d'insérer les mots « de manière collective » entre le mot « proposer » et le mot « aux ». Il considère que, dans certains cas individuels, il doit toujours être possible d'offrir des services à titre gratuit ou à prix réduit.

## Art. 57

*Amendement n° 34 van de heer Leterme c.s.* (Stuk n° 1795/5) is bedoeld om in artikel 57 de volgende wijzigingen aan te brengen :

A) in punt 1, in de voorgestelde tekst de woorden « en aan de kansspelcommissie als bedoeld in artikel 9 van de wet van ... op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, » weglaten;

B) in de punten 2 en 3, in de voorgestelde tekst de woorden « aan de kansspelcommissie als bedoeld in artikel 9 van de wet van ... op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, » weglaten.

Ook dit amendement hangt nauw samen met amendement n° 31 van dezelfde indiener.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 34 van de heer Leterme c.s. wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 57 wordt eenparig aangenomen.

## Art. 58

*De heer Desimpel* stelt bij amendement n° 3 (Stuk n° 1795/3) voor om het derde lid van dit artikel weg te laten. Volgens hem moet de opstelling van bankkaart- en Mister Cash-automaat en van terminals van kredietmaatschappijen in de spelinrichtingen mogelijk zijn.

*De heer Leterme* is daar fel tegen gekant.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 3 van de heer Desimpel wordt eenparig verworpen.

Artikel 58 wordt eenparig aangenomen.

## Art. 59

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

## Art. 60

*De heer Van Belle* stelt bij amendement (n° 11, Stuk n° 1795/3) voor om tussen het woord « verboden » en het woord « kosteloos » het woord « collectief » in te voegen. Volgens hem moet het mogelijk blijven om in bepaalde individuele gevallen kosteloos of tegen verminderde prijs diensten aan te bieden.

*Le représentant du ministre de la Justice* demande que l'amendement soit rejeté.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 11 de M. Van Belle est rejeté à l'unanimité.

L'article 60 est adopté à l'unanimité.

#### Art. 61

M. Desimpel propose, par voie d'amendement (n° 4, Doc. n° 1795/3), de supprimer les mots « et à l'interdiction de connecter deux ou plusieurs appareils entre eux en vue d'octroyer un prix unique ». Il estime qu'il doit être possible d'interconnecter des appareils de jeu.

*Le représentant du ministre de la Justice* ne souscrit pas à cette justification. Ces mots doivent effectivement être supprimés — tel est d'ailleurs l'objet de l'amendement n° 27 du gouvernement (Doc. n° 1795/5) — mais pour la simple raison que l'interdiction en question figure déjà à l'article 8 du projet de loi à l'examen (cf. l'amendement n° 18 du gouvernement).

M. Van Belle propose, par voie d'amendement (n° 12, Doc. n° 1795/3), de compléter l'alinéa 1<sup>er</sup> par la phrase suivante : « Il recueille au préalable l'avis de la commission des jeux de hasard. ».

*Le représentant du ministre de la Justice* demande que l'amendement soit rejeté.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 4 de M. Desimpel est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 12 de M. Van Belle est rejeté par un vote identique.

L'amendement n° 27 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 61, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 62

L'amendement n° 28 du gouvernement tend, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à remplacer les mots « L'accès » par les mots « Complémentairement à ce qui est prévu à l'article 54, l'accès ».

*Le représentant du ministre de la Justice* précise que cet amendement tient compte des conditions prévues par l'article 54 en matière d'accès aux salles de jeux.

Les amendements n°s 69, 70 et 71 de MM. Eerdekkens et Schoeters tendent à renforcer le contrôle de

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* vraagt de verwerving van het amendement.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 11 van de heer Van Belle wordt eenparig verworpen.

Artikel 60 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 61

De heer Desimpel stelt bij amendement n° 4 (Stuk n° 1795/3) voor om in het eerste lid, de woorden « en het verbod op het op elkaar aansluiten van twee of meerdere toestellen met het oog op het toekennen van één prijs » weg te laten. Volgens hem moet de onderlinge verbinding van speelautomaten mogelijk zijn.

De vertegenwoordiger van de minister van Justitie is het met deze motivatie niet eens. Deze woorden moet inderdaad worden geschrapt — en dit is trouwens wat in amendement n° 27 van de regering (Stuk n° 1795/5) wordt voorgesteld — doch enkel en alleen omdat het desbetreffende verbod reeds in artikel 8 van het wetsontwerp (cf. amendement n° 18 van de regering) is ingeschreven.

De heer Van Belle stelt bij amendement n° 12 (Stuk n° 1795/3) voor het eerste lid aan te vullen met de volgende zin : « Hij wint voorafgaandelijk het advies van de kansspelcommissie in. ».

De vertegenwoordiger van de minister van Justitie vraagt de verwerving van het amendement.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 4 van de heer Desimpel wordt eenparig verworpen.

Amendement n° 12 van de heer Van Belle wordt met dezelfde stemming verworpen.

Amendement n° 27 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 61 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 62

Amendement n° 28 van de regering strekt ertoe in het eerste lid de woorden « De toegang » te vervangen door de woorden « In aanvulling op het door artikel 54 bepaalde, is de toegang » en het woord « is » weg te laten.

De vertegenwoordiger van de minister van Justitie geeft aan dat dit amendement verband houdt met de in artikel 54 bedoelde voorwaarden inzake de toegang tot de speelzalen.

De amendementen n°s 69, 70 en 71 van de heren Eerdekkens en Schoeters zijn bedoeld om de controle

l'accès aux salles de jeux des casinos et des lunaparks.

*Le représentant du ministre de la Justice* marque son accord sur le renforcement proposé des contrôles, mais fait observer que l'article 21.2 du projet à l'examen dispose déjà que la commission peut prendre les mesures nécessaires si les dispositions de la loi en projet et de ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées. L'amendement n° 73 est la confirmation explicite de cette disposition.

*M. Eerdekkens* souligne l'importance du registre.

\*  
\*   \*

Les amendements n°s 69, 70 et 71 de MM. Eerdekkens et Schoeters sont adoptés à l'unanimité.

L'amendement n° 28 du gouvernement est adopté par un vote identique.

L'article 62, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 63

*L'amendement n° 29 du gouvernement* (Doc. n° 1795/5) vise à remplacer cet article par la disposition suivante :

« Les auteurs des infractions aux dispositions des articles 4, 8, 26, 27, 46 et 58 seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 100 000 francs, ou d'une de ces peines. ».

*Le représentant du ministre de la Justice* indique qu'il s'agit d'une simplification d'ordre légistique : au lieu de répéter toutes les dispositions légales, il est renvoyé à leur numéro.

\*  
\*   \*

L'amendement n° 29 du gouvernement, remplaçant l'article 63, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 64

*L'amendement n° 30 du gouvernement* (Doc. n° 1795/5) vise également à simplifier la disposition sur le plan légistique (cf. amendement n° 29 à l'article 63).

Du fait de l'adoption de cet amendement du gouvernement, l'amendement n° 72 de *M. Schoeters* (Doc. n° 1795/7) devient sans objet.

\*  
\*   \*

op de toegang van de speelzalen van de casino's en de lunaparken te versterken.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* stemt ermee in, maar merkt toch op dat in artikel 21.2 van het ontwerp reeds wordt bepaald dat de commissie de nodige maatregelen kan nemen ingeval de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten niet worden nageleefd. Amendement n° 73 is daar een expliciete bevestiging van.

*De heer Eerdekkens* wijst op het belang van het register.

\*  
\*   \*

De amendementen n°s 69, 70 en 71 van de heren Eerdekkens en Schoeters worden eenparig aangenomen.

Amendement n° 28 van de regering wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 62 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 63

*Amendement n° 29 van de regering* (Stuk n° 1795/5) strekt ertoe dit artikel te vervangen als volgt :

« De daders van de inbreuken op de bepalingen van de artikelen 4, 8, 26, 27, 46 en 58 worden gestraft met een gevangenisstraf van 6 maanden tot vijf jaar en met een boete van 100 frank tot 100 000 frank of met één van deze straffen alleen. ».

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* geeft aan dat het om een legistieke vereenvoudiging gaat : in plaats van alle wetsbepalingen te herhalen wordt verwezen naar de nummers ervan.

\*  
\*   \*

Amendement n° 29 van de regering tot vervanging van artikel 63 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 64

*Amendement n° 30 van de regering* (Stuk n° 1795/5) is eveneens een legistieke vereenvoudiging (cf. amendement n° 29 op artikel 63).

Door de aanneming van dit regeringsamendement vervalt amendement n° 72 van *de heer Schoeters* (Stuk n° 1795/7).

\*  
\*   \*

L'amendement n°30 du gouvernement, remplaçant l'article 64, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 65 à 67

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 68

*M. Schoeters* présente un amendement (n° 73, Doc. n° 1795/7) visant à compléter cet article par un alinéa 2 libellé comme suit : « Dans l'hypothèse de l'application par le juge de la faculté lui réservée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la commission est tenue de lui retirer la licence concernée. »

*M. Eerdekkens* précise que la commission doit retirer la licence lorsque le juge prononce la fermeture définitive ou temporaire de l'établissement de jeux de hasard.

*Le représentant du ministre de la Justice* marque son accord sur ce point.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 73 de M. Schoeters est adopté à l'unanimité.

L'article 68, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

#### Art. 69 et 70

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 71

*M. Schoeters* présente un amendement (n° 74, Doc. n° 1795/7) tendant à remplacer le point 4 de l'alinéa 4 par la disposition suivante :

« — la somme de 1 million de francs pour les détenteurs d'une licence de classe E qui preistent exclusivement des services d'entretien, de réparation ou d'équipement de jeux de hasard;

— la somme de 10 000 francs par appareil placé pour tous les autres détenteurs de la licence de classe E. ».

*M. Eerdekkens* estime que le montant de la garantie devrait être déterminé en fonction du nombre de jeux de hasard exploités.

*Le représentant du ministre des Finances* exprime son accord sur le principe, mais fait observer qu'un problème pratique se pose. La garantie doit en effet être fournie avant la délivrance de la licence. Il est dès lors souhaitable de ne pas calculer le montant de

Amendment n° 30 van de regering tot vervanging van artikel 64 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 65 tot 67

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

#### Art. 68

*De heer Schoeters* dient amendment n° 73 (Stuk n° 1795/7) in, dat ertoe strekt dit artikel aan te vullen met een tweede lid dat luidt als volgt : « Zo de rechter gebruikmaakt van de mogelijkheid die hem krachtens het eerste lid toekomt, moet de commissie de betrokken vergunning intrekken ».

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat de commissie de vergunning moet intrekken wanneer de rechter de definitieve of tijdelijke sluiting van de kansspelinrichting beveelt.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daarmee eens.

\*  
\* \* \*

Amendment n° 73 van de heer Schoeters wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 68 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

#### Art. 69 en 70

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

#### Art. 71

*De heer Schoeters* dient amendment n° 74 (Stuk n° 1795/7) in, dat ertoe strekt in het vierde lid de tekst van punt 4 te vervangen door wat volgt :

« — het bedrag van 1 miljoen frank voor de houders van een vergunning klasse E die uitsluitend diensten leveren in het raam van onderhoud, het herstel of de uitrusting van de kansspelen;

— het bedrag van 10 000 frank per opgesteld toestel voor alle andere houders van de vergunning klasse E. ».

*De heer Eerdekkens* geeft aan dat het bedrag van de waarborg in functie van het aantal geëxploiteerde kansspelen moet worden bepaald.

*De vertegenwoordiger van de minister van Financiën* is het daar in principe mee eens. Er is echter een praktisch probleem. De waarborg moet immers worden verstrekt vooraleer de vergunning wordt afgeleverd. Het verdient dan ook aanbeveling het bedrag

la garantie par appareil exploité, mais, par exemple, par série de 50 ou de 100 appareils placés.

*M. Eerdekkens* présente ensuite *un sous-amendement* (n° 81, Doc. n° 1795/7) dans ce sens.

*M. Didden* présente *un amendement* (n° 80, Doc. n° 1795/7) tendant, dans le dernier alinéa, à supprimer les mots « immédiatement si elles sont réunies, si non dès l'ouverture de leur prochaine session, ». L'article 71 est ainsi mis en concordance avec l'article 19, alinéa 3.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 81 de *M. Eerdekkens* (sous-amendement à l'amendement n° 74 de *M. Schoeters*) est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 74 de *M. Schoeters*, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

L'amendement n° 80 de *M. Didden* est adopté à l'unanimité.

L'article 71, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 72

*M. Schoeters* présente *un amendement* (n° 75, Doc. n° 1795/7) tendant à supprimer cet article.

*M. Eerdekkens* rappelle qu'un nouveau système de facturation a été prévu à l'article 19 du projet de loi (par suite de l'adoption de l'amendement n° 64).

*Le représentant du ministre de la Justice* souscrit à l'amendement.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 75 de *M. Schoeters*, tendant à supprimer l'article 72, est adopté à l'unanimité.

#### Art. 73 à 79

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié, est adopté à l'unanimité.

Dès lors, la proposition jointe devient sans objet (Doc. n° 661/1).

*Le rapporteur,*

L. SUYKENS

*Le président,*

M. DIDDEN

van de waarborg niet per toestel, maar bijvoorbeeld per reeks van 50 of 100 toestellen te bepalen.

*De heer Eerdekkens* dient vervolgens *subamendement* n° 81 (Stuk n° 1795/7) in die zin in.

*De heer Didden* dient *amendement* n° 80 (Stuk n° 1795/7) in, dat ertoe strekt in het laatste lid de woorden « , zodra zij verenigd zijn of bij de opening van hun volgende zitting, » weg te laten. Op die manier stemt de tekst van artikel 71 overeen met die van artikel 19, derde lid.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 81 van *de heer Eerdekkens* (subamendement op amendement n° 74 van *de heer Schoeters*) wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde amendement n° 74 van *de heer Schoeters* wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Amendement n° 80 van *de heer Didden* wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 71 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 72

*De heer Schoeters* stelt bij *amendement* (n° 75, Stuk n° 1795/7) voor dit artikel te schrappen.

*De heer Eerdekkens* verwijst naar het nieuwe facturatiesysteem dat (ingevolge de goedkeuring van amendement n° 64) in artikel 19 van het wetsontwerp werd ingeschreven.

*De vertegenwoordiger van de minister van Justitie* is het daarmee eens.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 75 van *de heer Schoeters* tot schrapping van artikel 72 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 73 tot 79

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

Het gehele aldus gewijzigde wetsontwerp wordt eenparig aangenomen.

Bijgevolg vervalt het toegevoegde wetsvoorstel (Stuk n° 661/1).

*De rapporteur,*

L. SUYKENS

*De voorzitter,*

M. DIDDEN